

Impacts du crédit agricole de la Faîtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel du Bénin (FECECAM-BENIN)



Octobre 2018

Les auteurs

Sheila SAGBO est une agroéconomiste Béninoise et doctorante de l'Université du Kentucky, Department of Agricultural Economics, à Lexington, USA

Anne Floquet est une agroéconomiste Franco-Béninoise, Maître de conférences et chercheur senior au Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Sociales et de Développement (LADyD) à l'Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Michael Brüntrup est un agroéconomiste Allemand et chercheur senior au German Development Institute / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE) à Bonn, Allemagne

Ce travail fait partir d'un projet de recherche sur la "Promotion de la sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne" conduit par l'Institut Allemand de Politique du Développement (DIE) et financé par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) dans le cadre de l'initiative "Un Monde sans Faim (SEWOH)".

Pour citer cette étude :

Sagbo S., Floquet A., Bruentrup M. (2018). Impacts du crédit agricole de la Faîtière des Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel du Bénin (FECECAM-BENIN). Cotonou (Bénin), Editions AMP, 160 p, ISBN : 978-99919-78-30-7

Crédits photo : Anne Floquet et Mathieu Sokenou



Le crédit agricole finance la mécanisation du labour dans les zones cotonnières et permet l'extension des superficies cultivées

Table des matières

Liste des tableaux.....	v
Liste des figures et cartes.....	ix
Liste des photos	ix
Abréviations et acronymes.....	x
Préface	xi
Résumé exécutif	xv
Executive summary	xxv
1. Objectif de l'étude	1
1.1. Contexte et justification de l'étude	1
1.2. Choix de la FECECAM.....	2
2. Méthodologie	6
2.1. Théorie du changement	6
2.2. Approche méthodologique de l'étude.....	10
2.3. Couverture géographique de l'enquête.....	14
2.4. Echantillonnage et taille de l'échantillon	17
2.5. Déroulement de l'enquête.....	19
2.6. Analyse des résultats	20
3. Contexte de l'étude.....	23
3.1. Historique de la FECECAM.....	23
3.2. Structuration actuelle de la FECECAM	23
3.3. Types de crédit et conditions d'accès	24
3.4. Elaboration d'un dossier de demande de crédit.....	29
3.5. Conditions d'obtention et de remboursement d'un crédit	31
3.6. Conclusion	32
4. Principales caractéristiques des enquêtés	35
4.1. Profil des bénéficiaires	35

4.1.1 Sexe et statut dans le ménage.....	35
4.1.2 Ménages des bénéficiaires.....	35
4.1.3 Ethnie et autochtonie.....	37
4.1.4 Scolarisation, apprentissages et maîtrise du français	37
4.1.5 Insertion sociale actuelle	40
4.1.6 Accompagnement par des organisations d'appui-conseil	41
4.2. Activités et ressources principales des bénéficiaires	41
4.2.1 Activités génératrices de revenu principales.....	41
4.2.2 Accès à la terre	43
4.2.3 Accès à la main d'œuvre	45
4.2.4 Nature des cultures emblavées	47
4.3. Accès et usages du crédit par les bénéficiaires.....	48
4.3.1 Accès au crédit et à d'autres services financiers.....	48
4.3.2 Nature des activités financées par des crédits FECECAM	49
4.3.3 Utilisation des crédits obtenus selon les enquêtés.....	50
4.3.4 Détournement d'objet et partage du crédit.....	51
4.3.5 Accompagnement du crédit.....	52
4.3.6 Montants des crédits et leur évolution avec l'ancienneté du bénéficiaire.....	53
4.3.7 Discontinuité dans l'accès au crédit.....	55
4.4. Comparaison des anciens et nouveaux bénéficiaires.....	55
4.4.1 Profils des anciens et nouveaux bénéficiaires	56
4.4.2 Accès à la terre des anciens et nouveaux bénéficiaires.....	57
4.4.3 Accès à la main d'œuvre des anciens et nouveaux bénéficiaires.....	57
4.4.4 Assolements des anciens et nouveaux bénéficiaires	59
4.4.5 Eloignement du point de service	59
4.4.6 Accompagnement du crédit.....	60

4.4.7 Nature et objectifs des crédits reçus par les anciens et nouveaux bénéficiaires	60
4.4.8 Conclusions	62
4.5. Satisfaction des bénéficiaires vis-à-vis des modalités du crédit.....	63
4.5.1 Sources de crédit mobilisées par les bénéficiaires et pouvant être comparées aux prestations de la FECECAM.....	63
4.5.2 Evaluation des prestations de la FECECAM par les bénéficiaires	64
4.6. Conclusions	65
5. Effets du crédit	68
5.1. Perception de l'impact global du crédit sur les conditions de vie	68
5.2. Effets du crédit sur les revenus.....	68
5.2.1 Effets observés du crédit sur le revenu agricole.....	68
5.2.2 Perceptions des bénéficiaires concernant les effets du crédit sur leurs revenus	71
5.2.3 Effets sur les revenus agricoles attribuables au crédit	71
5.2.4 Effets sur les superficies cultivées attribuables au crédit.....	72
5.2.5 Effets observés du crédit sur le changement technologique et la productivité des facteurs en agriculture	73
5.2.6 Effet du crédit sur les autres activités génératrices de revenu	75
5.3. Effet du crédit sur le revenu global des bénéficiaires.....	76
5.3.1 Effets observés du crédit sur le revenu global des bénéficiaires.....	76
5.3.2 Effets sur le revenu global des bénéficiaires attribuables au crédit	77
5.4. Effet du crédit sur l'accumulation de biens durables	78
5.4.1 Effets observés du crédit sur l'accumulation de biens durables	78
5.4.2 Perceptions des effets du crédit sur l'accumulation de biens durables	80
5.4.3 Effets attribuables au crédit avant 2016 sur l'accumulation de biens durables	81
5.5 Effet du crédit sur l'emploi	82

5.5.1 Effets observés du crédit sur la mobilisation des aides familiaux et de la main d'œuvre rémunérée	83
5.5.2 Perceptions des bénéficiaires concernant les effets du crédit sur l'emploi.....	84
5.5.3 Effets sur l'emploi attribuables au crédit obtenu avant 2016.....	85
5.5.4 Conclusions	87
5.6 Effet du crédit sur la sécurité alimentaire des ménages.....	87
5.6.1 Indicateurs de la faim et de l'insécurité alimentaire	87
5.5.2 Effets observés du crédit sur la sécurité alimentaire.....	90
5.6.3. Perceptions de l'impact du crédit sur la sécurité alimentaire.....	91
5.6.4 Effets sur la sécurité alimentaire attribuables au crédit	91
5.7 . Effets du crédit sur la nutrition	92
5.7.1 Indicateurs de la qualité de l'alimentation	92
5.7.2 Effets observés du crédit sur la qualité de l'alimentation	92
5.7.3 Perceptions de l'effet du crédit sur la qualité de l'alimentation.....	93
5.7.4 Effets sur la qualité de l'alimentation attribuables au crédit.....	94
5.8 Crédit et cohésion sociale	94
5.9 Autonomie des femmes et effets du crédit sur l'autonomisation des femmes et leur bien être	95
5.9.1 Dimensions de l'autonomie des femmes.....	95
5.9.2 Effets observés du crédit sur l'autonomisation des femmes	102
5.9.3 Perception des effets du crédit par les bénéficiaires sur leur autonomie ...	103
5.9.4 Effets sur l'autonomisation des femmes attribuables au crédit.....	103
5.9.5 Perception comparée des femmes et des hommes concernant les effets du crédit sur leur bien-être et ses dimensions	104
5.10 Conclusions	104
6. Conclusions générales et recommandations.....	108
Bibliographie	114

Annexes	117
Annexe I : Pondération de l'échantillon	117
Annexe II : Valeur nutritionnelle de la diète	121

Liste des tableaux

Tableau 1 : Produits offerts par la FECECAM et leurs modalités	25
Tableau 2: Récapitulatif des différents types de crédits alloués et spéculations concernées par points de service visités durant l'enquête.....	27
Tableau 3: Différentes étapes de l'étude d'un dossier de demande de crédit à la FECECAM	30
Tableau 4 : Genre et localisation des bénéficiaires de crédit de l'échantillon (% bénéficiaires)	35
Tableau 5 : Caractéristiques des ménages des bénéficiaires de crédit de la population	35
Tableau 6 : Nombre moyen d'unités de production par exploitation familiale bénéficiaire de crédit dans la population.....	36
Tableau 7 : Durée moyenne de la scolarisation des bénéficiaires femmes et hommes de l'échantillon et de la population enquêtée selon le pôle (années)	37
Tableau 8 : Maîtrise du français à l'oral des bénéficiaires de l'échantillon (% bénéficiaires)	38
Tableau 9 : Bénéficiaires ayant appris un métier en dehors de l'agriculture dans l'échantillon (% bénéficiaires).....	38
Tableau 10 : Expériences de la migration de travail selon les destinations et le genre du bénéficiaire (% bénéficiaires de l'échantillon).....	39
Tableau 11: Nombre d'années d'expérience dans le domaine d'activité bénéficiaire de crédit selon le genre et la localisation géographique de l'échantillon (années)	40
Tableau 12 : Nombre moyen d'associations auquel un bénéficiaire de crédit appartient selon le type d'association et le pôle dans la population de bénéficiaires	40
Tableau 13 : Nombre moyen d'activités génératrices de revenu selon le sexe et la localisation des bénéficiaires de l'échantillon	41
Tableau 14 : Poids relatifs des activités génératrices de revenu monétaire des bénéficiaires de l'échantillon selon les pôles (% revenu).....	42
Tableau 15 : Superficies emblavées par la population de bénéficiaires de crédit (hectares) ...	44
Tableau 16 : Répartition des superficies selon les modes de faire valoir et la localisation des bénéficiaires masculins de l'échantillon (% SAU).....	44
Tableau 17 : Force de travail familiale mobilisable travaillant sur toutes les unités de production des exploitations familiales de l'échantillon (en équivalents adulte)..	45
Tableau 18 : Force de travail familiale mobilisée et travaillant sur l'unité de production des bénéficiaires de crédit de l'échantillon (en équivalents adulte)	46
Tableau 19 : Part des exploitations employant de la main d'œuvre familiale, des journaliers, des saisonniers, des permanents selon les pôles (% population de bénéficiaires).	46
Tableau 20 : Choix des cultures selon les pôles (% superficies cultivées par l'échantillon) ...	47
Tableau 21 : Fréquence de l'appartenance à une ou plusieurs tontines selon le genre (% bénéficiaires de l'échantillon)	48
Tableau 22 : Crédits pris à la FECECAM et dans d'autres institutions financières en 2017 par les anciens et nouveaux bénéficiaires (% bénéficiaires)	49
Tableau 23 : Nature des activités financées par le crédit FECECAM (% de la population de bénéficiaires de crédit)	49

Tableau 24 : Activités financées par le crédit selon les années (% bénéficiaires de l'échantillon)	50
Tableau 25 : Objet du crédit obtenu selon les enquêtés (% bénéficiaires de l'échantillon).....	51
Tableau 26 : Détournement ou extension d'objet du crédit (% bénéficiaires de l'échantillon)	51
Tableau 27 : Visites d'agent de crédit durant la campagne selon le genre (% bénéficiaires) ..	52
Tableau 28 : Nombre de crédits pris entre 2012 et 2017 dans l'échantillon	53
Tableau 29 : Nombre de crédits pris par les anciens et les nouveaux bénéficiaires de l'échantillon entre 2012 à 2017	54
Tableau 30 : Nombre de crédits selon l'année d'obtention du premier crédit (% crédits).....	55
Tableau 31 : Poids relatif des anciens et nouveaux bénéficiaires selon le pôle (% bénéficiaires)	56
Tableau 32 : Nombre d'unités de production par exploitation familiale de l'échantillon	57
Tableau 33 : Superficies disponibles et cultivées par les enquêtés nouveaux et anciens bénéficiaires de crédit de l'échantillon (% enquêtés, nombre de champs et hectares).....	57
Tableau 34 : Accès à la main d'œuvre familiale masculine et féminine des nouveaux et anciens bénéficiaires de la population (en équivalents adulte)	57
Tableau 35 : Bénéficiaires de crédit mobilisant des aides familiaux, des journaliers, des saisonniers ou des permanents selon l'ancienneté de leur accès au crédit (% bénéficiaires)	58
Tableau 36: Nombres moyens de journaliers, de saisonniers et des permanents selon l'ancienneté de l'accès au crédit du bénéficiaire (employés en équivalent temps plein).....	58
Tableau 37 : Assolements des anciens et nouveaux bénéficiaires (% SAU)	59
Tableau 38 : Distance de la caisse d'affiliation et coût du déplacement des anciens et nouveaux bénéficiaires de l'échantillon (temps en minutes et cout du transport FCFA).....	59
Tableau 39 : Nombre moyen de visites d'appui-conseil par an chez les anciens et nouveaux bénéficiaires de crédit.....	60
Tableau 40 : Objectifs des crédits demandés par les anciens et nouveaux bénéficiaires en 2017 (% bénéficiaires de l'échantillon).....	60
Tableau 41 : Spéculations financées par les crédits agricoles des anciens et nouveaux bénéficiaires en 2017 (% bénéficiaires de l'échantillon)	60
Tableau 42 : Nature individuelle ou collective du crédit reçu par les hommes et les femmes selon l'ancienneté de leur accès au crédit (% bénéficiaires de l'échantillon)	61
Tableau 43 : Montant du crédit obtenu en 2017 via un groupe ou en individuel par les anciens et les nouveaux bénéficiaires (FCFA)	61
Tableau 44 : Bénéficiaires détournant ou étendant l'objet de leur crédit (% bénéficiaires)	62
Tableau 45 : Sources de crédit productif/agricole sollicitées par les bénéficiaires enquêtés selon les pôles (% réponses).....	63
Tableau 46 : Notes moyennes de satisfaction vis-à-vis des attributs du crédit CLCAM attribués par les bénéficiaires de l'échantillon(0 à 10).....	64
Tableau 47 : Evaluation par les bénéficiaires de l'impact global du crédit sur leurs conditions de vie (% bénéficiaires)	68
Tableau 48 : Revenus agricoles des anciens et nouveaux bénéficiaires enquêtés selon les pôles (FCFA)	69
Tableau 49 : Superficies cultivées des anciens et nouveaux bénéficiaires selon les pôles (ha)	69
Tableau 50 : Intrants et prestations agricoles utilisés par les anciens et nouveaux bénéficiaires selon les pôles (FCFA)	70

Tableau 51 : Main d'œuvre rémunérée utilisée par les anciens et nouveaux bénéficiaires selon les pôles (FCFA)	70
Tableau 52 : Evaluation par les bénéficiaires de l'impact du crédit sur leurs revenus (% réponses).....	71
Tableau 53 : Effets du crédit obtenu avant 2016 sur les revenus agricoles des anciens bénéficiaires et sur les revenus de l'ensemble des bénéficiaires de crédit selon le genre et la localisation des bénéficiaires	71
Tableau 54 : Effets du crédit obtenu avant 2016 sur les superficies cultivées des anciens bénéficiaires et de l'ensemble des bénéficiaires de crédit (ha)	72
Tableau 55 : Résultats économiques des anciens et nouveaux bénéficiaires de l'échantillon ramenés à l'unité de surface (FCFA/ha).....	73
Tableau 56 : Résultats économiques des anciens et nouveaux bénéficiaires de l'échantillon ramenés à l'unité de dépense et à l'équivalent adulte (FCFA/FCFA et FCFA/eqa)	74
Tableau 57 : Evaluation par les bénéficiaires de l'effet du crédit sur les changements technologiques (% bénéficiaires de l'échantillon)	74
Tableau 58 : Revenu de l'élevage des anciens et nouveaux bénéficiaires (FCFA)	75
Tableau 59 : Revenu du commerce ou des transformations des anciens et nouveaux bénéficiaires (FCFA).....	76
Tableau 60 : Revenus d'autres activités des anciens et nouveaux bénéficiaires (FCFA)	76
Tableau 61 : Revenus totaux des anciens et nouveaux bénéficiaires enquêtés selon les pôles (FCFA)	77
Tableau 62 : Effets du crédit obtenu avant 2016 sur les revenus totaux des anciens bénéficiaires et de l'ensemble des bénéficiaires de crédit (FCFA)	77
Tableau 63 : Revenu agricoles et revenus totaux dans la population des anciens et nouveaux bénéficiaires (FCFA).....	78
Tableau 64 : Biens durables détenus par les anciens et nouveaux bénéficiaires dans l'échantillon selon leur nature (FCFA)	79
Tableau 65 : Evaluation par les bénéficiaires des investissements productifs attribuables au crédit selon la nature de ces investissements (% bénéficiaires de l'échantillon) ..	79
Tableau 66 : Anciens et nouveaux bénéficiaires ayant investi dans des investissements qu'ils attribuent au crédit selon la nature de ces investissements (% bénéficiaires)	80
Tableau 67 : Evaluation des anciens et nouveaux bénéficiaires de l'effet du crédit sur l'accumulation de biens durables (% bénéficiaires de la population)	81
Tableau 68 : Effets du crédit obtenu avant 2016 sur les capitaux des anciens bénéficiaires et de l'ensemble des bénéficiaires de crédit (FCFA)	81
Tableau 69 : Bénéficiaires mobilisant des aides familiaux, des journaliers, des saisonniers et des permanents rémunérés selon l'ancienneté du crédit et le pôle (% bénéficiaires de l'échantillon).....	83
Tableau 70 : Evaluation par les bénéficiaires de l'effet du crédit sur l'emploi familial et rémunéré (% bénéficiaires de l'échantillon).....	84
Tableau 71 : Evaluation par les anciens et nouveaux bénéficiaires de l'effet du crédit sur l'emploi de main d'œuvre (% bénéficiaires de l'échantillon).....	84
Tableau 72 : Nombre d'emplois créés en moyenne par bénéficiaire ancien ou nouveau selon le statut du travailleur	84
Tableau 73 : Effet du crédit obtenu avant 2016 sur la création d'emploi par les anciens bénéficiaires et par l'ensemble des bénéficiaires selon leur genre et selon le type d'emploi créé (% bénéficiaires).....	85
Tableau 74 : Effet du crédit obtenu avant 2016 sur la création d'emploi par les anciens bénéficiaires et par l'ensemble des bénéficiaires selon le pôle (% bénéficiaires). 85	

Tableau 75 : Créations d'emplois attribuables au crédit obtenu avant 2016 chez les anciens bénéficiaires et chez tous les bénéficiaires s'ils avaient accédé au crédit avant 2016 (nombre d'emplois équivalent temps plein)	86
Tableau 76 : Evaluation de la situation alimentaire de la campagne écoulée selon le pôle (% cuisines).....	87
Tableau 77 : Evaluation finale de la situation alimentaire des cuisines des bénéficiaires	88
Tableau 78 : Capacité à assurer l'autoconsommation (semaines d'abondance et de pénurie). 88	
Tableau 79 : Score FIES moyen des enquêtés selon leur évaluation subjective de l'alimentation.....	89
Tableau 80 : Score FIES de sécurité alimentaire chez les anciens et les nouveaux bénéficiaires selon le genre (score moyen dans l'échantillon)	90
Tableau 81 : Evaluation par les bénéficiaires de l'effet du crédit sur la sécurité alimentaire de leurs ménages selon les pôles (% bénéficiaires).....	91
Tableau 82 : Effet du crédit obtenu avant 2016 sur les scores FIES des anciens bénéficiaires et de l'ensemble des bénéficiaires de crédit (notes de 0 à 8)	91
Tableau 83 : Distribution des scores SCA chez les bénéficiaires de crédit (% bénéficiaires) et score moyen de chaque classe (0-100)	92
Tableau 84 : Score SCA de diversité alimentaire chez les anciens et les nouveaux bénéficiaires selon le pôle (note moyenne dans la population).....	92
Tableau 85 : Evaluation par les bénéficiaires de l'effet du crédit sur la qualité de l'alimentation de leurs ménages selon le pôle (% bénéficiaires)	93
Tableau 86 : Evaluation par les anciens et nouveaux bénéficiaires de l'effet du crédit sur la qualité de l'alimentation de leurs ménages (% réponses)	93
Tableau 87 : Effet du crédit obtenu avant 2016 sur le score SCA des anciens bénéficiaires et de l'ensemble des bénéficiaires de crédit (note).....	94
Tableau 88 : Evaluation par les bénéficiaires de l'effet du crédit sur la cohésion sociale selon le pôle (% bénéficiaires).....	94
Tableau 89: Effet du crédit sur la cohésion sociale selon les anciens et les nouveaux bénéficiaires de la population (% bénéficiaires)	95
Tableau 90 : Votre mari vous consulte-t-il quand il prend des décisions concernant les activités de production sur l'exploitation ? (% femmes bénéficiaires).....	96
Tableau 91 : Votre mari vous consulte-t-il quand il prend des décisions concernant l'utilisation des revenus ? (% femmes bénéficiaires)	96
Tableau 92 : Devez-vous consulter votre mari avant de développer des activités génératrices de revenu ? (% femmes bénéficiaires).....	97
Tableau 93 : Devez-vous consulter votre mari avant de demander du crédit ? (% femmes bénéficiaires)	97
Tableau 94 : Autonomie des femmes dans l'obtention et la conduite du crédit (% femmes bénéficiaires)	98
Tableau 95 : Détention d'actifs par les femmes selon les pôles (% femmes bénéficiaires).....	98
Tableau 96 : Valeurs aux quartiles des biens durables des bénéficiaires femmes et hommes (FCFA)	98
Tableau 97 : Droits des femmes d'acheter, de vendre ou de transférer leurs biens durables productifs ou domestiques (% femmes bénéficiaires).....	99
Tableau 98 : Droits des femmes à participer à des groupements, associations, groupes d'entraide, chorale, etc. (% femmes bénéficiaires).....	99
Tableau 99 : Prise de parole des femmes lors de réunions ou assemblées (% femmes bénéficiaires)	100
Tableau 100 : Temps quotidien pour des activités sociales et des loisirs du choix des femmes bénéficiaires (% femmes bénéficiaires).....	100

Tableau 101 : Changements dans la pénibilité des activités consécutifs au crédit selon le pôle (% femmes bénéficiaires).....	100
Tableau 102 : Effet du crédit sur la prise en charge de dépenses auparavant du ressort du mari (% femmes bénéficiaires).....	101
Tableau 103 : Note moyenne attribuée à chaque question par les anciennes et nouvelles bénéficiaires.....	102
Tableau 104 : Score WEIA d'autonomie chez les anciennes et les nouvelles bénéficiaires selon la localisation (note moyenne).....	102
Tableau 105 : Perception par les femmes bénéficiaires de l'impact du crédit sur leur statut (% femmes bénéficiaires).....	103
Tableau 106 : Effet du crédit obtenu avant 2016 sur le score d'autonomisation des anciennes bénéficiaires et de l'ensemble des femmes bénéficiaires de crédit (note de 0 à 10).....	103
Tableau 107 : Evaluation par les hommes et femmes anciens et nouveaux bénéficiaires de l'impact global du crédit sur leurs conditions de vie (% bénéficiaires).....	104
Tableau II	118
Tableau I2: Poids réajustant l'importance d'un bénéficiaire enquêté dans la population totale.....	120
Tableau III : Justifications des coefficients de pondération du PAM.....	121
Tableau II2: Coefficients de pondération des divers groupes d'aliments dans le calcul du score de consommation alimentaire des ménages (SCA).....	122
Tableau II3: Seuils d'évaluation des scores de consommation alimentaire.....	123

Liste des figures et cartes

Figure 1: Répartition des points de service de la FECECAM sur le territoire national.....	4
Figure 2 : Eléments d'une théorie du changement provoqué par le crédit agricole.....	7
Figure 3: Intérêt de l'appariement pour mesurer des impacts.....	13
Figure 4 : Répartition des enquêtés (en noir) et des points de service (en rouge) choisis au sein des pôles de développement agricole.....	16
Figure 5 : Principales cultures des PDA du Bénin (% superficies).....	17
Figure 6 : Nombre de comptes ouverts et de crédits octroyés de 2012 à 2016.....	24
Figure 7 : Encours de crédit et solde total des dépôts du réseau sur les cinq dernières années.....	28
Figure 8: Nombre de bénéficiaires de crédit agricole entre 2012 et 2017 selon les pôles.....	53
Figure 9 : Montant moyen du crédit selon l'année chez les hommes et les femmes en ayant reçu.....	54
Figure 10 : Montant moyen d'un crédit obtenu par les anciens et les nouveaux bénéficiaires selon l'année.....	62
Figure 11: Distribution des scores FIES d'insécurité alimentaire dans les cuisines selon le pôle.....	90

Liste des photos

Le crédit agricole finance la mécanisation du labour dans les zones cotonnières et permet l'extension des superficies cultivées.....	iii
Le crédit facilite l'accès aux intrants en zones non cotonnières- ici au Sud-Est sur du maïs fumé selon les techniques de gestion intégrée de la fertilité des sols.....	5
Le crédit finance des systèmes à légumineuses et maraichage en zones de très petites exploitations – ici niébé sous orangers dans des zones très densément peuplées du Sud-Ouest.....	5

Le crédit est accordé aux producteurs d'ananas du Sud qui sont en contrat avec des acheteurs	15
Les grands producteurs du Centre du pays embauchent des saisonniers avec le crédit pour installer des champs d'igname suivie d'autres spéculations	22
Le crédit permet aux femmes de développer des activités économiques autonomes et contribue à leur confiance en soi	34
Les jeunes bénéficient rarement du crédit agricole et travaillent le plus souvent pour le chef de ménage tout en développant progressivement quelques activités autonomes.....	67
Les femmes bénéficiaires de crédit accroissent leur activité de transformation – ici la transformation du soja en fromage est devenue une activité continue sur toute l'année et la mouture a été mécanisée	107
Le crédit facilite l'achat des intrants, en particulier les herbicides et insecticides - sans conseil technique approprié aux producteurs, il peut aussi encourager des pratiques néfastes.....	124

Abréviations et acronymes

BMZ	Bundesministerium für Zusammenarbeit (Ministère Fédéral allemand de la Coopération Economique et du Développement)
CAFER	Crédit Agricole aux Femmes Rurales
CARDER	Centre Agricole Régional pour le Développement Rural
CEE	Crédit Epargne-Education
CFC	Crédit aux Femmes Commerçantes
CLCAM	Caisse Locale de Crédit Agricole et Mutuel
DIE	Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (Institut Allemand de Développement)
eqa	Equivalent Adulte
FECECAM	Faîtière des Caisses d'Epargne et Crédit Agricole Mutuel
FIES	Food Insecurity Experience Scale (Echelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue)
GIZ	Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit
IFPRI	International Food Policy Research (Institute Institut de recherche international sur les politiques alimentaires)
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Etablissement pour la Reconstruction) : Banque Allemande de Développement
LADyD	Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Locales et de Développement
OP	Organisation de Producteurs / Organisations Paysannes
PDA	Pôle de Développement Agricole
SAU	Surface Agricole Utile
SCA	Score de Consommation Alimentaire
UCPA	Union Communale des Producteurs d'Anacarde
WEIA	Women Empowerment Index in Agriculture

Préface

Ce travail est le fruit d'une collaboration entre deux instituts de recherche, la DIE en Allemagne et le LADyD au Bénin. Il a été financé par le Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement de la République Fédérale d'Allemagne. Son objet est d'analyser l'impact du crédit agricole, le crédit agricole étant un des instruments soutenus par la coopération allemande par l'intermédiaire de la Banque Allemande de Développement.

Cette étude a rencontré un accueil très favorable de la part des institutions de microfinance au Bénin, lesquelles sont regroupées dans le consortium ALAFIA, et en particulier de l'institution dont les bénéficiaires ont fait objet de l'étude, la Fédération des Caisses Locales de Crédit Agricole Mutuel (FECECAM). Les organisations de tutelle de l'Etat, des universitaires et des institutions d'appui à la microfinance ont aussi accordé de leur temps pour partager leurs expériences et informations sur le secteur de la microfinance et ont accepté de participer au comité de pilotage de cette étude.

De nombreuses Caisses Locales de Crédit Agricole Mutuel ont apporté un concours précieux d'abord lors de l'enquête exploratoire en partageant leurs expériences sur les produits de crédit les plus demandés dans leurs localités respectives, les profils de leurs sociétaires et les effets qu'ils perçoivent de l'octroi de crédit. Leur personnel a été mis à contribution pour aider à retrouver les bénéficiaires de crédit tirés au hasard et qui pour certains avaient pris du crédit antérieurement puis cessé de collaborer, ainsi que les dossiers de crédit archivés. De nombreux élus des conseils d'administration des caisses ont aussi apporter un appui très appréciable dans la mise en relation avec les enquêtés.

Ce travail a été soutenu par le partage de savoir faire afin de permettre à l'équipe de conception de l'enquête de s'approprier le logiciel permettant de passer les questionnaires d'enquête sur smartphone, de déboguer rapidement les imperfections surgissant à l'usage et de récupérer les données d'enquête sans perte.

Les jeunes diplômés et étudiants de troisième cycle qui ont conduit l'enquête ont montré une bonne volonté et une persévérance à mener à bien la conduite de ces enquêtes qui demandaient d'établir une relation de confiance avec l'enquêté. Ils n'ont pas hésité à rester dans les diverses localités de résidence des enquêtés pour pouvoir s'ajuster au mieux aux calendriers de ces derniers.

Quant aux enquêtés, à eux vont nos remerciements les plus chaleureux et sincères. Ils ont laissé leurs activités pour répondre à des questions sollicitant leur mémoire et une bonne concentration. Ils ont sans doute jugé certaines questions sur les changements de revenu et leurs acquisitions de biens durables un peu indiscretes et il n'y avait pas de gain immédiat à espérer de cet engagement. Nous leur dédions ce travail en espérant qu'il contribue à ce que l'accès au crédit agricole soit de plus en plus facile et adapté et qu'ils en tirent, ainsi que leurs communautés, plus de bénéfices.

Nos remerciements sincères vont

aux responsables et personnes ressources de la FECECAM :

- HOUEDANOU Victorin (Directeur Général)
- YADONTA Clément (Secrétaire Général)
- KAKPO Mathias
- KOUKPONOU Timothée (Directeur de la Planification, des Etudes et Gestion de l'Information Financière (DPEGIF))
- TRAORE Soulémane (Chef Service Planification et Etudes)
- LOGBETODE Martin (Chef Service Gestion de l'Information Financière (SGIF))
- MISSINHOUN Euphrase (Chef Département Informatique et Technologie (DIT))

aux membres du Comité de pilotage de l'étude:

- Monsieur Jean Cocou KPADE (KFW – BENIN)
- Monsieur Moutalabi BABA BOUKARI (GIZ-BENIN)
- Monsieur Maurille COUTHON (Développement International Desjardins – BENIN)
- Monsieur Ignace DOVI (Directeur Général de l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés (APSFD) – BENIN)

aux responsables des caisses CLCAM :

- ADANDE Bernard (Directeur CLCAM Siège Allada)
- TCHEDEMIN Barnabé (Chef Agence CLCAM Allada)
- BOURAIMA Bakari Ibrahim (Directeur de Caisse Kandi)
- AZONNOUDO Rock (Directeur CLCAM Siège Djougou)
- ALI Pascal Justin (Gestionnaire Guichet CLCAM Patargo)
- AHODO-OUNSOU Cyr (Directeur Guichet CLCAM Bantè Centre)
- BANGANA Bernard (Agent de Crédit)
- GBANGBOTCHE Affissou (Directeur Caisse Glazoué)

A tous les Elus et agents de crédit des caisses CLCAM de Natitingou, Kandi, Gogounou, Bembèrekè, Parakou, Nikki, Kalalé, Sinendé, Kouandé, Ouaké, Djougou ; Péhunco, Bassila, Bantè, Savalou, Glazoué, Djidja, Hilacondji, Come, Kpomassè, Tori-Bossito, Adjohoun, Dangbo, Seme-Podji, Ouidah, Abomey-Calavi

A nos relecteurs

- Dr AHOYO ADJOVI Nestor (Directeur Scientifique à l'INRAB)
- Dr WELE Pascal (enseignant chercheur à la FASEG/UAC)
- AMEGBLETO Gilbert (Directeur CFE/Porto Novo)

Et au sein de l'équipe de recherche

à Romule GBODJA qui a coordonné avec engagement tous les aspects logistiques depuis l'équipement de l'enquête et la configuration des smartphones jusqu'à l'atelier final et la publication, sans oublier surtout l'organisation de l'enquête elle-même.

Résumé exécutif

Un développement durable de l'économie des pays Africain est conditionné par le développé du secteur agricole. La plupart des trajectoires d'intensification et de modernisation requièrent des financements qui ne sont disponibles ni en interne ni de sources externes aux producteurs. Le manque de capital est une contrainte majeure du développement du secteur agricole.

Les institutions financières répugnent à donner du crédit dans le secteur agricole qu'elles considèrent comme étant à haut risque et faibles performances. La diversité des contextes et des activités rend l'évaluation difficile. Les coûts de transaction et de supervision de très nombreux petits crédits sont très élevés de même que les risques de non remboursement dans des situations où le crédit a été instrumentalisé comme argument politique.

Tant les entités publiques que privés devraient financer le secteur agricole avec le soutien d'instruments additionnels. Dans ce but, il est nécessaire de faire la démonstration de l'efficacité d'un tel financement. L'objectif de la présente étude est d'en apporter la preuve au niveau des exploitations agricoles, chez les producteurs qui ont bénéficié de crédits agricoles. La Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel (FECECAM) a été retenue pour cette étude car elle concentre plus de 50% de l'offre en microcrédit du Bénin et est la seule organisation qui offre des services sur tout le territoire du Bénin. Après une période de retrait, la FECECAM renforce actuellement son offre en crédits agricoles. Elle a bénéficié une ligne de refinancement de la Banque Allemande de Développement (KfW) et le Ministère Allemand de Développement (BMZ) souhaite en évaluer les impacts.

Les effets directs et indirects attendus du crédit sur les exploitations et les ménages des bénéficiaires sont les suivants : (1) expansion voire transformation de l'activité financée ; (2) développement d'activités génératrices de revenu au-delà des activités financées dans l'exploitation ; (3) redistribution d'une fraction du crédit obtenu à d'autres membres du ménage pour leurs activités ou pour la consommation du ménage. Les impacts attendus touchent aux revenus, à l'accumulation des avoirs, à l'emploi, à la consommation alimentaire et à la nutrition ainsi qu'aux relations intra-ménages, en lien avec le genre et les jeunes dans l'exploitation et son ménage. Au-delà de ceux-ci, des impacts sont attendus sur les marchés de la terre et de l'emploi.

Il est nécessaire de prendre en considération les différences de nature et d'accessibilité des crédits. La FECECAM offre en effet un portefeuille de crédit agricoles individuels et de groupes (en particulier ceux ciblant spécifiquement les femmes) et plus encore, de prendre en compte les effets cumulés de crédits successifs. Les conditions agroécologiques exercent une grande influence sur les choix des exploitants et leurs performances ; l'accès à des services d'appui facilite l'utilisation efficace du crédit, mais tous les bénéficiaires n'en profitent pas. Tous ces facteurs contribuent à la théorie du changement expliquant comment le crédit peut conduire à des impacts.

Les études antérieures sur les impacts du crédit ont produit des résultats contradictoires, probablement du fait des difficultés méthodologiques de tels exercices, en particulier en ce qui concerne le choix d'un contrefactuel adéquat. Une comparaison naïve entre bénéficiaires et non-bénéficiaires serait biaisée puisque beaucoup de non-bénéficiaires n'auraient jamais pris de crédit même si celui-ci avait été disponible : ils n'en auraient pas demandé, ou n'auraient pas été retenus car ne répondant pas à certains critères structurels encore inconnus et donc non pris en compte ou du fait de facteurs non mesurables comme la bonne moralité. La comparaison entre ces deux groupes aurait surestimé les impacts du crédit. Une méthode appropriée pour des cas où les programmes de crédit se poursuivent sur une longue période comme ceux de la FECECAM serait de suivre les bénéficiaires dans le temps, à partir du moment où ils ont pris leur premier crédit. Malheureusement de telles données de panel ne sont pas disponibles au Bénin.

C'est ce qui a amené l'équipe à retenir une approche dit « pipeline » : des preneurs de crédit de longue date sont comparés avec des entrants dans le programme de crédit. Il est escompté que les critères de sélection ne changent pas sur la période considérée. De plus, les bénéficiaires issus des deux groupes respectifs sont appariés et comparés par paires. Les différences entre ces jeux de paires peuvent alors être attribuées au crédit. Le score de propension a été calculé à partir des variables identifiées par revue de littérature et lors d'entretiens exploratoires. Les variables identifiées (âge, statut dans l'exploitation familiale, éducation, expériences de migration et cosmopolitisme, taille d'exploitation, force de travail familial, distance vis-à-vis du point de service) affectent la probabilité d'être exposé à une offre de crédit et donc d'avoir obtenu un crédit tôt. Les bénéficiaires précoces et tardifs de scores similaires sont ensuite appariés en utilisant la méthode des voisins les plus proches.

Dans cette étude, les bénéficiaires ayant obtenu leur premier crédit en 2016 ou 2017 (tardifs) sont comparés aux bénéficiaires ayant obtenu leur premier crédit de façon précoce, en 2015 ou plus tôt (bénéficiaires précoces). Dans cette dernière catégorie, le crédit aura

provoqué des changements systémiques au niveau exploitation et ménage, surtout quand les bénéficiaires auront pris du crédit de façon répétée. Les différences mesurées après appariement concernent donc les effets de premiers crédits précoces comparées à des crédits tardifs. Les analyses de données conduites à posteriori ont confirmé que les deux types de bénéficiaires proviennent bien d'une même population, même si les bénéficiaires de crédit tardif sont un peu plus jeunes et tendent à résider à plus grande distance du point de service de la CLCAM auprès de laquelle ils ont obtenu du crédit. L'emploi de la méthode d'appariement a donc été validé.

Les ressources disponibles pour l'enquête ont permis de prendre en compte 3 des 7 zones agroécologiques délimitées au Bénin sous l'appellation « Pôle agricole de Développement ». La zone Nord est caractérisée par des systèmes de production à base de coton et la zone Centre par des systèmes à base de céréales – soja – tubercules et anacarde. La zone Sud abrite une diversité de très petites exploitations assez intensives avec des orientations variant selon la région (maraichage et vergers, nanas, plantation et transformation des palmiers à huile ; pêche et aquaculture associées au maraichage de décrue ; élevage périurbain de volailles, etc.). La population considérée inclut 48 000 emprunteurs individuels et 3000 groupes qui ont reçu au moins un crédit de la FECECAM entre 2012 et 2017.

La procédure d'échantillonnage repose sur une stratification selon les 3 pôles, et une taille d'échantillon permettant d'attribuer des différences de revenu d'exploitation au crédit avec une puissance de 0,8. La perte de puissance due au dispositif en grappes au sein des strates a été prise en compte puisque les bénéficiaires enquêtés ne pouvaient pas être dispersés dans tout le territoire d'une strate mais ont dû être regroupés autour d'un nombre raisonnable de points de service de la FECECAM. La taille calculée minimale d'échantillon étant de 720, 780 bénéficiaires ont été enquêtés, répartis sur les 3 strates, 10 points de service par strate et 26 bénéficiaires par point de service. 750 séries de données complètes ont pu être retenues pour analyse. Il faut noter que l'échantillon ne souffre pas du biais lié à la sortie du programme. En effet, même les emprunteurs qui ont cessé de prendre du crédit après un emprunt ont été inclus dans l'échantillon ; conduire l'enquête avec eux a souvent été un défi.

Le questionnaire a été finalisé après des entretiens approfondis à la FECECAM et dans 11 points de service (phase exploratoire) ; l'enquête auprès des bénéficiaires conduite en Octobre 2017 a mobilisé 28 diplômés et étudiants de troisième cycle utilisant ODK sur des smartphones. Les données ont été traitées par Excel et STATA. Les résultats préliminaires ont été présentés à un comité de pilotage regroupant les institutions principales dans les secteurs

de l'agriculture et de la finance ainsi que les représentants de la FECECAM et d'autres institutions de microfinance (IMF).

Les analyses factuelles de changements sur des variables ont été croisées avec les perceptions des bénéficiaires sur les changements qu'ils attribuent au crédit, ce qui confère de la crédibilité aux conclusions.

La FECECAM finance une activité spécifique sous réserve de pouvoir étudier son plan d'affaires prévisionnel élaboré sur la base de la taille et des performances économiques attendus de l'activité. La plupart des crédits sont alloués à des cultures (81% des bénéficiaires) et dans une moindre mesure à des activités commerciales (18%, mais 35% au Sud). Pour ce qui est des crédits aux cultures, le maïs vient en tête (46% des montants alloués), suivi du coton (26%), d'autres cultures de plein champ (20%) et de cultures maraichères (8%). Les demandes de crédit sont examinées par un comité regroupant des membres élus du conseil d'administration de la caisse mutuelle et des techniciens du point de service. Ces derniers assistent les demandeurs dans l'élaboration de leurs plans d'affaires et de remboursement. Le comité valide le plan et évalue la crédibilité de l'emprunteur. Il semble qu'ils préfèrent financer des activités bien connues plutôt que de nouvelles. Les activités où le crédit peut être donné par étapes successives sont aussi préférées, car le risque est plus réduit : 26% des crédits sont ainsi alloués en période de semis (si possible après préparation du sol), 22% pour des intrants (si possible après levée) et 6,7% pour la récolte et les activités post-récolte.

Les deux tiers des emprunteurs sont des hommes et un tiers, des femmes. La plupart des bénéficiaires sont des producteurs expérimentés, en particulier en ce qui concerne l'activité pour laquelle l'emprunt a été sollicité. Par contre, leur niveau d'éducation est assez bas (3-4 année d'éducation scolaire en moyenne avec un gradient Nord Sud et Femme-Homme qui reflète les niveaux de scolarisation de la population adulte au Bénin. 28,5% ont appris un métier artisanal qu'ils conduisent parfois en activité non agricole additionnelle à leurs activités agricoles et 25% des hommes (14% des femmes) ont aussi acquis de nouvelles compétences en migration régionale.

Les superficies disponibles et cultivées des exploitations diffèrent beaucoup du nord (respectivement 14,4 et 11,1 ha) au sud (respectivement 6,8 et 3,6 ha). Les ménages sont aussi plus grands au Nord et emploient une main d'œuvre familiale abondante (3,4 équivalents adultes contre 2,5 au Sud).

79% des emprunteurs emploient aussi des journaliers et 21% d'entre eux, des saisonniers ; seuls 4% emploient des permanents.

Les bénéficiaires ont déclaré conduire en moyenne 3 activités génératrices de revenu importante. La spécialisation augmente selon un gradient Nord-Sud. Dans la zone Nord, les cultures génèrent la plus grande partie du revenu (82%), mais 57% dans la zone Sud où diverses activités commerciales, artisanales et de transformation agroalimentaire font la différence. Ceci, associé à la diversité des systèmes de culture rend l'évaluation des effets du crédit plus délicate au Sud.

Le crédit ne paraît pas souvent utilisé à des fins non autorisées mais dans 20% des cas, on note une extension de son utilisation au-delà de la seule activité initialement prévue. Ainsi par exemple, un crédit prévu pour le coton sera aussi utilisé pour le maïs ou le soja. La réaffectation d'un crédit pris par un conjoint à un autre est très rare. Les autres membres du ménage préfèrent prendre du crédit séparément pour leurs propres activités (28% des ménages de bénéficiaires enquêtés). Les règles semblent donc respectées bien que le suivi par les agents CLCAM de l'utilisation des crédits après affectation ne semble pas aussi systématique qu'il est supposé l'être : ainsi 20% des bénéficiaires seulement ont déclaré avoir reçu une visite de suivi. Les femmes, qui bénéficient pour beaucoup d'un crédit de groupe spécifique, sont mieux suivies.

La plupart des bénéficiaires d'un premier crédit en demandent d'autres les années suivantes, mais pas chaque année. Ainsi parmi ceux qui ont pris leur premier crédit en 2012, seuls un tiers ont ensuite pris du crédit chaque année entre 2013 et 2017. Cette discontinuité s'explique par les aléas climatiques et sociaux. Un crédit ne peut être obtenu que lorsque le crédit précédent a été totalement remboursé.

La plupart des bénéficiaires évaluent l'impact du crédit sur leurs conditions de vie comme étant positif (72%), voire très positif (14%) ; les évaluations négatives sont rares (2%). Il en est de même pour les effets sur les revenus monétaires.

Il était attendu que le crédit ait des effets immédiats sur les revenus agricoles mais les emprunteurs précoces se différencient des emprunteurs plus récents car ils ont accru leurs superficies emblavées (+37%), utilisent plus d'intrants (+52%) et de main d'œuvre rémunérée (+72%), ce qui résulte en un accroissement des revenus agricoles par rapport à ceux des emprunteurs récents de plus de 49%. L'amélioration du revenu agricole est particulièrement sensible au Centre Bénin où la disponibilité en terres est encore assez élevée et où les producteurs n'ont pas accès au crédit sur intrants fourni aux producteurs de coton. Les effets varient fortement selon le genre. Les bénéficiaires masculins précoces ont accru leur revenu de 745 000 FCFA (1 135 euros) et accru leurs superficies cultivées de 3,3 ha par rapport aux

bénéficiaires récents. Les femmes bénéficiaires précoces ont par contre un revenu agricole réduit de 315 000 FCFA et une superficie cultivée inférieure à celles des bénéficiaires récentes. En fait, elles réduisent leur engagement dans des activités agricoles au profit d'activités non agricoles. Si elles avaient toutes bénéficié de crédit précocement, des tendances similaires s'observeraient.

Le crédit a deux effets sur les activités agricoles : les emprunteurs masculins accroissent leurs superficies cultivées mais utilisent aussi plus d'intrants et de travail, d'où des produits bruts et des revenus à l'unité de surface et à l'unité de travail améliorés. Les femmes bénéficiaires se basent sur l'agriculture pour une accumulation de capital primaire et s'engagent alors dans des activités non agricoles. Le changement technologique est quant à lui positivement affecté par le crédit selon 25% des emprunteurs. La plupart de ces derniers sont localisés au Nord où de nouvelles technologies sont disponibles (intrants, services de mécanisation, irrigation) et très peu sont en zone Centre (respectivement 35 et 15%). D'une manière générale, innovations et crédit sont découplés.

Le crédit affecte positivement (le plus souvent de façon indirecte) les revenus des activités non agricoles ou d'élevage. Les revenus additionnels tirés des cultures financées permettent leur expansion ou leur démarrage. Cela permet, au final, d'améliorer les revenus globaux des emprunteurs précoces de +127% par rapport aux bénéficiaires récents. Les femmes ont particulièrement tiré parti de ces crédits. Si tous les emprunteurs avaient eu accès au crédit précoce, leur revenu annuel actuel serait supérieur de 1 520 000 FCFA (2 319 euros). Le crédit agricole exerce donc un effet multiplicateur sur le revenu global.

Il est attendu de l'accumulation des avoirs qu'elle se fasse à rythme lent, mais l'enquête révèle que même les bénéficiaires récents ont amélioré leurs avoirs de façon perceptible en moins de deux ans. Ils investissent surtout dans le bétail (au Nord), les équipements de transport, l'irrigation (au Sud) et le foncier agricole, mais aussi dans les avoirs domestiques comme l'habitat. Les hommes accumulent grâce au crédit en capitaux durables mais pas les femmes : fonds de roulement et stocks n'ont pas été pris en compte et les femmes ne parviennent pas à accumuler de biens durables non monétaires. Si tous les hommes avaient bénéficié d'un crédit précoce, leurs biens durables se seraient accru d'une valeur de 950 000 FCFA (1 448 euros).

Les effets du crédit sur l'emploi sont d'un intérêt national. Les effets perçus par les bénéficiaires sont soit positifs, soit nuls. Les bénéficiaires précoces emploient plus souvent de la main d'œuvre saisonnière et moins souvent des journaliers que les bénéficiaires récents. Les hommes bénéficiaires du Centre et du Sud emploient plus de main d'œuvre familiale suite

à l'obtention de crédits, alors que les femmes en emploient souvent moins, probablement parce qu'elles délaissent les activités agricoles qui demandent beaucoup de travail manuel et que les hommes du Nord utilisent le crédit pour mécaniser certaines activités. Au final, le crédit exerce des effets contradictoires sur la création d'emplois.

La majorité des emprunteurs ne parviennent pas à approvisionner leurs ménages durant toute l'année sans une période de soudure d'une durée moyenne de 8,5 semaines par an. La période de soudure s'allonge du Sud au Nord. Seuls 37% des bénéficiaires sont satisfaits de la situation alimentaire de leur ménage des points de vue quantitatif et qualitatif. Les inégalités s'accroissent cependant du Nord au Sud. Certes au Sud la part des ménages très satisfaits est plus élevée qu'au Nord, mais la part des ménages très insatisfaits aussi.

Au final, le crédit affecte la sécurité alimentaire et le statut nutritionnel des ménages des bénéficiaires. Les bénéficiaires précoces sont moins anxieux de leur situation nutritionnelle que les emprunteurs récents. Les effets sont significatifs dans les zones Nord et centrale du pays.

70% des bénéficiaires estiment que le crédit leur a permis d'améliorer la qualité de leur alimentation. Mais le crédit ne contribue que marginalement à l'amélioration de la diversité de la diète mesurée par un score de diversité et cette diète reste insuffisamment diversifiée chez 30% des ménages. Si tous les bénéficiaires avaient pris du crédit précoce, le score de diversité moyen se serait amélioré de 1,85 (sur une échelle de 0 à 100). La qualité de l'alimentation n'est pas définie de la même façon par les bénéficiaires et les nutritionnistes.

Pour ce qui est du statut des femmes dans leurs ménages, la prise de décision au sein du couple est souvent conjointe quand il s'agit d'activités agricoles (71% des ménages) mais moins quand il s'agit de l'utilisation de revenus (49%). Le développement d'activités économiques autonomes est très fréquent chez les femmes (76%) bien que la plupart aient besoin de la permission de leur mari pour cela. La permission est aussi requise pour demander un crédit.

L'autonomie des femmes s'améliore du Nord au Sud. Cette autonomie sociale ne se traduit pas en possibilité d'accumulation de biens durables, on l'a vu plus, et les deux tiers des femmes détiennent pour moins d'un million de biens durables, la médiane étant cinq fois inférieure à la médiane des hommes. Elle ne traduit pas non plus en droit d'avoir du temps pour soi. Dans la sphère publique, les femmes souffrent de plus de restriction que dans leur ménage. Elles doivent demander permission pour intégrer des associations et rares sont celles qui peuvent parler en public.

Le crédit est perçu par 82% des femmes comme améliorant leur statut socio-économique. Les bénéficiaires contribuent plus aux dépenses du ménage et en retour sont mieux considérées. Les effets sont plus prononcés au Nord où l'index d'autonomisation des femmes initial est le plus bas. Toutes dimensions confondues, l'index d'autonomisation des femmes en agriculture (IAEA) s'améliore de 7% entre les femmes bénéficiaires récentes et précoces. Dans ce domaine, les perceptions et les mesures ne sont pas congruentes car les femmes ont des effets des crédits sur leur situation une perception plus favorable que ce que capture l'index IAEA.

Au total, les impacts du crédit sont positifs à très positifs et vont au-delà de la seule activité financée. L'ampleur des effets sur les activités agricoles dépend de la disponibilité en intrants agricoles et en innovations dans la région. Les innovations technologiques sont presque inaccessibles en zone Centre et les producteurs utilisent le crédit pour étendre leurs superficies cultivées tandis que dans le Nord et le Sud, des technologies sont utilisées qui permettent une meilleure utilisation des ressources des exploitations (terre et travail). Au moment de l'enquête, les services de conseil agricole étaient en pleine réforme et la plupart des emprunteurs n'avaient eu aucun contact avec eux. L'absence d'interactions entre le système d'innovation, les services d'appui, la FECECAM et les bénéficiaires réduit probablement l'efficacité du crédit ainsi que son utilisation à des activités déjà bien connues (maïs et coton surtout), au détriment du financement d'activités innovantes. Le crédit ne contribue pas beaucoup à la création de nouveaux emplois et les jeunes diplômés n'ont pas accès à des produits appropriés de crédit pour lancer leur petite exploitation ou des activités non agricoles complémentaires des activités agricoles.

Le crédit est alloué essentiellement aux activités culturelles. Les activités de transformation, stockage et commerce qui ajoutent de la valeur aux produits agricoles ne sont pas considérées pour leurs effets multiplicateurs et se voient allouer des financements déconnectés. De ce fait, la part des femmes dans l'ensemble des bénéficiaires décroît dans le temps en dépit de l'usage efficace que font les femmes avec le crédit en matière de création de revenu additionnel et d'amélioration de leur statut social. Les femmes apprécient les conditions spécifiques qui leur sont faites pour le crédit de groupe. Une animatrice les aide à gérer ce crédit et à faire parvenir les annuités à temps au point de service. Les femmes étant beaucoup moins mobiles que les hommes, cela réduit grandement leurs coûts de transaction. Des appuis pourraient aussi être offerts à certains nouveaux entrants masculins.

Les points de service sélectionnent des clients et des activités qu'ils évaluent comme peu risqué (actionnaires épargnants d'âge moyen). Cependant il serait nécessaire d'encourager

l'innovation en disposant d'une ligne de financement pour des entreprises innovantes plus risquées, comme le sont celles développées par des start-ups et de jeunes diplômés. Le crédit agricole aurait aussi plus d'impact s'il était plus souvent lié à des initiatives mettant les producteurs avec de nouveaux marchés de commercialisation, souvent plus exigeants mais aussi plus rémunérateurs. Des initiatives intéressantes ont été déjà développées dans certaines agences, par exemple autour de l'ananas. La FECECAM et les autres fournisseurs de crédit doivent rester prudents et réduire les risques et les charges opérationnelles, ce qui les empêche de cibler plus de petits producteurs dispersés dans des aires géographiques vastes et plus de femmes, et de s'ouvrir à de nouveaux types de clients plus jeunes et innovants et de nouvelles activités. Des instruments externes comme des fonds de garantie, des assurances et des liens formalisés avec des initiatives de promotion de chaînes de valeur pourraient aider à réaligner de objectifs contradictoires.

Executive summary

Development in the agricultural sector conditions the sustainable economic development in African countries. Most of the intensification and modernization pathways require funding, which is neither internally nor externally available to smallholders. Lack of capital is a significant constraint to the development of the agricultural sector.

Financial institutions are reluctant to provide credit to the agricultural sector as they consider the sector to be highly risky with a low performance. The diversity of activities and contexts makes such an assessment tedious. Transaction costs of credit provision and monitoring for small amounts of loan per user are very high. So are moral hazards, when credit has been used as an political instrument.

The agricultural sector financing should be promoted by both private and public entities and backed up by additional instruments. To do so, it is essential to demonstrate its effectiveness. The purpose of the current study is therefore to provide such a proof at the farm level, among smallholders who have benefited from the agricultural loans.

The Federation of Mutual Agricultural Credit Agencies (FECECAM) has been selected for this study, as it represents more than 50% of the microcredit supply in Benin, and is the only institution offering services all over the country. FECECAM is enhancing its farm credit products after a period of recess. The lending cooperative has recently benefited from a refinancing line of credit from the German development bank (KfW) and the German Ministry for Development (BMZ) is keen to know about the impact of such a line.

Access to credit has been assumed to have direct and indirect effects on beneficiaries' farms and households: (1) expansion and possibly transformation of the funded activity; (2) development of income generating activities beyond the funded activities in the farm; (3) distribution of parts of the credit to household members for their activities or for consumption. Impacts are expected within the farm-household on incomes, assets accumulation, labor, food consumption and nutrition as well as intra-household relationships, especially those related to gender and youth. At a wider level, impacts on the land and labor markets are also expected.

Differences in credit types and accessibility also had to be considered as FECECAM offers a portfolio of individual and group-based credits in agriculture (with some of those specifically targeting women) and more importantly, cumulative effects of credit over time. Agroecological conditions exert a major influence on farm choices and performances and

farms may or may not have access to support services, which are of influence on the credit efficient use. All these factors contributed to a theory of change on how credit may lead to impacts.

Past studies on the impact of credit have led to contradictory results, arguably because of their methodological challenges; the main issue in loan evaluation studies being the appropriate counterfactual. A naïve comparison between beneficiaries and non-beneficiaries will create a lot of bias, because many non-beneficiaries would never use any credit even when accessible: they would not ask for it or would not be selected due to not-yet-known structural attributes or due to non-measurable factors such as morality. Credit impacts measured between two such groups would be over-estimated. A better way in the case of a widespread and longstanding loan program such as FECECAM's would be to follow beneficiaries over time - from the time of their first credit. Unfortunately, such panel datasets are not available in Benin.

This brought the team to select a “pipeline” design: veteran credit beneficiaries are compared to newcomers, assuming that the selection criteria have not changed over time. Moreover, beneficiaries from both groups are matched and compared pairwise. The differences between such sets of pairs can be attributed to the credit. A propensity score of being a beneficiary was calculated using variables identified through a literature review and exploratory interviews. Selected variables (such as age, status in the farm-household, formal education, migration experiences and “cosmopolitanism”, farm size, farm family labor, distance to credit service point) are expected to affect the probability of getting exposed to credit and therefore to obtain an early credit. Early and late beneficiaries were therefore matched using the nearest neighbor's method.

In this study, beneficiaries who had obtained their first credit in 2016 and 2017 (late beneficiaries) were compared to those, who had obtained their first credit earlier, in 2015 or before (early beneficiaries). In the latter group, credit should have provoked systemic changes at farm and household level, especially when beneficiaries have been taking credit repeatedly. Differences measured after matching concern early versus late credit. Ex post, data revealed that both groups most probably originate from the same population even if late beneficiaries are a little younger and tend to live further from the CLCAM service points than the earlier ones. Therefore, a propensity score matching technique could be used.

Resources available for the survey allowed to consider 3 of the 7 agroecological zones newly delimited in Benin under the name “Pole Agricole de Développement”. The northern zone is a cotton-based system area; the central pole is a cereal-soy-tubers and cashew-based systems area. The southern pole hosts a diversity of very small and intensive farms with regionally specific orientations (vegetables and fruit trees; pineapple; oil palm plantation and processing; fish farms; sub-urban poultry farms; etc. The population of interest includes 48 000 individual borrowers and 3000 groups who have received at least one loan from FECECAM since 2012.

The survey sample was designed to consider the 3 poles as strata, and a sample size was estimated to allow the attribution of differences in farm incomes to credit with a power of 0,8. It took into account the loss of power caused by the design: beneficiaries couldn't be dispersed all over the 3 poles but had to be clustered around a reasonable amount of FECECAM branches. The total sample size calculated was 720 but 780 beneficiaries were surveyed, spread over 3 strata, 10 CLCAM¹ service points per stratum and 26 beneficiaries per service point; 750 complete and useful data sets could eventually be processed. It is noteworthy that the dataset does not suffer from any dropout bias. In fact, borrowers who dropped out even after only one loan were also included in the sample; interviewing them was quite challenging though.

The questionnaire was finalized after in-depth interviews in 11 service points (exploratory phase) and the survey of borrowers was conducted in October 2017 by 28 post graduates using ODK² on smartphones. Data were processed using Excel and STATA. Preliminary results were presented to a committee including major institutions in the agricultural and finance sectors as well as representatives from FECECAM and other microfinance institutions (MFI).

Factual analysis of changes in variables were cross-checked with the beneficiaries' perceptions on changes they attribute to credit. This gives credibility to the findings.

FECECAM provides agricultural loans for a specific activity which is backed up with a business plan based on the size and the expected return of the activity. Most of the loans are allocated to crops (81% of the beneficiaries) and to a lesser extent to trade (18% but 35% in the South). Considering loans allocated to crops, maize production received 46% of amounts

¹ CLCAMs are regional and local branches of FECECAM. They are actual loan disbursement and service points.

² ODK – Open Data Kit is a mobile data collection software.

allocated, 26% went to cotton, 20 % to other seasonal food crops, and vegetables represent 8% of the crop loan. The credit screening involves a board of elected local members as well as the technical staff of the lending agency. The latter helps clients put together their application files including their production plan and operating account. The team, then, validate the plan and assess the potential credibility of the borrower. They seem to prefer funding well-known activities rather than new ones. Activities for which multiple installments of the loan can be provided are also favored as it reduces the risk in case of crop failure: 26% of the loans are allocated at sowing time (if possible after land preparation), 22% for inputs (if possible after crop emergence) and 6.7% at harvest or for post-harvest activities.

Two thirds of the borrowers are male and one third, female. Most of the beneficiaries are producers with many years of experience, especially in the activity for which the loan was requested. In contrast their level of education is low: 3.4 years of schooling on average with North-South and Female-Male gradients, which reflects the education level of the average rural adult population in Benin. 28.5% learnt a craft, which they may conduct as an additional off-farm activity and more than 25% of the male farmers (14% of the female farmers) have also acquired some skills during work migration in the region.

Available and cultivated average farmland sizes differ strongly from northern (13.4 ha and 11.1 ha respectively) to southern poles (6.8 ha and 3.6 ha respectively). Households are also larger in the North and employ a larger family labor force (3.4 adult equivalent against 2.5 in the South).

79% of the borrowers rely on daily laborers, and 21% on seasonal ones; only 4% employ permanent workers.

Beneficiaries declared an average of 3 income-generating activities. Specialization increases along a North-South gradient. In the northern region, crop production generates most of the income (82% on average) while in the southern area it represents only 57% of the revenue; trade, food processing and a range of crafting activities make for the difference. This and the diversity of cropping systems makes it more difficult for the technical staff to assess credit performances in the South.

Credit seems to be rarely used for unauthorized purposes, but in 20% of the cases, its scope has been expanded beyond the sole initial activity. For example, a loan for cotton credit may also be used on maize or soybean. Channeling credit obtained by a spouse to the other is very uncommon. Other household members have rather take credit on their own (in 28% of

the borrowers' households, another member has taken credit on his or her own). Rule compliance seems rather high this even though monitoring of the credit use by CLCAM staff, which is supposed to be systematic, was only acknowledged by 20% of the beneficiaries. Women, who benefit from a loan product with a dedicated agent are better monitored.

Most of the beneficiaries who obtained a loan in the past request new ones in the following years, but not every year. For those who took their first loan in 2012 for example, only one third has been taking a loan each year ever since. Discontinuity is explained by climatic and social hazards. A new loan is granted only when a previous one is fully reimbursed.

Most beneficiaries consider the general impact of credit on their livelihoods as positive (72%) or very positive (14%); negative effects are seldom (2%). Effects on monetary incomes are gauged similarly.

Immediate effects were expected on the agricultural incomes of both early and late borrowers, but early beneficiaries significantly differ from late ones because they expanded their cultivated areas (+37%) and used more inputs (+52%) and hired labor (+72%), resulting in higher agricultural incomes (+49%). Such an increase is particularly high in the central regions where producers still have available land but no access to the input credit provided mainly for cotton. Effects which can be attributed to credit differ strongly along gender. Early male beneficiaries improve their agricultural income by 745,000 FCFA (1,135 euros) and expand their cultivated areas by 3.3ha. Early female beneficiaries decrease their agricultural income by 315,000 FCFA as well as their farm size. In fact, they disengage from agriculture and invest in non-farm activities. Had they all benefited from early credit, similar income changes would have also been observed.

Credit has two effects on farm activities. Male beneficiaries expand their farm areas but also use more inputs and labor, resulting in higher gross revenues and higher incomes per hectare and per worker. Female beneficiaries use agriculture for primary asset accumulation and then move towards non-farm activities. As for technological change, it is positively affected by credit according to 25% of the beneficiaries. More beneficiaries are affected in the northern regions where new technologies are available (inputs, mechanization services, irrigation) and very few in the central part of the country (respectively 35% and 15%). In all, innovations are not well coupled with credit.

Credit positively affects (in most cases indirectly) the non-crop incomes (non-farm and livestock). Such activities are expanded or initiated out of the additional incomes generated by the crops benefiting from credit. In the end, the global income is much higher for the early credit takers than the late ones (+127%). Women particularly take profit from early credit. Have all borrowers had access to early credit, the global income would be higher by 1,520,000 FCFA (2,319 euros). Agricultural credit has a multiplicative effect on the global income.

Assets accumulation is expected to come up slowly, but the survey reveals that even newcomers improve their assets in a perceptible way. Beneficiaries mainly invested in livestock (in the North), transportation equipment, irrigation (in the South)) and farmland, but also in domestic assets, especially housing. Men can attribute asset accumulation to credit, but women can't: working capital in cash and stocks were not included in the asset calculation and they hardly accumulate some non-monetary assets. Had all male borrowers benefited from early credit, their asset base would have improved by a value of 950,000 FCFA (1,448 euros).

How credit affects employment is a matter of national interest. Perceived effects are either null or positive. Early beneficiaries employ more frequently seasonal workers than late ones (and less frequently daily laborers). Male beneficiaries in the North and in the central zone also tend to employ more family workers while this is not the case for female borrowers, probably because they disengage from farming activities requiring a lot of manual labor. Beneficiaries in the North reduce employment as they use credit for mechanization. In the end, credit does not affect job creation in a consistent way.

Most borrowers fail to feed their households consistently all year long due to a seasonal hungry gap. Its length is 8.5 weeks on average, and it increases from the South to the North. Only 37% of the beneficiaries are satisfied with their food situation in both quantity and quality. Inequality is increasing from North to South. The share of very safe feeling households is higher in the South, but so is the share of the very worried ones.

Ultimately credit displays effects on the food security and the nutritional status of the beneficiaries' households. Early beneficiaries are less worried about their food security than late ones. Effects are significant in the northern and the central parts of the country.

70% of the beneficiaries perceive credit as improving their food quality. But as one third of the households has an insufficiently diversified diet, credit only makes a slight

contribution to diet scores improvement. Had all beneficiaries taken early credit, their diversity score would have improved by 1.85 (out of a range of 0-100). Food quality is not defined by beneficiaries the way it is by nutritionists.

With regards to women status in the household, joint decisions among spouses on farm activities are rather common (71% of households) while they are less usual on income use (49%). The development of autonomous activities is also very common (76%) for women, though they need their spouse permission in most cases. The same holds for when requesting a loan.

Women autonomy tends to improve from North to South. This social autonomy does not yield possibilities for asset accumulation and two third own less than a million FCFA worth assets, the median value being five times lower than men's. It also denies the right of having time for oneself. In the public sphere, women suffer from more restrictions than within the household. They have to ask for permission before entering associations, and very few can speak up in assemblies.

Credit is perceived by 82% of the women as improving their social and economic status. Women contribute increasingly to household expenditures and in return, they earn more consideration. Effects are higher in the North where women autonomy index is initially much lower. All dimensions considered, the women in agriculture empowerment index (WAEI) is improved by 7% when taking an early credit. In this area, perceptions and measures are at odds and women have a much more positive perception of effects of loans on their situation than captured by the WAEI.

Overall, impacts of agricultural loans are positive to very positive and go beyond the sole activity funded. Impacts on the farm activities depend on the availability of farm inputs and innovations in the region. Innovative technologies are to a large extent inaccessible in the central region and farmers use credit to expand their farm size while in both North and South regions, technologies are used that allow for a better use of farm resources (land and labor). During the period of the survey, extension services were undergoing a profound reform and most of the beneficiaries had had no contacts with them. The lack of interactions between the innovation system, the support services, FECECAM and the beneficiaries very probably reduces the efficiency of credit and it also restricts its scope to well-known activities (maize and cotton especially) at the cost of funding more innovative activities. Credit does not help

much in creating new jobs and young graduates hardly get access to appropriate credit to launch new small farm and complementary non-farm enterprises.

The focus is set on seasonal crops mainly. Processing, storage and trade activities which may add value to farm products are not considered for their multiplicative effects and receive little or disconnected funding. Therefore, the share of women among beneficiaries is decreasing over time despite the very good use women make of credit over time in terms of income generation and improvement of their social status. Women value the specific group credit they have been offered, where a loan agent helps them with the credit management and the timely delivery of the payments to the service points. This reduces greatly their transaction costs as women are much less mobile than men. Similar support could also be offered male new entrants.

In all, service points select clients and activities they assess as less risky (middle-age shareholders with some savings). However, it would be necessary to encourage innovation in having a funding line for riskier innovative businesses such as those developed by small start-ups and graduates. It would also be efficient to liaise farm credit with contracting initiatives linking producers to new and sometimes more demanding but also more rewarding markets. There are already interesting initiatives in some service points, for example with pineapple. FECECAM and other credit providers have to remain cautious and reduce risks as well as operating costs, though this contradicts the necessity to access more smallholders, especially women, spread over large areas, to open up to new types of young and more innovative clients, and to promote new activities. External instruments such as guarantee funds, insurances and formal linkages with value chain promotion initiatives could help bridging these contradictory objectives.

1. Objectif de l'étude

1.1. Contexte et justification de l'étude

Il y a peu de doutes que le développement de l'agriculture est un élément clef pour le développement durable des économies des pays africains au sud du Sahara. Un grand nombre de stratégies et de technologies d'intensification agricole nécessitent des moyens financiers qui dépassent les moyens propres des producteurs en Afrique. En même temps, leur accès aux fonds externes est également très limité. Le manque de capital propre et d'accès au capital externe est souvent identifié comme un des facteurs clefs de la stagnation du secteur agricole.

Une des raisons de ce manque d'accès au crédit est la méconnaissance du secteur agricole par les institutions financières et les doutes que ces institutions nourrissent sur les capacités de remboursement du crédit par les producteurs, leur faible connaissance des activités agricoles, de leur rentabilité, du retour sur investissement et de leur niveau de risque. De leur côté, les producteurs ont des difficultés à exprimer leurs besoins d'une manière crédible pour les institutions financières et à présenter des garanties acceptables. Enfin, les institutions financières opèrent peu en milieu rural, y déplorent des coûts élevés de transaction et des remboursements aléatoires du crédit du fait d'une utilisation politicienne de l'instrument, souvent avec une intention déclarée de promouvoir les clients pauvres mais avec comme conséquence le non remboursement du crédit, des pertes chez les institutions financières et donc leur abandon du secteur. Les coûts de transaction sont liés aux risques élevés qui caractérisent l'activité agricole et à la dispersion de la clientèle, aux coûts élevés de son accompagnement et de son suivi, à la diversité de ses besoins et aux faibles montants de crédit requis en moyenne par client. Les causes du manque de crédit agricole en milieu rural sont donc difficiles à influencer à court terme. Pour accroître le financement au secteur agricole, du soutien est nécessaire et attendu des entités publiques et privées, de l'Etat et des bailleurs de fonds. Mais pour cela, il faut des preuves d'impacts positifs du crédit agricole sur les exploitations agricoles et les objectifs de développement, notamment sur la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et la sécurité alimentaire. En incitant les entités publiques à intervenir, il faut aussi des mécanismes qui protègent le crédit agricole contre son utilisation politicienne ; pour cela, des informations sont nécessaires sur les coûts, bénéfices et capacités de remboursement des différents types de clients.

La présente étude veut contribuer à évaluer les impacts du crédit agricole sur le monde rural, notamment sur les revenus des emprunteurs agricoles, les emplois familiaux et non-familiaux et la production agricole. Ainsi, elle va informer sur le bien-fondé d'un appui

externe à cet instrument. L'étude veut aussi analyser les facteurs qui influencent ces impacts et qui contribuent au succès ou non du crédit agricole au niveau des exploitations, notamment la différence d'impacts entre grandes et petites exploitations, entre hommes et femmes et entre zones agroécologiques, et identifier les facteurs qui peuvent être influencés par des mécanismes complémentaires tels que l'information, l'assistance technique, la production sous contrat, la formation des groupes, etc. Il est attendu des résultats de cette étude qu'ils facilitent le dialogue entre les acteurs qui négocient les conditions et modèlent l'environnement du crédit agricole : les bailleurs, les producteurs et leurs organisations, les institutions financières, les organisations d'appui à l'agriculture et les contractants des producteurs. Ceci permettra d'accroître les montants de capitaux mis à la disposition des acteurs agricoles et en particulier des producteurs, sans risquer une fragilisation des remboursements et des institutions de financement.

1.2. Choix de la FECECAM

Cette étude se focalise sur le réseau de la Faïtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel (FECECAM), y compris ses structures décentralisées, les Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel (CLCAM). La FECECAM est l'organisation la plus importante de crédit agricole direct (sauf crédits intrants pour le coton) au Bénin. La FECECAM créée en 1977 représente à elle seule plus de 50%³ de l'offre de microcrédit au Bénin. Elle a de nombreuses filiales au niveau rural et une longue tradition du crédit agricole de petits et moyens volumes pour des petits et moyens exploitants (Figure 1). Après avoir négligé le volet agricole pour une certaine période pour nombre de raisons internes et externes, elle cherche des capitaux pour accélérer l'accroissement de son volume de prêt. En général, elle a un intérêt éminent à démontrer son impact au niveau des prêteurs. Cependant, elle partage cet intérêt avec les autres organisations de financement et le secteur agricole béninois en général car celui-ci constitue l'un des principaux axes de croissance et d'emploi du pays.

Le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) à travers la coopération financière allemande (KfW) a accordé un refinancement à la FECECAM avec l'objectif d'appuyer le crédit rural en général et le crédit agricole en particulier. En même temps, à travers la coopération technique (GIZ), le BMZ finance aussi un appui-conseil aux paysans pour leur permettre de mieux calculer et exprimer leurs besoins financiers, d'obtenir du crédit agricole, et de bien le gérer, le faire fructifier et le rembourser. De plus, la GIZ qui promeut plusieurs chaines de valeurs agricoles est confrontée aux

³ Selon un discours du Directeur de la FECECAM en Juin 2017

difficultés de trouver du financement approprié pour les acteurs de ces chaînes ; de ce fait elle appuie certaines institutions financières pour qu'elles augmentent leurs portefeuilles agricoles.

Encadré : Quelques éléments d'histoire de la microfinance au Bénin

En 1977 ont été créés un réseau de caisses locales de crédit (Caisses Locales de Crédit Agricole Mutuel - CLCAM) supervisé par la Fatière des caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel du Bénin – FECECAM et une banque nationalisée (Caisse Nationale de Crédit Agricole- CNCA). Au début des années 90, le système bancaire fit faillite et les banques nationalisées furent fermées, plongeant l'économie dans une pénurie sévère de financement. Des réformes furent élaborées pour créer un cadre réglementaire qui permette l'émergence d'un système financier privé et les banques furent privatisées.

En parallèle la libéralisation économique se traduisit par l'émergence de microentreprises dont les besoins de financement n'étaient pas couverts. L'UMEOA dans un souci de promotion de la microfinance incita les pays à réguler ce secteur ; au Bénin, la Loi PARMEC fut votée en 1993. Elle vise à contrôler les institutions de microfinance et leur collecte de l'épargne et à encourager leur professionnalisation. Cette loi a été actualisée en 2012.

Selon le Ministère de l'Economie et des Finances, 97 IMFs opéraient de façon légale au Bénin dans 628 points de service en Juin 2016, délivrant des services à un million huit cent mille clients. 78% d'entre elles offrent à la fois des services d'épargne et de crédit à leur clientèle. En dix ans, le nombre de clients a ainsi été multiplié par trois. Le montant des dépôts est de l'ordre de 93,5 milliards de FCFA (soit environ 144,8 millions d'euros) et celui des crédits annuels de 124 milliards de FCFA (189 millions euros).

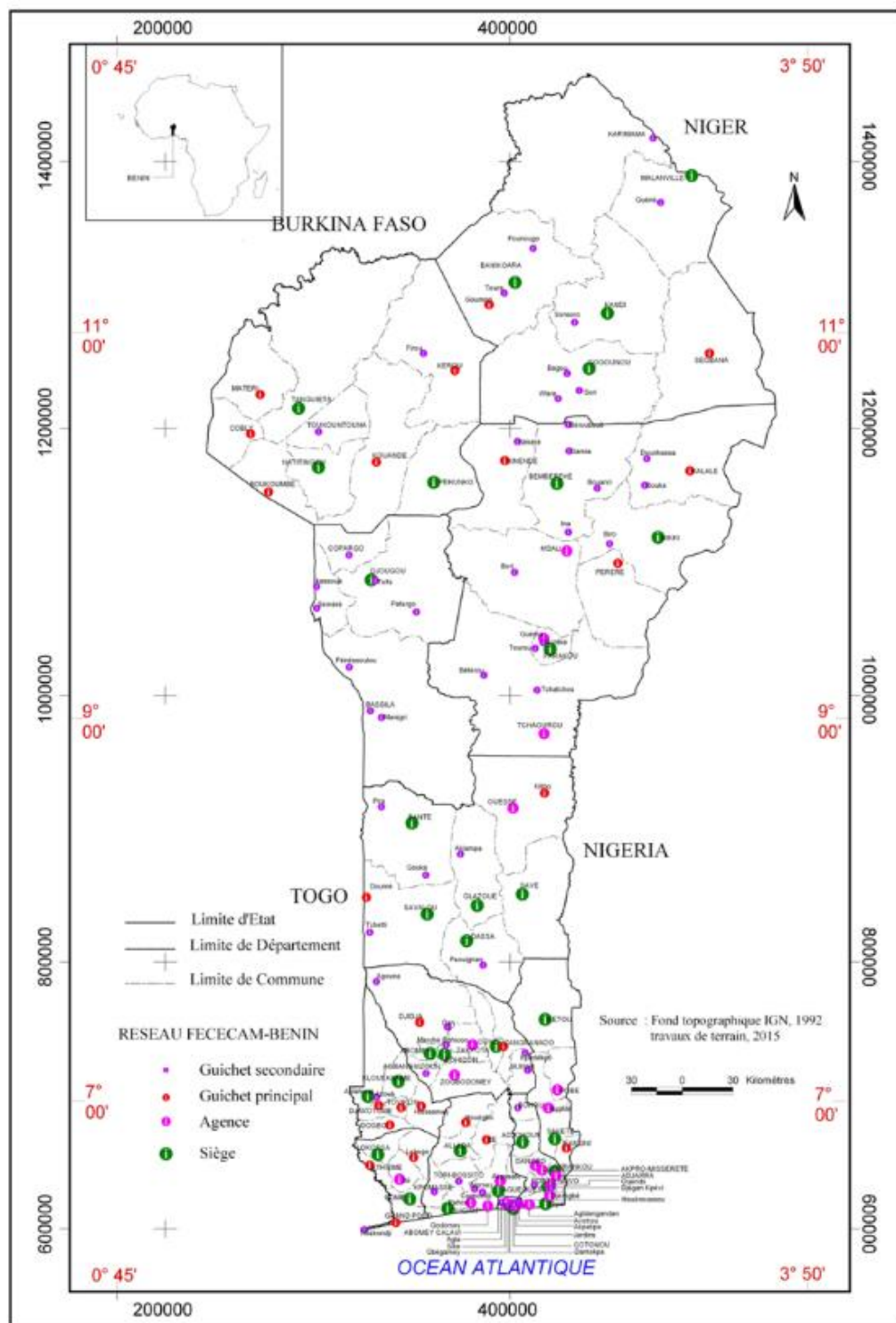


Figure 1: Répartition des points de service de la FECECAM sur le territoire national



Le crédit facilite l'accès aux intrants en zones non cotonnières- ici au Sud-Est sur du maïs fumé selon les techniques de gestion intégrée de la fertilité des sols



Le crédit finance des systèmes à légumineuses et maraichage en zones de très petites exploitations – ici niébé sous orangers dans des zones très densément peuplées du Sud-Ouest

2. Méthodologie

2.1. Théorie du changement

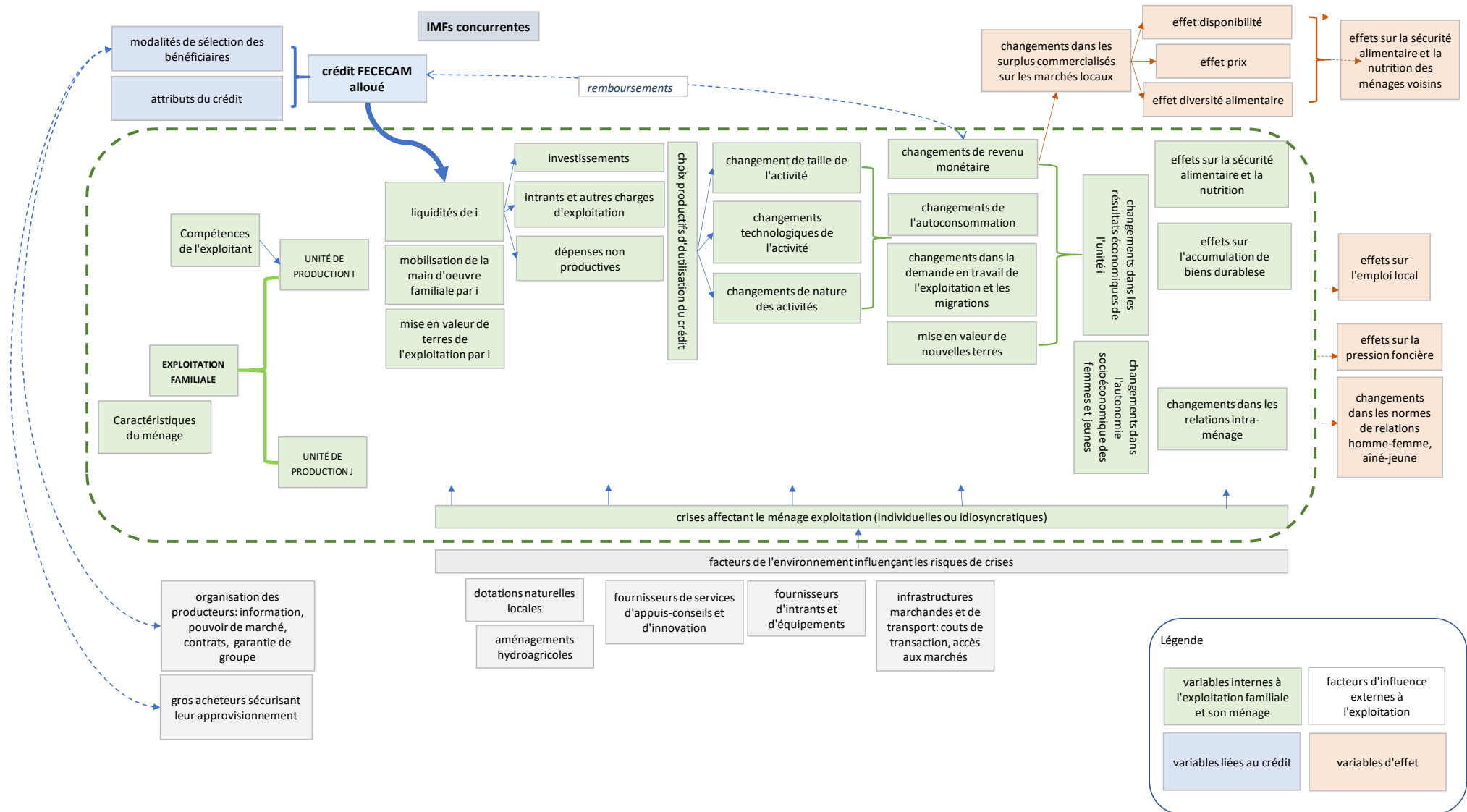
Les théories du changement reconstruisent les relations de causalité et interactions souvent complexes qui conduisent une intervention à avoir un impact ; elles sont parfois aussi dénommées « théorie du programme » (Rogers, 2008). Cette reconstruction se fait sur la base d'hypothèses basées sur des connaissances empiriques et ces hypothèses peuvent ensuite être testées lors d'enquêtes. Elles permettent non seulement d'évaluer si un instrument d'intervention, ici le crédit agricole est efficace mais aussi de comprendre comment ces effets surviennent (White, 2009). De telles théories ont à notre connaissance rarement été utilisées pour analyser les effets et impacts du crédit agricole sur leurs bénéficiaires.

Les choix des dimensions d'impact à étudier ainsi que de leurs facteurs d'influence ont été déterminés sur la base d'une théorie du changement induit par l'octroi de crédits du réseau FECECAM. Cette théorie est brièvement explicitée ici. Le cœur de l'étude est le bénéficiaire⁴ de crédit agricole ou para-agricole, qui gère des activités économiques tout en étant membre d'un ménage-exploitation agricole en tant que chef d'exploitation ou en tant qu'aide familial⁵ conduisant également des activités autonomes (blocs verts dans la figure 2). L'accès au crédit induit des effets directs et indirects, mais aussi de nombreux effets retour et cumulatifs attendus, surtout si la période considérée ne concerne pas seulement un seul cycle de crédit mais plusieurs, et si l'utilisation des bénéfices nets à travers le temps est prise en compte. Le premier effet direct attendu est l'extension de l'activité pour laquelle le crédit est pris : cette croissance peut être « homothétique » (plus de surface, d'intrants et de main d'œuvre ; plus de matières premières à transformer et commercialiser, d'intrants et de main d'œuvre) ou s'accompagner d'un changement dans le niveau de performances grâce à des changements techniques (meilleure maîtrise de l'itinéraire technique ou processus) voire technologiques (changement du type d'équipement, de technique, de marché, etc.). Les revenus de l'activité peuvent aussi affecter les autres activités du bénéficiaire (croissance, substitution) et au total, ces modifications sur plusieurs années affectent l'accumulation de capital, du savoir, des technologies, des liens économiques et sociaux et ainsi, le revenu total de l'unité de production.

⁴ Le bénéficiaire ici est l'emprunteur, qui est aussi adhérent à la caisse de crédit et donc pour elle, un client.

⁵ De nombreuses études de référence sur les exploitations et ménages agricoles ont en effet montré que des épouses, fils, filles, belles-filles, frères cadets, etc. conduisent des activités pour leur propre compte en plus de l'assistance qu'ils se doivent d'apporter au chef d'exploitation-ménage. La FECECAM a du reste pris acte de cette réalité en développant une offre de crédit spécifique pour les femmes.

Figure 2 : Eléments d'une théorie du changement provoqué par le crédit agricole



Source : Auteurs

Au-delà de l'unité de production, les effets des crédits peuvent aussi affecter les autres unités de production au sein de l'exploitation et le ménage, c.a.d. le domaine de consommation des membres de l'exploitation. Pour comprendre ces effets « secondaires » du crédit, il est nécessaire de considérer l'exploitation familiale avec précision. Le chef de ménage et d'exploitation contrôle des ressources foncières et, dans certaines limites, la force de travail de ses dépendants. Ces ressources sont allouées à des activités sous sa responsabilité ou à celles d'autres aides familiales qui gèrent une unité de production autonome, d'ampleur très variable.

Le crédit attribué à un membre de l'exploitation peut donc avoir des effets négatifs sur d'autres membres s'il incite le bénéficiaire à étendre son contrôle sur la terre et la main d'œuvre familiale, privant ainsi les unités de production auxiliaires de leurs ressources. Au contraire, il peut avoir un effet indirect positif si une partie du crédit est redistribuée (en cash ou en nature, par exemple en intrants) et surtout s'il crée de l'emploi interne pour des dépendants jusque-là sans opportunité d'emploi (lesquels sauront ensuite négocier une rétribution).

Les effets économiques peuvent aussi s'accompagner de changements sociaux, notamment en ce qui concerne les rapports entre hommes et femmes. Sur la base de l'hypothèse que le poids social augmente avec le poids économique, l'accès au crédit des femmes devrait améliorer leur statut social dans et en dehors de leur ménage, mais leur plus grande autonomie économique peut avoir des effets positifs comme négatifs sur le chef d'exploitation. Les deux possibilités sont à considérer. De même, il faut considérer les interrelations entre unités de production et unités de consommation au sein de l'exploitation-ménage. Une augmentation des revenus et de la production agricole ne se traduit pas automatiquement par une amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle. Une augmentation de revenu consécutive au crédit peut se traduire par une amélioration de l'approvisionnement des unités de consommation (cuisines), mais aussi parfois par une réduction de celui-ci, si le bénéficiaire puise dans son stock et ses réserves financières pour rembourser son crédit en période de soudure alimentaire. Le crédit peut alors provoquer une réduction de la consommation alimentaire familiale.

Les effets économiques ne seront pas automatiquement parallèles au volume de crédit, ils vont varier selon les aptitudes du bénéficiaire, ses obligations vis-à-vis de son ménage et son pouvoir de négociation à accéder aux ressources de l'exploitation, terres et main d'œuvre familiale en particulier. Des influences externes (par exemple à travers une sensibilisation ou

un accompagnement éducatif des crédits) peuvent aussi affecter ces négociations intra familiales.

Les effets vont aussi varier en fonction de l'offre en crédit, qui varie sensiblement d'une caisse CLCAM à une autre (blocs bleus dans Figure 2). Parfois le crédit est très rationné. Or un effet « montant du crédit » n'est pas à exclure : les très petits crédits n'ont peut-être pas d'effet « marchepied » dans l'ascension économique s'il y a une taille minimale en dessous de laquelle les effets sont si réduits qu'ils ne sont ni perceptibles, ni durables. Au contraire, le crédit agricole obéit peut-être à la loi des rendements décroissants. Tous ces aspects sont jusqu'ici mal connus. Les agents de caisse qui observent que des clients font appel à plusieurs IMF reconnaissent qu'il s'agit parfois d'un phénomène de néfaste « cavalerie », un crédit étant utilisé pour en rembourser un autre, mais aussi parfois d'un comportement rationnel pour atteindre un financement plus proche d'un optimum économique chez le bénéficiaire quand le crédit CLCAM ne suffit pas.

Les effets du crédit dépendent de l'offre en services d'appui et en intrants essentiels à l'agriculture et du contexte agroécologique et socioéconomique prévalant dans le milieu, de l'enclavement ou au contraire de l'accès à des marchés stables et lucratifs pour les produits des activités financées (blocs gris dans la figure 2), etc.

Les effets au niveau du bénéficiaire et de son ménage ont eux-mêmes des effets dans le milieu (blocs roses à droite dans la figure 2). Une production supérieure de vivres peut affecter la disponibilité et l'accessibilité alimentaire pour les ménages non bénéficiaires. Les bénéficiaires peuvent aussi accaparer des terres au détriment de l'accès des autres exploitations, notamment des jeunes qui veulent s'établir. Ces effets de milieu sont difficiles à mesurer car ils sont lents et ils interagissent avec une multitude des facteurs externes. Les mesurer suppose un échantillon élargi au-delà des bénéficiaires. Dans cette étude, nous mettons l'accent sur les effets indirects du crédit sur l'emploi dans le milieu. Il est analysé si, en étendant leurs activités, les bénéficiaires créent des emplois au sein de leur exploitation et en dehors de celle-ci, ou si, au contraire, ils investissent dans des activités moins demandeuses de travail ou des équipements économisant du travail, ayant donc des effets négatifs sur l'emploi.

Ces effets et chaînes d'effets ne sont pas faciles à mesurer sans données de panel, où le changement est mesuré simultanément chez des personnes et leur exploitation/ménage ayant reçu un ou plusieurs crédits et dans des groupes témoins. Il n'est pas toujours aisé d'attribuer une différence de niveau d'un indicateur au crédit ni même de faire la différence entre une cause d'obtention et un effet du crédit. Si un bénéficiaire, après avoir reçu 5 crédits entre 2012

et 2017 déclare avoir aujourd'hui une motopompe, laquelle améliore ses performances, comment savoir s'il a acheté cette motopompe grâce au crédit ou l'aurait de toute façon achetée, crédit ou pas. N'est-ce pas peut-être la possession de cette motopompe qui a justifié l'octroi du crédit à ce producteur, tandis que ceux n'en détenant pas n'ont pas bénéficié de ce même crédit. Toute une région et un type de paysans, bénéficiaires comme non-bénéficiaires de crédit, peuvent avoir profité (souffert) d'une augmentation (baisse) des prix de produits agricoles, et la mesure du changement des revenus des bénéficiaires ne peut être attribuée uniquement au crédit puisque ces revenus sont affectés également par les changements des prix. Cette question de l'attribution des effets à une cause (ici le crédit) a amené l'équipe à choisir une conception particulière du dispositif d'enquête adapté du dispositif connu sous la dénomination de « pipeline » et à retenir divers instruments d'analyse (Khandker et al., 2010 ; Agbola et al., 2017).

2.2. Approche méthodologique de l'étude

Le cœur de l'étude est une enquête auprès des emprunteurs agricoles de la FECECAM. Pour estimer l'impact du crédit, des anciens bénéficiaires (premier crédit FECECAM il y a 3 ans et plus, c'est-à-dire en 2015 ou avant) et des nouveaux emprunteurs agricoles (premier crédit FECECAM pendant les deux dernières années 2016 ou 2017) ont été enquêtés sur leurs ressources, les crédits des 6 dernières années, leurs performances économiques et leurs perceptions des effets du crédit. Il est attendu que les effets du crédit se construisent au fil du temps et que les nouveaux bénéficiaires n'en verront que quelques effets immédiats et modérés. Ainsi en année 1 d'obtention du crédit, l'activité financée va très probablement voir ses performances améliorées (augmentation de taille ou d'intensité) mais les autres activités et les investissements dans d'autres secteurs de l'exploitation ou du ménage ne seront pas affectés. Par contre, au fil du temps de tels effets vont apparaître chez les anciens bénéficiaires de crédit. Dès l'obtention du crédit, un effet du crédit sur le revenu agricole via l'activité financée est probable (Hypothèse 1). Tous les bénéficiaires utilisent le crédit pour des intrants, de la main d'œuvre ou des équipements à effets observables dans la même campagne. Néanmoins, une différence entre anciens et nouveaux bénéficiaires est attendue et elle peut être due aux effets d'expansion des superficies, à l'accumulation de capitaux (investis dans la traction animale, d'autres équipements) et à l'amélioration des performances technologiques que les anciens bénéficiaires atteignent de façon incrémentale. C'est donc l'hypothèse qui est testée ici. Les autres impacts sur l'accumulation de biens durables, la sécurité alimentaire, l'autonomisation des femmes seront plus lents à obtenir et

attribuables en grande partie à l'amélioration cumulée des revenus, du capital et des expériences liés à l'utilisation des crédits. Ils seront donc observés chez les anciens bénéficiaires mais pas ou peu chez les nouveaux.

Avec l'hypothèse que les critères de sélection des bénéficiaires de crédit sont restés à peu près les mêmes sur les dernières années, anciens et nouveaux bénéficiaires appartiennent à un même type de producteurs (à une même population au sens statistique du terme), tant en ce qui concerne leurs caractéristiques mesurables (comme l'âge, le sexe, le revenu de départ, les garanties physiques) que leurs caractéristiques non mesurables (surtout la moralité de remboursement, usuellement appréciée par les institutions à travers divers mécanismes, voir Chapitre 3.5). Comme cette hypothèse peut être questionnée (voir ci-dessous), nous avons aussi appliqué une méthode d'appariement, avec laquelle des anciens et des nouveaux bénéficiaires à caractéristiques analogues mesurables sont comparés deux à deux, ce qui permet d'attribuer avec plus de plausibilité l'impact observé aux crédits.

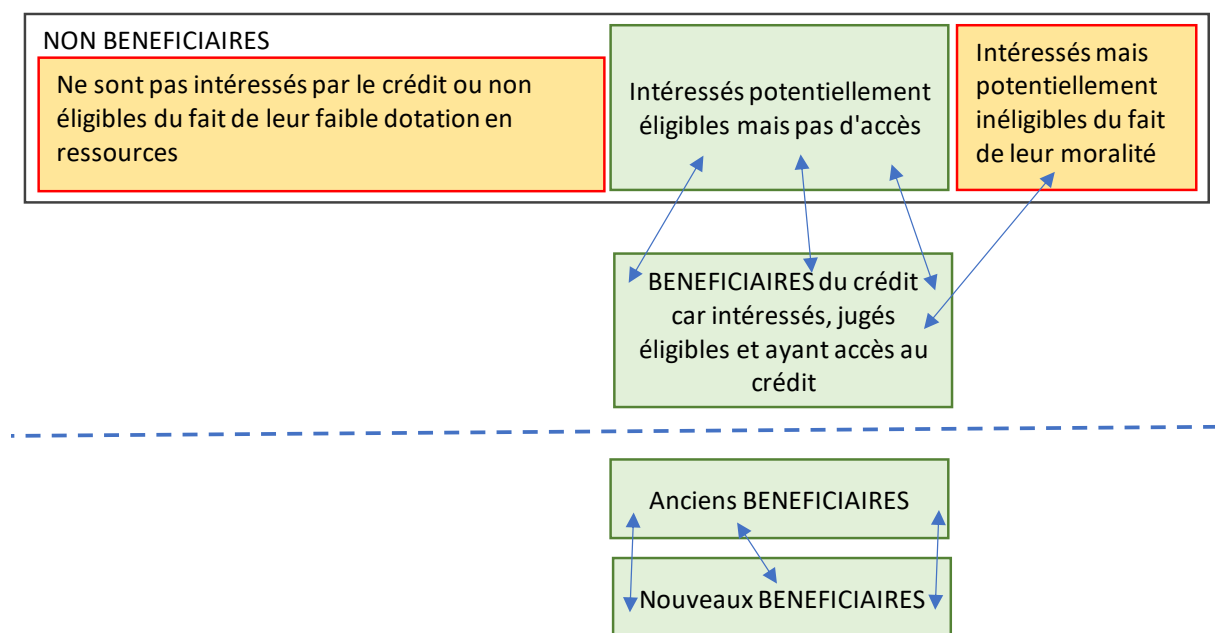


Figure 3 : Conceptions comparées de l'échantillonnage d'une étude d'impact entre bénéficiaires et non bénéficiaires (en bas) et entre anciens et nouveaux bénéficiaires du traitement en haut

Notons que si nous avons dû estimer l'effet du crédit en comparant les non bénéficiaires et les bénéficiaires, nous aurions fait face à deux problèmes présentés dans la figure 3. Premièrement, de nombreux non bénéficiaires ne sont probablement pas susceptibles

de prendre du crédit FECECAM, faute de ressources productives adéquates. L'hétérogénéité des non-bénéficiaires est très importante et avant de détecter une différence significative de résultats en appariant des bénéficiaires et non-bénéficiaires à caractéristiques mesurables comparables, les effectifs à enquêter doivent être très grands. L'échantillon aurait dû être considérablement plus grand que financièrement possible dans ce projet. Deuxièmement, d'autres non-bénéficiaires ont peut-être les ressources requises pour bénéficier de crédit, mais ne sont pas éligibles par la FECECAM pour des raisons difficiles à mesurer, comme la moralité de remboursement. Celle-ci est actuellement appréciée qualitativement pendant la procédure d'octroi (voir chapitre 3), par exemple grâce à la connaissance personnelle des candidats par les membres des comités de crédit. Cependant, ces individus non éligibles auraient été considérés comme des témoins des bénéficiaires car ces critères échappent aux procédures d'appariement qui se basent sur des variables observables et mesurées au moment de l'enquête. Là, même un grand échantillon des non-bénéficiaires n'allait pas résoudre ce problème d'identification du groupe de comparaison adéquat.

C'est pourquoi, la population étudiée est celle des bénéficiaires de crédit. Néanmoins il y a un certain risque que les anciens bénéficiaires soient structurellement différents des nouveaux : ne sont-ils pas mieux dotés en ressources, mieux localisés, etc. Si tel est le cas, comment attribuer les différences observées de moyennes ou fréquences entre les deux groupes au crédit plutôt qu'à ces différences structurelles ?

Pour tenter résoudre ce dilemme, une méthode est d'apparier des bénéficiaires semblables en ce qui concernent ces facteurs structurels qui ne sont pas influencés rapidement par le crédit mais au contraire déterminent l'accès au crédit. Comme ces facteurs structurels sont multiples, ils sont « résumés » dans un score dit de « propension » (ici propension à être un ancien bénéficiaire). Ce score a été calculé en se basant sur une fonction logistique de la propension à être un ancien bénéficiaire (Austin, 2011 ; Garrido et al., 2014 ; Thoemmes and Kim, 2011). Les chercheurs se sont basés sur les critères de sélection de la FECECAM et la littérature pour les identifier. Ces facteurs explicatifs présumés sont l'âge, le statut dans l'exploitation-ménage, le niveau de scolarisation, les expériences de migration, la proximité de la caisse de crédit, les contacts avec les organisations d'encadrement, la superficie agricole disponible (qui ne change que très lentement) et la localisation dans un pôle agricole de développement. Tous ces facteurs n'influencent pas ou peu directement les impacts à étudier mais influencent la probabilité d'être en contact avec une CLCAM et d'être éligible à ses crédits. Anciens et nouveaux bénéficiaires ayant des scores proches ont alors été appariés selon la méthode des « voisins les plus proches » et les résultats d'impact analysés, non plus

en comparant les ensembles « en vrac » d'anciens et de nouveaux bénéficiaires mais les paires similaires. Notons que le nombre de nouveaux bénéficiaires étant inférieur au nombre d'anciens, l'utilisation deux fois d'un même nouveau bénéficiaire comme témoin dans une paire a été autorisée.

Les impacts des deux groupes appariés d'anciens et nouveaux sont estimés à l'aide de deux valeurs, le « traitement » étant l'obtention d'un premier crédit en 2015 ou avant :

- L'effet moyen du traitement (ATE) mesure l'effet qu'aurait eu un accès de toute la population des bénéficiaires de crédit à ce crédit en 2015 ou avant. En d'autres termes, que ce serait-il passé si tous les bénéficiaires avaient eu accès au crédit plus tôt.
- L'effet moyen du traitement sur les traités (ATET ou ATT) estime l'effet qu'a eu le traitement sur ceux qui l'ont reçu. En d'autres termes, quels progrès le groupe des anciens bénéficiaires a-t-il réalisés grâce au fait d'avoir eu du crédit tôt (en 2015 ou avant).

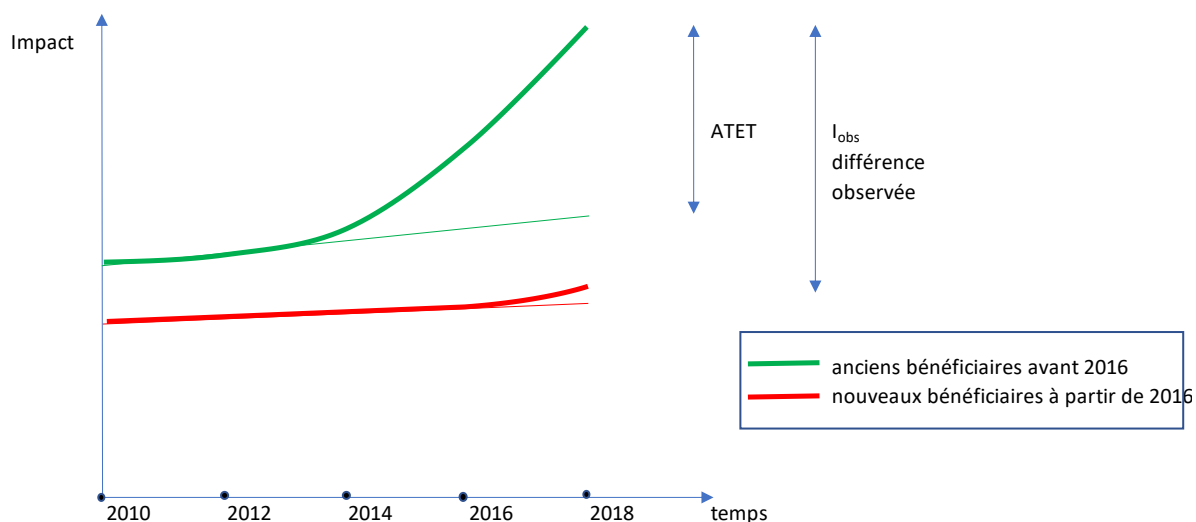


Figure 4: Intérêt de l'appariement pour mesurer des impacts

L'intérêt d'une telle approche est décrit graphiquement dans la figure 4. Le groupe des nouveaux bénéficiaires de crédit (en rouge) diffère de celui des anciens bénéficiaires (ou bénéficiaires précoces) de crédit avant 2015 (en vert), et leurs évolutions sont aussi différentes dans le temps. Mais au moment de l'enquête, seule la différence I_{obs} est mesurée directement. Or (1) les anciens et nouveaux bénéficiaires ne sont probablement pas partis de la même situation, ou ils poursuivent des trajectoires décalées dans le temps ; (2) si les anciens bénéficiaires n'avaient pas bénéficié de crédit, ils auraient quand même connu une

progression, qui peut être similaire mais aussi différente de celle des nouveaux. L'effet moyen du traitement sur les traités (ATET) est très probablement inférieur à l'effet moyen observé. Si les nouveaux bénéficiaires avaient bénéficié de crédit plus tôt, ils auraient progressé mais n'auraient pas pour autant rattrapé les anciens bénéficiaires au moment de l'enquête. L'effet moyen sur l'ensemble de la population (ATE) est donc inférieur à la différence observée entre les deux groupes.

Les effets analysés sont multidimensionnels: revenu total, revenu agricole, performances agricoles, accumulation de biens domestiques et productifs, emplois familiaux et rémunérés, sécurité alimentaire et qualité de l'alimentation ainsi qu'autonomie des femmes. L'enquête combine de plus des indicateurs objectifs et des opinions et perceptions des bénéficiaires. Le croisement des variables objectives et des perceptions subjectives est précieux. Souvent les perceptions des bénéficiaires sont plus tranchées et permettent de s'assurer de la validité des différences observées dans les variables. Ces perceptions fournissent aussi des éléments explicatifs essentiels sur le pourquoi et le comment des différences entre valeurs d'une variable se produisent et s'interprètent.

Divers facteurs d'influence sont enquêtés : volumes et nombre d'années successives de crédit, dotation en facteurs terres et main d'œuvre, contextes régionaux et leurs opportunités, enclavement et distances au marché, statut dans l'exploitation-ménage agricole et genre, accompagnement technique et organisation professionnelle, etc., conformément à la théorie du changement brièvement exposée ci-dessus. Par ailleurs, des informations ont été collectées par enquête exploratoire puis par entretien systématique et traitement des statistiques au niveau des points de service de la FECECAM retenus pour l'enquête.

2.3. Couverture géographique de l'enquête

Bon nombre de facteurs qui expliquent la demande, l'octroi et la réussite des crédits agricoles sont liés à l'environnement écologique et économique de l'agriculture locale. Une manière de prendre ces facteurs systématiquement en compte est la stratification de l'échantillon par Pôles de Développement Agricoles (PDA), car les PDAs ont été définis pour être des zones plus ou moins homogènes quant aux caractéristiques écologiques, économiques et agricoles. Ne disposant pas de ressources pour couvrir les 7 Pôles de Développement Agricoles (PDA) du pays, 3 PDA contrastés ont été retenus (Figure 5) : le pôle du Nord-Est (zone cotonnière) ou PDA 2 ; le pôle central (zone à tubercules et anacarde) ou PDA 4 et le pôle sud (zone à cultures spéciales comme les produits maraichers, l'ananas, le palmier à huile) ou PDA 7.



Le crédit est accordé aux producteurs d'ananas du Sud qui sont en contrat avec des acheteurs

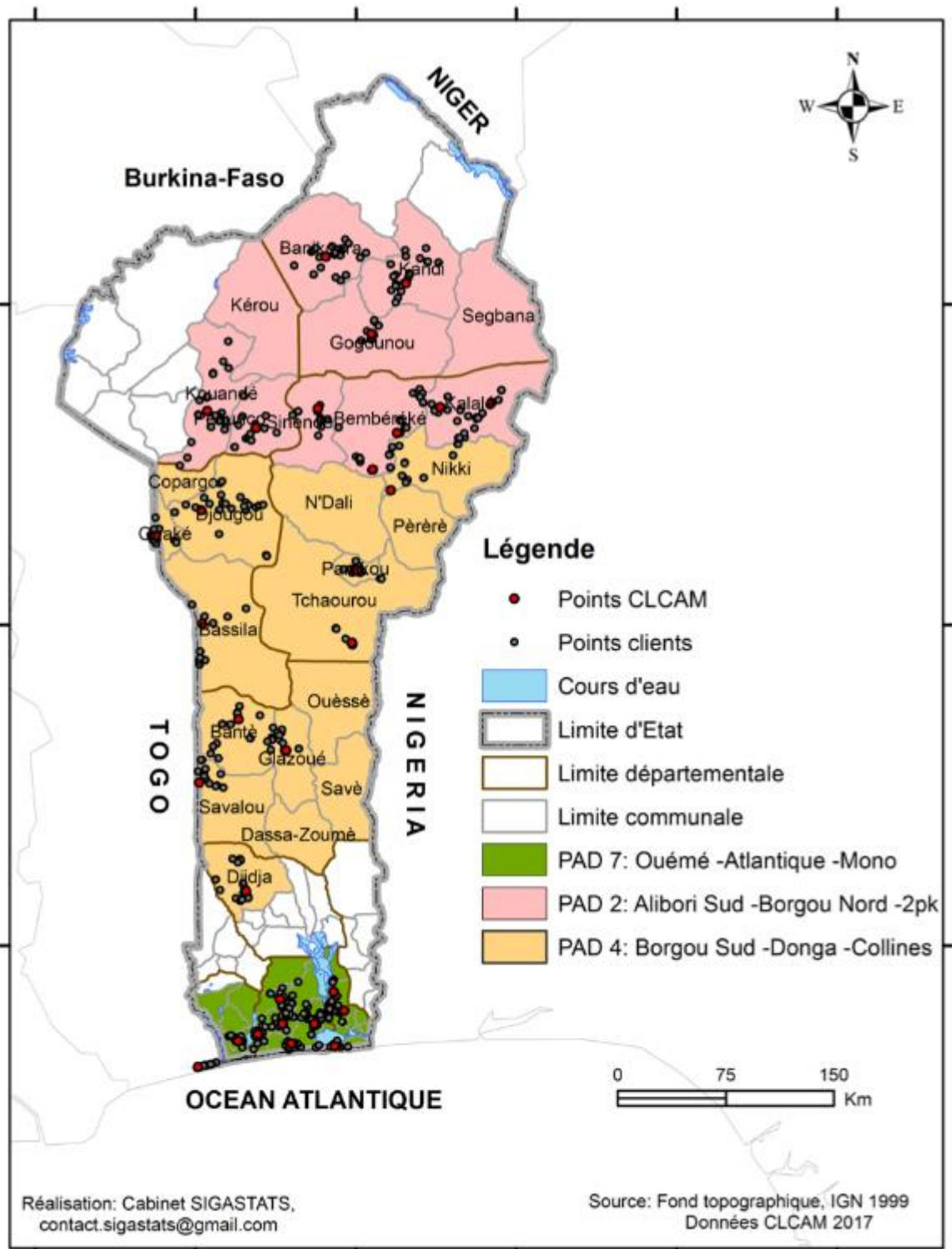


Figure 5 : Répartition des enquêtés (en noir) et des points de service (en rouge) choisis au sein des pôles de développement agricole

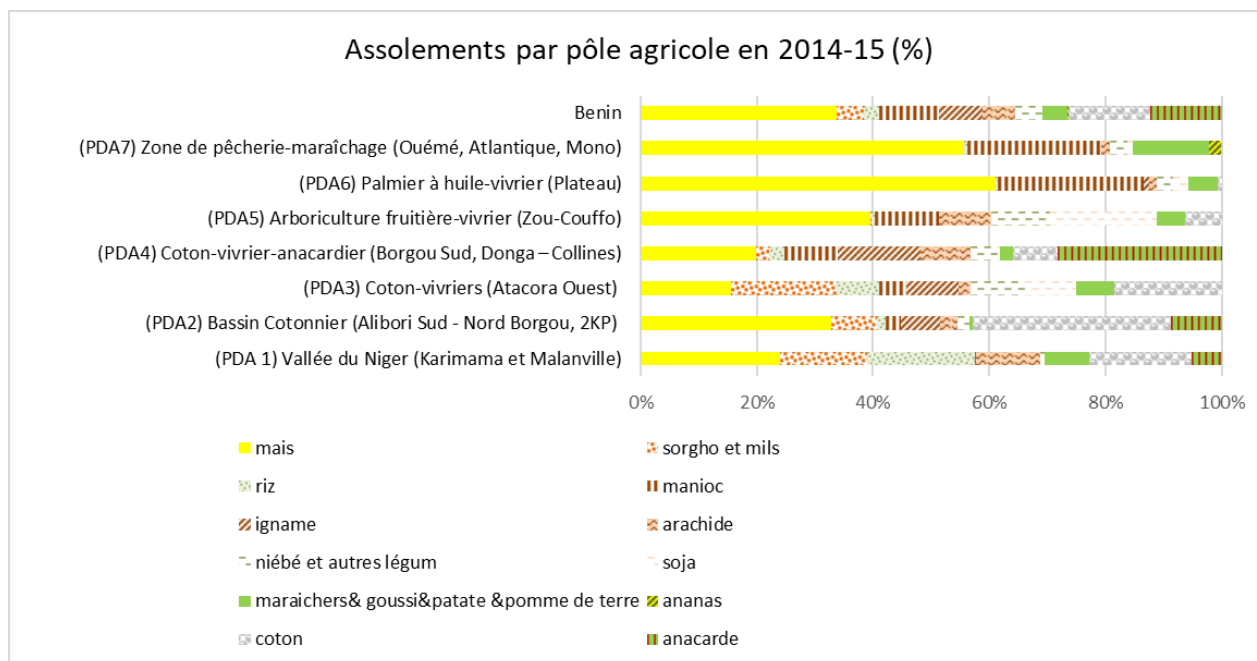


Figure 6 : Principales cultures des PDA du Bénin (% superficies emblavées)

Source : Statistiques agricoles du MAEP

L'analyse des superficies emblavées par culture selon les pôles révèle l'importance du maïs et du coton dans le pôle 2, de l'anacarde et des tubercules dans le pôle 4 et du maïs, du manioc et des cultures spéciales (maraîchage, ananas, etc.) dans le pôle 7 (Figure 6). Les disponibilités foncières par actif agricole diminuent fortement du Nord au Sud et l'importance des activités para- et extra-agricoles augmente.

L'enquête conduite auprès de 30 points de service de la FECECAM a ainsi couvert 48 de 77 communes du Bénin (liste en annexe). Les bénéficiaires résident à des distances pouvant atteindre 25km de leur point de service.

2.4. Echantillonnage et taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon a été calculée de façon à pouvoir repérer une différence de revenu agricole malgré sa forte variabilité. Les résultats d'une enquête antérieure d'exploitations agricoles ont été utilisés pour cette évaluation (Floquet, 2010). La puissance attendue est de 0,8 (ce qui signifie un risque de 20% de ne pas pouvoir montrer qu'une différence de revenus est significative alors qu'elle l'est). La taille de l'échantillon a été ajustée en tenant compte de la stratification en 3 PDAs. Il est attendu que la variabilité des bénéficiaires est moindre au sein d'un PDA qu'entre les PDAs. La stratification améliore alors la puissance de l'enquête. Il est ensuite procédé à un tirage de 10 points de services dans

l'ensemble des points de services d'un pôle, puis au tirage de bénéficiaires dans chacun de ces points de service. Ces bénéficiaires d'un même point de services appartiennent à une grappe. Le fait d'enquêter des bénéficiaires regroupés en grappes réduit la puissance de l'enquête, car ces enquêtés se ressemblent du fait de leur proximité et de leur appartenance à un même environnement agroécologique et socioéconomique (« *design effect* »). Il faut alors augmenter la taille de l'échantillon pour bien appréhender la diversité de la population et avoir une chance de détecter statistiquement des différences sur les variables d'intérêt. Sur la base du calculateur de « Power Up ! » (Dong and Maynard, 2013), une taille d'échantillon de 720 bénéficiaires de crédit a été estimée, à raison de 240 par pôle, 10 points de service (grappes) par pôle et 24 enquêtés par point de service. Cet échantillon a été élargi à 780 (26 par points de service) pour tenir compte de non-réponses, d'éventuelles erreurs ou incomplétudes des informations collectées. Finalement, 750 séries complètes ont été obtenues.

L'échantillon a été tiré à partir de la base de données des bénéficiaires de crédit de la FECECAM portant sur la période de 2012 à 2017, dont avaient été extraits les bénéficiaires de crédit agricole et de crédit d'activités de transformation et de commerce liées à l'agriculture. Notons que ces derniers ont été extraits de façon très incomplète car la codification est parfois ambiguë. Le tirage des bénéficiaires a été conduit à partir de cet extrait de la base de données de la FECECAM en utilisant le logiciel STATA pour un tirage randomisé. Sur la base de cette liste de 77 719 bénéficiaires, 10 points de service par pôle ont été sélectionnés avec une probabilité proportionnelle à leur taille (soit 30 des 93 pôles) puis un nombre identique de 26 enquêtés par point de service ont été tirés sur la base d'une sélection au hasard. Ainsi dans chaque strate, la probabilité de sondage devait être invariante d'un enquêté à l'autre (*epsem sampling*). Une liste de remplacement a aussi été tirée pour éviter les biais lors des remplacements d'un enquêté absent par un autre. Dans la base de données, les membres de groupement bénéficiant de crédit par ce biais ne figurent pas nominalelement, seul le nom du groupe figure, sans indication du nombre de membres bénéficiant du crédit. Nous avons arbitrairement affecté un effectif de 10 membres à chaque groupement lors du tirage de l'échantillon. Quand le tirage tombait sur un groupement, un membre de celui-ci était à tirer au hasard sur la liste des membres et à enquêter.

Dans les faits, l'enquête a révélé que certains bénéficiaires de la liste initiale n'avaient jamais pris de crédit agricole ou para-agricole, en particulier dans les caisses du pôle 7 (au sud). Dans le cas le plus extrême, même en prenant tous les bénéficiaires de crédit d'un point de service, il n'a pas été possible de trouver 26 bénéficiaires de crédit agricole à enquêter. Ceci a conduit à réviser ex-post l'effectif de bénéficiaires réels de crédit agricole de chaque

point de service. Pour ces raisons, le nombre enquêté diffère de celui attendu. Cela a obligé à calculer le poids de chaque bénéficiaire dans l'échantillon, c'est à dire le nombre de personnes de la population représentées par chaque enquêté (annexe I). Les informations ont ensuite été traitées en tenant compte du poids des enquêtés. Dans la suite du rapport, certains tableaux présentent les informations de l'échantillon enquêté, d'autres de la population (après pondération). Les informations susceptibles d'être extrapolées pour des conclusions générales sont recalculées pour la population. Les différences entre bénéficiaires et non bénéficiaires après appariement sont toujours calculées sur la population.

Les difficultés d'identification des bénéficiaires initialement listés ont aussi affecté le rapport entre anciens et nouveaux bénéficiaires. Il était prévu de tirer autant d'anciens que de nouveaux bénéficiaires dans notre échantillon (13 de chaque type par point de service). Mais parfois, il n'a pas été possible de retrouver le dossier d'un bénéficiaire ni de le localiser. Finalement, après traitement des enquêtes, l'échantillon comporte 29% de bénéficiaires qui sont entrés en 2016 ou 2017 ; les autres sont d'anciens bénéficiaires. Comme un même nouveau bénéficiaire peut être apparié à un ou deux anciens bénéficiaires ayant des ressources et profils similaires, cela n'affecte pas les résultats finaux sur l'analyse des effets attribuables au crédit. Cependant, certaines analyses après désagrégation n'ont pas pu être conduites dans le pôle 7, faut d'effectif suffisant.

Les nouveaux entrants sont moins fréquents dans le PDA 7 (au sud) (24%) et plus fréquents au centre (43%). Parmi les anciens bénéficiaires, 30% des bénéficiaires sont entrés à la CLCAM avant 2012 avec quelques cas ayant adhéré avant 1990.

2.5. Déroulement de l'enquête

L'équipe de conception de l'étude est composée de chercheurs seniors allemand et franco-béninois, d'une doctorante en agroéconomie béninoise et d'une assistante de recherche titulaire d'un DEA en sociologie. La théorie du changement a été élaborée par itération à partir des connaissances et des revues bibliographiques des uns et des autres et ensuite durant et après la phase exploratoire conduite en Août 2017. Durant cette phase, l'équipe s'est scindée en deux et, accompagnée de cadres de la FECECAM, a conduit des entretiens approfondis avec les agents de 11 caisses de crédit. C'est sur cette base que le questionnaire a pu être conçu.

Le questionnaire a été développé pour une utilisation sur smartphone ou tablette en utilisant l'application ODK Collect.

Au total, 28 enquêteurs ont participé à la collecte des données. Ces enquêteurs étaient répartis en cinq équipes de cinq ou six personnes en tenant compte de leurs formations de base (Bac+4 au moins, agronomes, économistes, sociologues ou géographes), de leurs expériences d'enquête et des langues maîtrisées. Ils ont été formés en salle et ont testé des parties du questionnaire sur le terrain. Chaque équipe s'est vu assigner six points de service et une liste de bénéficiaires pré-identifiés par sélection randomisée. Les chefs d'équipe ont, avec l'aide des personnels des points de service, vérifié la localisation de résidence de chaque enquêté et ses coordonnées pour répartir les bénéficiaires entre les enquêteurs tout en tenant compte de leur dispersion géographique. Ils ont aussi compilé certaines données des dossiers des bénéficiaires établis par les agents de crédit des CLCAM. Enfin, ils ont collecté quelques données générales sur le point de service lui-même.

L'enquête initialement prévue sur 2 semaines s'est étendue sur 3 semaines durant le mois d'Octobre 2017. Les données d'enquête du jour de chaque enquêteur étaient envoyées électroniquement vers le serveur après vérification par son chef d'équipe et vérifiées au fur et à mesure à l'arrivée par les chercheurs.

Le traitement de données a été effectué par l'équipe de conception avec les logiciels Excel et STATA.

Un comité de pilotage a été mis en place pour assurer la prise en compte des questions pertinentes pour les acteurs de la finance agricole et une bonne dissémination des résultats de l'enquête. Il regroupait la FECECAM, le consortium ALAFIA représentant la plupart des organisations de microfinance au Bénin, les acteurs d'appui à la FECECAM comme DID Desjardins, ainsi que la GIZ et la KfW. Ce comité s'est réuni en phase de conception de l'enquête au mois d'août 2017 et à l'atelier de restitution de l'étude.

Les données de l'enquête seront mises à leur disposition après finalisation des travaux, valorisation scientifique et complète anonymisation des informations

2.6. Analyse des résultats

Les données, une fois intégrées dans une base de données, ont été vérifiées avec soin en croisant certaines variables liées puis elles ont été traitées par les méthodes statistiques descriptives avant pondération, après pondération et après pondération et appariement par score de propension.

Les méthodes descriptives permettent d'identifier des facteurs qui varient significativement dans l'échantillon, parfois de façon covariante. Ainsi toutes les variables ont été croisées en fonction des facteurs suivants :

- le « traitement » (premier crédit en 2015 ou antérieur à 2015, ou crédit précoce ; le témoin étant l'accès au crédit seulement à partir de 2016 et/ou 2017, ou crédit tardif) ;
- la localisation dans un pôle agricole de développement pour laquelle on faisait une hypothèse d'influence forte ;
- le genre ;
- et parfois la combinaison de ces facteurs ;

Les variables d'impact clef calculées sont les suivantes :

- le revenu total de toutes les activités productives du bénéficiaire et
- le revenu agricole du bénéficiaire,
- les biens durables détenus productifs et domestiques,
- l'emploi de main d'œuvre familiale et rémunérée,
- la sécurité alimentaire et la qualité de l'alimentation,
- l'autonomisation des femmes bénéficiaires.

Les hypothèses sont un peu différentes selon ces variables.



Les grands producteurs du Centre du pays embauchent des saisonniers avec le crédit pour installer des champs d'igname suivie d'autres spéculations

3. Contexte de l'étude

3.1. Historique de la FECECAM

Les premières Caisses Locales de Crédit Agricole Mutuel ont été créées en 1977. Après liquidation en 1987 de la CNCA (Caisse Nationale de Crédit Agricole) qui était une banque d'Etat et après plusieurs crises internes, le réseau des CLCAM et CRCAM s'est restructuré progressivement. Les crises antérieures ont laissé un passif assez lourd. La gestion des crédits avait conduit à des pertes importantes⁶. A partir de 2008, un plan de redressement a abouti au regroupement de caisses (de 101 à 64) puis la reconfiguration du réseau en 2011 a conduit à réduire le nombre de caisses à 33 et à la fermeture de certains guichets ainsi qu'à la suppression du niveau régional.

3.2. Structuration actuelle de la FECECAM

Depuis lors, de nouveaux points de service ont été créés au fur et à mesure de la reprise des activités. Il s'en compte actuellement 136 (Figure 1). Selon ses performances, un point de services peut être guichet secondaire, principal, agence ou siège dans cet ordre ascendant d'importance⁷. Les guichets principaux et secondaires dépendent des agences ou CLCAM qui jouissent d'une certaine autonomie (le portefeuille de produits financiers et les conditions d'octroi sont standardisés à l'échelle centrale mais le poids relatif de ces produits varie d'une caisse à une autre) et ils disposent d'organes de fonctionnement. Pour le fonctionnement coopératif des agences ou CLCAM, les sociétaires de la caisse (ses clients) élisent les membres de 3 organes :

- un conseil d'Administration (09 membres) ;
- un comité de Crédit (05 membres) ;
- un comité de surveillance (05 membres).

⁶ Ainsi par exemple le détournement de fonds par les techniciens et les élus CLCAM à Djougou a eu comme effet de maintenir l'agence en déficit pendant 16 années consécutives, jusqu'à près d'un (01) milliard de fonds propre négatif. La conséquence est alors que tout résultat annuel positif d'exercice est reversé pour combler ce déficit. Il a été estimé que ce déficit ne serait pas épongé avant 20 ans !

⁷ Les critères de classification des entités de la FECECAM sont les suivants :

- Pour être une CLCAM, l'entité doit avoir des dépôts supérieurs à 1,5 milliards avec des crédits supérieurs à 700 millions.
- Pour être une agence, il faut avoir des dépôts supérieurs à 300 millions et des crédits supérieurs à 220 millions.
- Un guichet principal doit avoir des dépôts supérieurs à 150 millions et des crédits d'au moins 100 millions.
- Un guichet secondaire a des dépôts et crédits inférieurs à ceux d'un guichet principal.

Par ailleurs les équipes techniques sont composées d'un directeur, d'agents de crédit, d'un caissier et parfois d'animatrices des groupements féminins et de promoteurs de l'épargne planifiée.

Actuellement, en appliquant et en complétant des règles formelles de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) et de la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest), de nombreux garde-fous sont mis en place pour empêcher toute malversation ou détournement sur le crédit et réduire les risques de non remboursement. Les contrôles de la FECECAM sur les caisses portent essentiellement sur des indicateurs financiers.

Le crédit agricole après avoir perdu beaucoup de son importance dans le portefeuille de la FECECAM reprend une certaine place (de l'ordre de 20% du crédit de 2016). Il a eu tendance à suivre les fluctuations du coton (chute de 2010 à 2013) mais en parallèle, des efforts sont faits pour financer de nouvelles spéculations.

3.3. Types de crédit et conditions d'accès

L'accès au service d'épargne (ou de dépôt), regroupant les services d'Epargne sur livret, Epargne tontine et Epargne-dépôt à terme est possible individuellement, collectivement (en groupement) ou en tant que personne morale. Le service de crédit quant à lui est accessible individuellement ou collectivement (groupement ou coopérative) à tout sociétaire à partir d'un trimestre de cotisation-épargne. C'est l'ouverture d'un compte qui permet à l'adhérent d'obtenir le statut de « membre sociétaire de la CLCAM ».

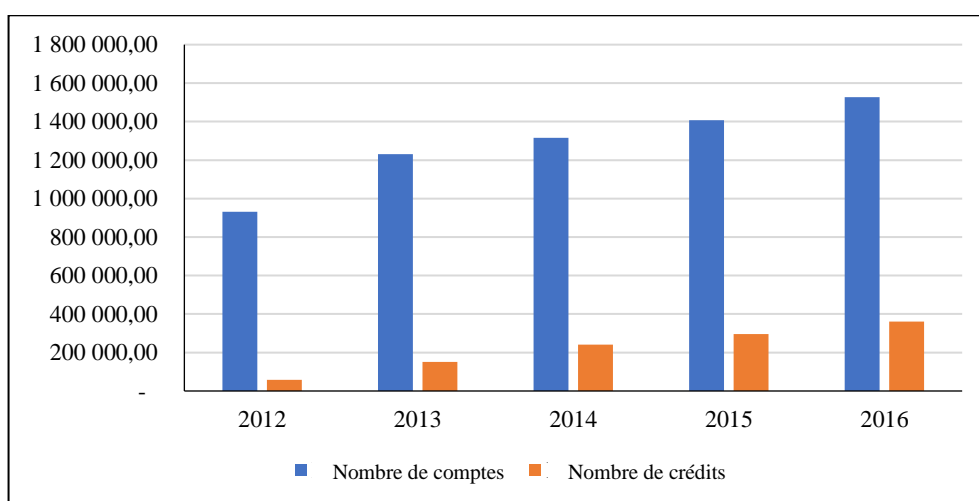


Figure 7 : Nombres de comptes ouverts et de crédits octroyés de 2012 à 2016

Source : données FECECAM

De 2012 à 2016, une croissance continue des nombres de comptes d'épargne et des crédits (toutes catégories confondues) est observée (Figure 7).

L'offre de la FECECAM est assez variée et comprend des produits d'épargne, la domiciliation des salaires et pensions, un service de transfert de caisse à caisse, un produit prévoyance crédit et divers produits de crédit (Tableau 1).

Tableau 1 : Produits offerts par la FECECAM et leurs modalités

Produits	Modalités
Produits d'épargne	
Compte sur livret	0% à 2% par an sur solde trimestriel de 100.000F
Compte courant	Pas d'intérêt
Dépôts à terme patriotes	50.000F
Epargne planifiée	0%, retrait à la fin du mois autorisé pour les cotisations en cours
Produits de crédit	
TPCF/ TPCF	1,583% le mois dégressif
	1,583% le mois maximum/12 mois
Crédit Epargne avec Education CEE-Crédit Agricole aux Femmes Rurales (FAFER) et Crédit aux Femmes Commerçantes (CFC)	1,583% le mois
Crédit à l'Agriculture, à l'Elevage et à la Pêche (CAEP)	1,583% le mois dégressif
	1,583% le mois maximum/12 mois
Crédit de Préfinancement de Marché (CPM)	19% l'an dégressif annuellement
Crédit aux Micro-Entrepreneurs (CME) ;	19% l'an dégressif annuellement
Crédit aux salariés	12% l'an dégressif annuellement
Le warrantage	1,583% le mois
Produit de prévoyance	
Prévoyance Crédit (RPC)	Remboursement du solde du crédit à la caisse et versement de 100.000F pour frais de funérailles aux ayants droits
Autres produits : Transfert d'argent	
Transfert d'Argent Instantané (IMT) de caisse à caisse	Frais d'envoi par tranche
Domiciliation Salaire et Pension	Frais de tenue de compte

Source : Nos enquêtes exploratoires

Beaucoup de fonctionnaires postés en milieu rural ont un compte à la CLCAM où ils peuvent accéder à leur salaire. Les activités d'assurance sont sous-traitées pour s'aligner sur les règles en vigueur. Une assurance "Régime Prévoyance Crédit" (RPC) était proposée par la CLCAM à ses clients. Mais sur injonction de la BCEAO lui notifiant qu'elle n'était pas autorisée à faire de l'assurance, la FECECAM s'est alliée alors à la structure régionale de microfinance pour créer en 2016, une compagnie de micro-assurance (CIF-Vie Bénin).

L'ouverture d'un dossier de crédit est assujettie à la souscription d'un "contrat décès emprunteur" et d'une "assurance invalidité" de la part du demandeur auprès de la CIF-Vie Bénin.

L'offre du service de crédit dans chaque point de service est, elle aussi, diversifiée. Les premiers crédits agricoles après restructuration ont été donnés aux personnes en groupement. Ce service de crédit libellé sous le terme de "Tout Petit Crédit aux Femmes" (TPCF) et "Tout Petit Crédit aux Hommes" (TPCH) offrait un crédit à partir de 10.000F CFA par bénéficiaire. D'autres crédits ont été ensuite introduits avec la particularité de s'adapter à une cible donnée. Le "Crédit Epargne-Education" (CEE) a été introduit pour les femmes (30.000 FCFA comme montant de départ) avec un remboursement à échéance fractionnée. Il exige l'ouverture d'un compte pour un groupe de femmes, l'adhésion de chaque membre à la caisse en payant une part sociale et un droit d'adhésion, ce qui ouvre ainsi la porte à l'obtention d'autres crédits. Dans le même temps, le "Crédit Groupement" est offert individuellement aux membres d'un groupement avec des remboursements à échéance unique ou fractionnée.

D'autres produits tels que le Crédit Agricole aux Femmes Rurales (CAFER), le Crédit aux Femmes Commerçantes (CFC), le crédit aux APE (Crédit Agent Permanent de l'Etat), et plusieurs autres formats de crédit ont été développés, toujours en fonction des particularités des cibles. Les crédits CAFER et CFC sont des crédits mis en place pour corriger les limites du CEE en matière de montants et de périodicité de remboursement⁸. De plus, le crédit CAFER est géré en collaboration avec une animatrice qui se déplace pour récupérer les annuités.

Certains produits sont offerts dans tous les points de service tandis que d'autres ne sont alloués que dans certains d'entre eux (Tableau 2).

⁸ Alors même que le produit CAFER est très apprécié (en raison des avantages qu'il offre en termes d'accompagnement, suivi technique, etc.) dans les zones d'Allada, Partago, Djougou, Bantè, c'est le CFC qui est très sollicité à Glazoué en raison de sa périodicité de remboursement.

Tableau 2: Récapitulatif des différents types de crédits alloués et spéculations concernées par points de service visités durant l'enquête

Format de Crédit	Cibles	Point de service CLCAM
Crédit agricole pour culture de rente (coton, anacarde, ananas...)	Producteurs organisés en Coopérative ou Groupement Villageois	Tous les points de service visités
Crédit agricole pour culture de vivriers (tubercules, céréales.)	Agriculteur individuel	Tous les points de service visités
Crédit Epargne et Education (CEE)	Femmes en groupe	Tous les points de service sauf Agence de Bantè
Crédit Agricole aux Femmes Rurales (CAFER)		Tous les points de service
Crédit aux Femmes Commerçantes (CFC)	Femmes	Agence Glazoué
Crédit Agent Permanent de l'Etat (APE)	Fonctionnaires d'Etat	Tous les points de service visités
Crédit Commercial	Tout client	Tous les points de service visités
Crédit Virage Marché	Gros Commerçants	Agence Glazoué
Crédit Elevage	Eleveurs	Agence de Djougou, Partago, Glazoué
Crédit Investissement (ou Equipement) : unité de transformation, moulins électriques, magasin de stockage	Producteurs	Tous sauf Glazoué
Crédit transporteur (vivriers et de personnes)	Commerçants	

Source : Nos enquêtes exploratoires

La demande des clients pour accéder à un crédit est entre autre fonction des activités exercées dans la zone couverte. Le crédit agricole et le crédit commercial sont les plus sollicités mais leurs poids relatifs varient d'une zone à une autre.

La caution des coopératives et le partenariat avec leur Union Communale facilite la récupération du crédit au moment du paiement groupé, comme c'est le cas avec le coton. L'agent de crédit essaye de récupérer les dus au moment où les producteurs touchent leur solde sur les ventes de coton nettes d'intrants. Pour l'anacarde aussi, un partenariat avec l'UCPA au niveau communal a permis de donner un crédit entretien et un crédit pré-collecte destiné à éviter le bradage et de promouvoir la vente groupée via une coopérative. Notons qu'en parallèle du crédit est aussi attribué aux collecteurs et commerçants de noix (!) pour un montant plus important.

Des accords sont passés entre des acheteurs de produits agricoles (unités de transformation par exemple) et la caisse locale. Ainsi, à Allada, tous les membres d'une coopérative de producteurs d'ananas livrant des produits à l'unité de transformation « IRA » ou chez Madame Marcos doivent être sociétaires à la CLCAM et peuvent bénéficier de crédit de campagne individuel mais soumis à l'approbation du groupement, lui-même sociétaire. IRA rembourse directement le crédit et remets le solde aux fournisseurs d'ananas.

Certains projets et initiatives mettent des lignes de crédit équipement avec un fonds de garantie au niveau d'une caisse. La culture attelée a été financée ainsi par le passé mais cette ligne a disparu.

Le fonctionnement des caisses est régi par la mise à disposition par la FECECAM de lignes de crédit pour financer les activités des clients. Le réseau dispose :

- d'une ligne interne : ligne de financement pour couvrir les encours ;
- d'une ligne de dépôt ou ligne des avoirs dont au plus 70% peut être réinvesti ou employé dans l'octroi de crédit ; et
- de lignes externes sur appui de partenaires.

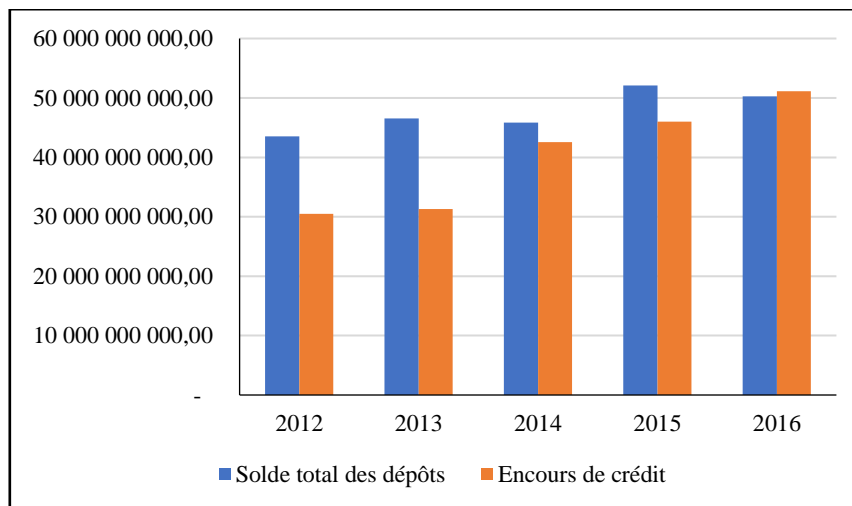


Figure 8 : Encours de crédit et solde total des dépôts du réseau sur les cinq dernières années

Source : données FECECAM

Les encours de crédit et le solde total des dépôts sont évalués au 31 Décembre de l'année considérée. Les encours de crédits constituent le montant total encore aux mains des bénéficiaires de crédit de la FECECAM au 31 Décembre de l'année considérée.

En 2015, une ligne externe importante a été mise à disposition de la FECECAM par la KfW (Coopération Financière Allemande) à un coût (taux d'intérêt) de 6% par an et répartie entre les points de service pour augmenter l'offre du crédit agricole. Le montant de cette ligne KfW mise en place (dans les points de service parcourus lors de l'enquête exploratoire) était fonction de la demande. Faisant face à une faible demande de crédit agricole, l'Agence de Djougou par exemple a bénéficié de l'appui de la GIZ⁹ pour organiser une campagne d'information des agriculteurs qui ont alors formulé des demandes.

3.4. Elaboration d'un dossier de demande de crédit

En règle générale, un client peut demander n'importe quel montant de crédit. Tout montant inférieur à 5 millions de francs CFA peut être traité par les points de services locaux. S'il arrive que le point de service ne dispose pas d'assez de ressources financières pour satisfaire la demande de crédit, en principe les clients d'une localité sont alors rationnés sur le montant octroyé mais il y a aussi un mécanisme de transfert de moyens entre caisses. Au-delà de 5 millions, les dossiers sont traités par le Centre Financier aux Entreprises à Porto Novo pour les régions de l'Ouémé/Plateau et la CLCAM de Cotonou et à la Faïtière pour les autres caisses du réseau. Ce centre a été mis en place pour éviter la fuite des gros clients vers des banques, le PAPME ou le PADME, tout en limitant les risques particuliers de mauvaise allocation et de malversation qui sont liés à ces gros crédits.

La constitution d'un dossier de crédit est organisée par un agent technique de la CLCAM, l'Agent de Crédit, qui accompagne, conseille et aide le demandeur du crédit à soumettre un dossier. Il faut noter que la FECECAM exige de ses demandeurs de crédit qu'ils résident dans la commune du point de service où ils font leur demande de crédit. De plus, tout ancien bénéficiaire de crédit doit finir de payer un crédit antérieur avant de bénéficier d'un nouveau. Exception peut être faite pour le crédit agricole dans le cas où le producteur sollicite un autre crédit pour une activité agricole liée à l'objet initial de son crédit (par exemple un crédit récolte après avoir sollicité un crédit de mise en place de la culture). L'accès à un crédit agricole est assujéti à la disponibilité d'une épargne qui correspondait à 20% de ce crédit, et qui vient d'être ramené à 10%. Quand un nouveau bénéficiaire demande du crédit, il est demandé aux élus de la caisse de procéder à une enquête légère et l'agent de crédit procède de son côté à l'étude de dossier. Néanmoins il ou elle dispose de peu de temps (5 jours) avant de

⁹ Au cours de la sensibilisation, une formation des producteurs à l'entrepreneuriat agricole ainsi qu'une campagne de marketing pour la visibilité de la CLCAM ont été organisées. Un agent de crédit a été recruté et pris en charge par la GIZ pour dispenser des formations autour des spéculations et accompagner les producteurs dans l'accès à un crédit agricole auprès des services de la CLCAM

la passer à la commission d'acceptation et si par exemple l'intéressé a montré un champ qui ne lui appartient pas, la supercherie peut temporairement passer inaperçue.

Le crédit doit être demandé pour une activité (par exemple une culture ou une transformation agroalimentaire) et non pour un portefeuille d'activités. Les budgets types dont disposent les agents de crédit pour assister le demandeur de crédit sont aussi centrés sur une activité (et non par exemple sur un assolement de cultures pratiquées). Nous verrons que dans les faits les bénéficiaires élargissent la panoplie d'activités financées par le crédit au-delà de la seule activité pour laquelle il a été demandé. Cette simplification de la demande de crédit est due à la surcharge de travail des agents de crédit tandis que la plupart des demandeurs de crédit ne sont pas capables d'élaborer eux-mêmes un compte d'exploitation prévisionnel de leurs activités, encore moins pour un portefeuille d'activités. Ajoutons à cela le délai très court à maintenir entre le moment où la demande est faite et celui où le crédit est débloqué (au plus 15 jours, ce que les clients trouvent long puisqu'ils ont un calendrier agricole serré, mais qui est court pour les agents qui doivent préparer et faire valider le dossier).

Le montage et la validation d'un dossier sont soumis à cinq niveaux de contrôle exposés dans le tableau 3.

Tableau 3: Différentes étapes de l'étude d'un dossier de demande de crédit à la FECECAM

Etape	Tâches	Exécutant
1	Enquête sur le demandeur, vérification d'informations par triangulation, montage du dossier, instructions du dossier	Agent de crédit
2	Enquête de contre validation du dossier par Vérification des informations du dossier	Chef d'Agence
3	Etude de contre validation du dossier	Comité Technique de Crédit
4	Contrôle de cohérence et enquête de contre validation	Analyste de crédit
5	Etude et délibération du dossier	Comité de crédit

Source : Nos enquêtes exploratoires

A la délibération, les dossiers des clients du réseau peuvent connaître 03 issues : accepté, ajourné, ou refusé :

- Un dossier est ajourné quand il y a un défaut d'épargne préalable, défaut de pièces ou d'informations vérifiées sur le demandeur.
- Un dossier est rejeté quand la moralité du demandeur est en doute, ou quand la rentabilité ou l'opportunité de l'activité, objet de la demande, n'est pas établie. Tout rejet est justifié et les raisons en sont expliquées au demandeur. Certaines activités

illicites comme le commerce informel de médicaments ou de carburants classées comme inopportunes peuvent par exemple amener à rejeter le dossier.

- Un dossier ajourné après sa soumission à deux (02) assises du Comité de crédit est automatiquement objet de rejet. De même, un dossier de client qui est longtemps resté en impayé est objet de rejet ou de suspension.

Il faut noter que pour quelques formats de petits crédits (CEE, APE, CAFER, CFC), une délégation d'accord de crédit est octroyée par le Comité de crédit au Chef d'Agence. Ceci lui permet de statuer avec son Comité Technique de Crédit sur les dossiers objets de cette demande, et il en rend compte lors des assises du Comité de crédit.

Entre l'étape de réception du dossier de demande de crédit et le décaissement du prêt, il faut compter en moyenne quinze (15) jours.

3.5. Conditions d'obtention et de remboursement d'un crédit

Tout montant de crédit à la FECECAM nécessite une garantie financière d'au moins 10% du montant demandé. Cette garantie financière est différente du solde minimum de compte exigé par le réseau pour faire une demande du crédit.

Par contre, la garantie matérielle lors de l'octroi d'un crédit agricole n'est exigible qu'à partir d'un montant donné. Ainsi, un crédit agricole individuel d'un montant inférieur ou égal à 200.000 FCFA n'est pas assorti d'exigence de garantie matérielle. Mais une garantie matérielle est exigible pour tout crédit agricole individuel d'un montant supérieur ou égal à 400.000F CFA ; dans de tels cas, les actifs fonciers, mobiliers et autres ressources du demandeur sont recensés pour appuyer son dossier. Une formalisation "officiuse" du titre de propriété (auprès des responsables administratifs de localité) est réalisée pour servir de garantie. Des avaliseurs ou personnes servant de garantie sont également requis.

Pour les crédits accordés individuellement sous le couvert d'un groupement type CEE, la caution du groupe est utilisée comme garantie. Dans le cas du crédit CAFER cependant, un dépôt garanti de 5% est prélevé par la caisse auprès du bénéficiaire après déblocage des fonds. En ce qui concerne les membres des organisations paysannes (OP) (tels les groupements de production de coton), la caution des dossiers par un engagement des responsables d'OP et la vente groupée des récoltes constituent une garantie de recouvrement du crédit. Enfin les sociétaires sont tenus de souscrire à un contrat d'assurance décès (voir ci-dessus).

Le remboursement d'un crédit est organisé suivant une échéance unique ou fractionnée selon le type d'activité financée et le crédit octroyé. Une grande flexibilité à ce niveau a été observée pour adapter le calendrier du crédit à celui de l'activité. Dans l'octroi d'un crédit

pour la mise en place d'une spéculation agricole, le remboursement est lié au cycle de la culture. Les agents de crédit (conformément aux textes de la FECECAM) organisent un "suivi post-déblocage" deux semaines après le déblocage des fonds pour s'assurer de l'effectivité de la mise en place du crédit ainsi que de la concordance de l'objet du prêt. L'accès à un crédit individuel finançant des activités agricoles est encouragé sous le couvert d'appartenance à un groupement ou coopérative de production. Les membres reçoivent des prêts et le remboursement à échéance unique est effectué après la vente groupée. Pour les crédits commerciaux (cas des crédits CEE, CFC, etc.), une planification de remboursement du crédit par périodicité (unique ou fractionnée) est établie avec le client et un suivi est fait.

Un phénomène de "détournement de crédit" de son objet de départ est parfois observé chez les clients. Dans de tels cas, l'agent de crédit enclenche une procédure de remboursement immédiat du crédit. Néanmoins, un tel détournement n'est pas toujours facile à prouver. Parfois, il s'agit d'une réallocation interne d'une culture au profit d'une autre si le temps d'installation de la première est passé. De l'avis des agents de caisse d'Allada, les détournements de crédit par des gros emprunteurs au profit de dépenses de consommation (achat de voiture !) ne seraient pas rares, mais semblent plutôt concerner les commerçants.

Malgré tous les garde-fous, des cas d'impayés sont recensés. Les motifs d'impayés sont souvent une mauvaise récolte, la mévente suite à des variations inattendues de cours ou d'une escroquerie par des partenaires commerciaux, la survenue de maladies ou de décès dans le ménage, de même que la mauvaise foi du débiteur. Face aux textes de loi de la République du Bénin interdisant la mise aux arrêts d'un débiteur indélicat et pour éviter des procédures judiciaires coûteuses et longues, les responsables de CLCAM utilisent parfois la pression sociale pour le recouvrement des crédits. La crainte de voir son nom cité à la radio ou sa photo affichée sur un mur pousse le débiteur à rembourser coûte que coûte (il emprunte en général dans sa famille). Un client resté pendant une longue période en impayé avant le solde peut se voir suspendre ou refuser l'accord de nouveaux crédits. Les agents de la CLCAM n'ont pas intérêt à laisser leurs bénéficiaires en impayés car un taux d'impayé élevé entraîne un retrait de la délégation de pouvoir du Chef d'Agence par la FECECAM.

Dans le cas où le crédit est bien remboursé, le bénéficiaire peut demander à nouveau du crédit.

3.6. Conclusion

Les bénéficiaires ont accès à une gamme diversifiée de crédits, assez flexible pour s'adapter aux besoins en petits et moyens crédits. Les conditions d'octroi sont conçues pour

faciliter une obtention rapide, « la pluie n'attendant pas ». Les conditions d'accès via des groupements sont plus flexibles même si le bénéficiaire doit être sociétaire : les responsables du groupement et agents de crédit modulent les répartitions en fonction de ce qu'ils savent des capacités de chaque demandeur. La FECECAM, aussi sous le poids de ses expériences historiques, a établi un système complexe de contrôles et équilibres pour gérer les risques liés aux crédits dont les origines sont les risques liés aux emprunteurs, aux facteurs externes et aux facteurs internes. En conséquence, la rigidité des contrôles augmente avec le montant de crédit sollicité. Ainsi, les montants accessibles via des groupements sont plafonnés. Actuellement, les anciennes bénéficiaires de CAFER pourraient valoriser des montants plus importants que le plafond actuel (450 000 FCFA) mais préfèrent encore se rationner que de sortir de ce système qu'elles jugent avantageux (pas de déplacements pour rembourser ou recevoir le crédit dont les annuités transitent par les animatrices).



Le crédit permet aux femmes de développer des activités économiques autonomes et contribue à leur confiance en soi

4. Principales caractéristiques des enquêtés

La première partie de ce chapitre décrit le profil des bénéficiaires enquêtés, ce qui permet d'en capturer l'hétérogénéité et, sous réserve de données disponibles, de les comparer à la population globale de producteurs.

4.1. Profil des bénéficiaires

4.1.1 Sexe et statut dans le ménage

Tableau 4 : Genre et localisation des bénéficiaires de crédit de l'échantillon (% bénéficiaires)

Pôle	Femmes	Hommes	Total
PDA 2	27,5	72,5	100
PDA 4	40,6	59,4	100
PDA 7	28,6	71,4	100
Tous les PDA	32,3	67,7	100

La répartition hommes et les femmes est inégale parmi les bénéficiaires : les femmes constituent 32,3% des bénéficiaires seulement avec une importante différence d'un pôle à un autre : ainsi dans le pôle 4 (centre), les femmes sont plus fréquemment bénéficiaires (40,8%) que dans les pôles 2 et 7 (27,5 et 28,8%). Cela s'explique en partie par des différences socio-culturelles concernant l'implication des femmes dans les activités agricoles et le financement assez faible des activités para-agricoles où les femmes du pôle 7 sont davantage impliquées.

4.1.2 Ménages des bénéficiaires

Tableau 5 : Caractéristiques des ménages des bénéficiaires de crédit de la population

Variable	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Age du bénéficiaire	43,3	41,8	45,2	43,0
Nombre de femmes et filles du ménage	4,4	4,1	3,6	4,1
Nombre d'hommes et garçons du ménage	4,8	3,8	3,7	4,2
Taille du ménage	9,2	7,8	7,2	8,3
Nombre de consommateurs (eqa)	7,91	6,65	6,22	7,1
Nombre de cuisines par ménage	1,2	1,3	1,4	1,3

Les ménages comptent en moyenne 9,2 membres au Nord, 7,8 au centre et 7,2 au Sud, soit respectivement 7,9 ; 6,7 et 6,2 consommateurs équivalents adultes¹⁰. Vu l'âge moyen des

¹⁰ Les coefficients de la FAO ont été utilisés pour la conversion en équivalents adulte des consommateurs : 0,4 pour les enfants de moins de 5 ans, 0,7 pour le 6-10 ans, 1 pour les 16-50 ans, 0,8 pour les 56-65 ans et 0,8 pour les plus de 65 ans. Les femmes rurales étant responsables d'un grand nombre d'activités demandant des activités physiques soutenues et étant souvent en état de grossesse ou d'allaitement, aucun abattement n'a été fait sur leurs besoins physiologiques et le taux de conversion en équivalent adulte.

bénéficiaires, ils appartiennent à des ménages comportant une part élevée d'adultes et de jeunes et relativement peu d'enfants en bas âge, d'où un nombre élevé de consommateurs équivalents adulte.

L'organisation des ménages est un peu différente au Nord et le nombre de cuisines par ménage y est plus réduit car certains ménages conservent une organisation traditionnelle à une cuisine commune pour toutes les épouses et pour plusieurs hommes adultes (père et fils ; grand frère et petit frère ; etc.). De ce fait, les ménages comptent en moyenne 1,2 ; 1,3 et 1,4 cuisines du Nord au Sud.

Dans une enquête conduite en 2009 dans 14 localités réparties dans toute la zone cotonnière (Floquet, 2010), c'est-à-dire les PDA 2, 3 et 4, les 420 ménages enquêtés comptaient en moyenne 10,3 membres, et 1,45 cuisines par ménage. Les bénéficiaires de crédit de cette enquête avaient des ménages légèrement plus petits, ce qui est peut-être dû à la tendance générale de réduction de la taille des ménages en milieu rural qui s'exprime entre 2009 et 2017.

Tableau 6 : Nombre moyen d'unités de production par exploitation familiale bénéficiaire de crédit dans la population

Pôle	Unités de Production par exploitation
Pôle 2	2,52
Pôle 4	2,22
Pôle 7	2,33
Moyenne générale	2,38

Dans des exploitations familiales, même quand les aides familiaux (épouses, enfants, jeunes frères, etc.) travaillent pour le chef d'exploitation, ils développent aussi des activités autonomes. Effectivement, les bénéficiaires ne sont pas les seuls dans leur exploitation à développer des activités économiques : on dénombre 2,38 unités de production par exploitation (1,38 en plus de celle de l'enquêté). Ces unités sont plus nombreuses au Nord où les ménages sont plus grands qu'au Sud. Les aides familiaux tendent à développer des activités autonomes en plus d'une aide fréquente au chef de ménage, quelle que soit leur appartenance socioculturelle

Parmi les hommes bénéficiant de crédit, 92% sont des chefs d'exploitation et 8% des aides familiaux (fils, jeunes frères, etc.) et parmi les femmes, 19% sont des chefs d'exploitation (veuves, indépendantes), la plupart sont des épouses et quelques-unes, des aides familiales ayant un autre statut familial (filles, belles-filles, etc.). Au total, les bénéficiaires de crédit regroupent 63% de chefs d'exploitation masculins, 6% de chefs

d'exploitation féminin, 25% d'épouses aides familiales ayant des activités autonomes et 6% d'aides familiaux autres. Nous verrons plus loin si le crédit alloué le plus souvent à un chef d'exploitation masculin a des effets sur les autres unités de production de l'exploitation-ménage.

4.1.3 Ethnie et autochtonie

90% des bénéficiaires de crédit sont installés dans leur village depuis plus d'une génération, soit parce que descendants des premiers installés (près de 60%), soit parce qu'installés par les premiers installés ou leurs descendants. Les migrants récents (qui ne sont pas nés dans le milieu mais s'y sont récemment installés) représentent 10% des bénéficiaires. Leur poids dans la population est du reste très variable selon les localités. Ils peuvent être nombreux dans des zones de « fronts pionniers » où les dernières terres forestières sont prises en culture au centre du pays (pôle 4). Dans l'enquête de référence déjà citée, 7% des hommes responsables d'une unité de production relevaient de cette catégorie. Les nouveaux migrants ne sont donc pas sous-représentés parmi les bénéficiaires de crédit. Le pourcentage n'a pas de sens pour les femmes qui s'installent dans la localité de leur mari.

La diversité culturelle et linguistique est élevée dans l'échantillon. Dans le pôle 2, les Bariba dominant nettement, suivi des Peuhl, des Gando et des Mokolé. Dans le pôle 4 coexistent les Fon, les Bariba, les Nago, les Lokpa, les Peuhls, les Mahi, Yom, Idatcha et Foodo. Au Sud, les Adja, Fon, Aizo, Weme, Goun, Ouatchi, Yorouba se côtoient. A première vue, il n'y a pas de privation de crédit sur une base socio-ethnique.

4.1.4 Scolarisation, apprentissages et maîtrise du français

Le niveau de scolarisation est caractérisé par le nombre d'années de scolarisation nécessaires pour atteindre la classe du niveau le plus élevée ayant été fréquentée par le bénéficiaire, sans tenir compte des redoublements.

Tableau 7 : Durée moyenne de la scolarisation des bénéficiaires femmes et hommes de l'échantillon et de la population enquêtée selon le pôle (années)

Pôle	Femmes de l'échantillon	Hommes de l'échantillon	Moyenne échantillon	Moyenne population
PDA 2	1,13	2,17	1,88	1,74
PDA 4	2,35	3,55	3,06	2,98
PDA 7	3,53	6,27	5,51	4,49
Moyenne	2,31	3,96	3,43	

Le nombre moyen d'années de scolarisation est faible (Tableau 7). Il augmente du Nord au Sud et les hommes sont nettement plus scolarisés que les femmes. Ce n'est que dans le pôle 7 qu'une part significative des bénéficiaires a au moins fini le cycle primaire. Cela reflète la situation dans l'ensemble de la population du Bénin où plus de 20% des hommes et plus de 50% des femmes de 20 ans et plus n'ont jamais fréquenté l'école, avec de grandes différences entre les régions (INSAE and ICF International, 2013).

Tableau 8 : Maîtrise du français à l'oral des bénéficiaires de l'échantillon (% bénéficiaires)

	Pas du tout	Un peu	Bonne maîtrise	Total
PDA 2	69,1	18,8	12,1	100,0
PDA 4	54,2	25,7	20,1	100,0
PDA 7	48,5	24,6	27,0	100,0
Tous les PDA	57,4	23,0	19,6	100,0
. dont femmes	71,8	16,4	11,8	100,0
. dont hommes	50,8	26,0	23,2	100,0

Seuls 19,5% des bénéficiaires sont très à l'aise en français ; ce taux passe de 12,1% dans le pôle 2, à 20,1% et 27,0% dans les pôles 4 et 7 (Tableau 8). Les femmes sont deux fois moins nombreuses que les hommes à être à l'aise en français (11,8% contre 23,2% des hommes). Nous analyserons si tous ces facteurs peuvent affecter la capacité des bénéficiaires à tirer parti de leur crédit, en réduisant leur capacité à s'approprier des outils de gestion des crédits et en augmentant leur niveau de dépendance vis-à-vis des agents de crédit par exemple.

Tableau 9 : Bénéficiaires ayant appris un métier en dehors de l'agriculture dans l'échantillon (% bénéficiaires)

Localisation	Bénéficiaires (%)
Pôle 2	19,9
Pôle 4	24,8
Pôle 7	32,4
Moyenne générale	28,5

Une part importante des bénéficiaires a appris un métier en dehors de l'agriculture et cette part augmente du Nord (19,9%) vers le Sud (32,4%). Les hommes sont plus nombreux que les femmes à être concernés (31,5% contre 22,2%). Les métiers les mieux représentés sont ceux de conducteur/chauffeur pour les hommes et couturière pour les femmes mais on trouve un nombre significatif de menuisiers et autres métiers du bois, de mécaniciens et autres artisans du secteur du transport et d'enseignants à la retraite ou en activité. 15% des hommes

et des femmes ont été apprentis chez des artisans mais les hommes ont plus souvent obtenu un diplôme (12,8 contre 9,1%). Lycée technique et formation technique supérieure ont concerné 0,8% et 2,8% des bénéficiaires. Durant l'enquête de référence de 2009, seuls 14% des hommes et 6% des femmes responsables d'unité de production avaient appris un métier. Nos bénéficiaires ont donc plus fréquemment appris un métier que dans la population de non bénéficiaires de crédit ; cet apprentissage et la pratique d'un métier non agricole pourraient avoir facilité l'accès au crédit et nous verrons plus loin que les anciens bénéficiaires se distinguent des nouveaux sur ces attributs.

A défaut d'avoir bénéficié de scolarisation, beaucoup de ruraux acquièrent une expérience diversifiée en migrant temporairement. Dans certains groupes ethniques, cela constitue presque un rite de passage à l'âge adulte. Les migrations de travail, outre les transferts de revenus qu'elles permettent vers des milieux et familles appauvris, constituent des opportunités d'échanges de savoir-faire agricole et non agricole.

Tableau 10 : Expériences de la migration de travail selon les destinations et le genre du bénéficiaire (% bénéficiaires de l'échantillon)

Destinations des migrations	Femmes	Hommes	Total
Rurale dans le département	1,7	2,2	2,0
Rurale dans le pays	1,7	3,9	3,2
Rurale dans la sous-région	0,8	8,3	5,9
Urbaine dans le département	0,4	2,6	1,9
Urbaine dans le pays	5,4	3,7	4,3
Urbaine dans la sous-région	3,7	5,1	4,7
Hors sous-région sur le continent	0,4	1,0	0,8
Hors continent	0,0	0,0	0,0
Pas de migrations	86,0	73,3	77,4
Total	100,0	100,0	100,0

Une part significative des bénéficiaires a fait l'expérience de la migration de travail (22,6%), et les hommes plus que les femmes (25,7% contre 14,0%). Les anciens migrants sont plus fréquents dans le pôle 4 (28,5% des bénéficiaires du Pôle 4 contre 19% du pôle 2 et 16% du pôle 7). La plupart des hommes sont partis travailler en agriculture dans la sous-région (Nigeria) et les femmes dans les villes du pays. Aucun migrant n'est revenu d'un autre continent. Il s'agit de migrations de longue durée : 45,3 mois en moyenne tant pour les hommes que pour les femmes. Les avis sur les effets de ces expériences sur la conduite actuelle de leurs activités économiques sont partagés, mais jamais négatifs. Certains estiment avoir expérimenté de nouvelles techniques agricoles, d'autres, avoir acquis le sens du

commerce, de l'entrepreneuriat et de la gestion, d'autres enfin être devenus plus autonomes et plus sociables. Les bénéficiaires de crédit n'ont pas été plus enclins à migrer que la population de l'étude de référence enquêtée en 2009.

Tableau 11: Nombre d'années d'expérience dans le domaine d'activité bénéficiaire de crédit selon le genre et la localisation géographique de l'échantillon (années)

Pôle	Femmes	Hommes	Hommes et femmes
PDA 2	17,5	16,8	17,0
PDA 4	16,0	18,0	17,2
PDA 7	20,8	23,2	22,5
Total	17,8	19,3	18,8

Femmes et hommes ont en moyenne 43 ans et 18-19 ans d'expérience dans l'activité financée avec peu de variations d'un pôle à un autre. D'une manière générale, pour bénéficier de crédit agricole, il faut évidemment avoir acquis une bonne expérience professionnelle.

4.1.5 Insertion sociale actuelle

13,5% des hommes bénéficiaires de crédit déclarent exercer des responsabilités politiques au niveau local (conseiller au niveau village ou commune). Les anciens bénéficiaires ont plus souvent des responsabilités que les nouveaux (16% contre 9%). L'engagement des femmes est une exception (un cas) (voir aussi Chapitre 5.7, notamment Tableaux 96 et 97).

Tableau 12: Nombre moyen d'associations auquel un bénéficiaire de crédit appartient selon le type d'association et le pôle dans la population de bénéficiaires

Pôle	Association d'entraide	Association professionnelle	Association récréative	Toutes associations
Pôle 2	0,28	0,24	0,10	0,62
Pôle 4	0,40	0,33	0,11	0,84
Pôle 7	0,44	0,48	0,45	1,37

En moyenne, les femmes appartiennent à 0,64 associations et les hommes à 0,91. 56% des bénéficiaires ont déclaré n'appartenir à aucune association. L'appartenance augmente du Nord au Sud : 33,4% au Nord, 42,6% au Centre et 57,37% au Sud (Tableau 12). Les associations d'entraide pour le travail en commun et les associations professionnelles (telles que les groupements à caractère coopératif) dominent. Les bénéficiaires du Sud appartiennent plus souvent à des organisations à caractère social et récréatif, les hommes plus souvent que les femmes et les anciens bénéficiaires plus souvent que les nouveaux. Les différences qui

s'expriment ici sont plutôt liées aux contextes socio-culturels locaux, au sexe (les hommes ont plus de loisirs) et à l'âge (les hommes âgés ont et prennent plus de temps que les jeunes pour la vie associative).

4.1.6 Accompagnement par des organisations d'appui-conseil

24,3% des bénéficiaires de crédit ont bénéficié d'appuis conseils d'une organisation d'encadrement (comme le CARDER). Ceux qui en ont bénéficié ont eu en moyenne 3,3 contacts durant la campagne agricole passée (mais cette moyenne cache une importante variabilité de 1 à 50 visites). Le conseil touche beaucoup plus les bénéficiaires du Nord (40,6%) que ceux du Centre (21,1%) ou plus encore du Sud (10,5%) ; ceci est probablement provoqué par l'accent mis par la vulgarisation sur le coton et la faible capacité des organisations d'encadrement à proposer des appuis technico-économiques aux promoteurs d'autres activités. Les femmes sont deux fois moins accompagnées que les hommes (16,3% contre 29,0%). Les anciens bénéficiaires sont un peu plus appuyés que les nouveaux (25,7% contre 22,0%).

4.2. Activités et ressources principales des bénéficiaires

4.2.1 Activités génératrices de revenu principales

Les enquêtés ont été interrogés sur leurs activités à caractère économique, agricoles et non agricoles, destinées à l'obtention d'un revenu monétaire. Le tableau 13 présente le nombre moyen d'activités à caractère économique conduites par un bénéficiaire ayant généré un revenu, selon son sexe et sa localisation.

Tableau 13 : Nombre moyen d'activités génératrices de revenu selon le sexe et la localisation des bénéficiaires de l'échantillon

	Femmes	Hommes	Total échantillon	Total population
Pôle 2	3,0	3,2	3,2	3,4
Pôle 4	2,2	3,0	2,7	2,8
Pôle 7	2,1	2,6	2,4	2,5
Total	2,4	2,9	2,8	3,0

En moyenne les femmes conduisent 2,4 activités économiques et les hommes, 2,9. La spécialisation augmente du Nord au Sud, les bénéficiaires du Nord conduisant 3,2 activités pour les hommes et 3,0 pour les femmes, contre 2,6 et 2,1 au Sud. Signalons qu'il s'agit ici des activités majeures car le nombre d'activités d'un recensement exhaustif aurait été plus important.

Chaque bénéficiaire a pondéré la contribution relative de ses diverses activités à son revenu monétaire. La moyenne des poids ainsi obtenu dans l'échantillon est restituée dans le tableau 14 comme valeur approximative de la contribution relative de chaque type d'activité au revenu¹¹.

Tableau 14 : Poids relatifs des activités génératrices de revenu monétaire des bénéficiaires de l'échantillon selon les pôles (% revenu)

Poids des activités dans le revenu des bénéficiaires selon leur pondération	Pôle 2 (Nord Est)	Pôle 4 (Centre)	Pôle 7 (Sud)
Cultures	82,2	63,8	57,0
Commerce de produits agricoles	5,0	16,5	9,2
Transformations de produits agricoles	3,0	4,7	10,5
Elevage et commerce d'animaux	2,6	4,1	4,5
Métiers du bois	0,0	0,8	3,1
Commerces non agricoles	2,6	6,0	4,5
Activités liées au transport	1,0	0,7	3,5
Salaires	1,1	0,9	3,0
Divers artisanats et prestations	2,5	2,5	4,7
Total	100,0	100,0	100,0

Les bénéficiaires du Nord tirent leur revenu monétaire essentiellement des activités agricoles. Le maïs vient en tête (avec une moyenne des pondérations de 30,5), suivi du coton (27,4) et du soja (11,7). Anacarde, sorgho & mils, igname, riz, arachide contribuent modérément au revenu monétaire (1 à 3%). En élevage, les bovins dominent. Les produits agricoles sont peu transformés, et surtout pour la consommation locale en nourriture de rue. Transformations de l'arachide, du manioc, du maïs, du karité, du soja et du lait de vache se rencontrent mais leur contribution à l'ensemble est faible. Certains bénéficiaires sont des doubles actifs avec un emploi salarié (enseignant, agent de santé, etc.), artisanal (la couture est l'activité la mieux représentée) ou dans le transport.

Les bénéficiaires du Centre tirent également essentiellement leur revenu monétaire des activités agricoles, mais plus souvent qu'au Nord aussi d'activités commerciales (16,5% des revenus). Les cultures qui contribuent au revenu sont également le maïs (23,1% du revenu) suivi du soja et du coton (11 et 10,6%) puis de l'anacarde (6,8%). Arachide, igname, niébé, manioc, riz, sorgho et mils ainsi que divers maraichers contribuent pour 1 à 3% chacune. La contribution des transformations reste aussi modérée, mais plus importante qu'au Nord. L'alimentation de rue domine mais les transformations d'arachide, de soja et de néré

¹¹ Il faut remarquer que ce n'est pas tout à fait correct du point de vue arithmétique puisqu'un gros et un petit producteur qui allouent 30% de leurs revenus respectifs à une même activité comptent alors chacun pour 0,3. Mais les tendances restent exactes.

apportent des revenus significatifs en certains lieux. L'élevage contribue à 4,1% des revenus, pour moitié via le commerce du bétail. Il est plus diversifié qu'au Nord, les bovins dominent mais sont suivis des porcins. Les métiers du bois contribuent à 0,8% du revenu (exploitation, menuiserie, commerces). Les métiers du transport sont peu représentés chez les bénéficiaires. Divers commerces non agricoles contribuent à 6%, diverses prestations à 0,8% (démarcheurs de terre) et les salaires à 0,9% de leurs revenus.

Si les structures des revenus du Nord et du Centre ne diffèrent pas fondamentalement, il n'en est pas de même dans le pôle du Sud. Là, la principale source de revenu reste l'agriculture (57,0%) mais les cultures dominantes sont le piment (8,6% des revenus), le maïs (6%), le manioc (6%), l'ananas (5,6%), la patate douce (4,9%) et la tomate (4,8%). Selon les zones, plusieurs systèmes maraichers et à cultures spéciales permettent d'obtenir des revenus sur de petites superficies (système ananas ou ananas-papaye du plateau d'Allada; système patate douce et piment en zone de vallée ; système tomate-oignon-maraichers divers sur les bandes littorales, etc.). Les produits de plein champ sont plus souvent transformés localement (10,5%), la distillation restant en tête d'une longue liste de transformations (manioc en gari, noix de palme en huile, céréales en divers produits, poissons fumés, soja en lait et dérivés, etc.). La restauration de rue n'est pas la transformation dominante ici et les produits de transformation sont écoulés sur les marchés urbains proches. L'élevage figure plus fréquemment dans les pondérations que dans les autres zones (4,5%), et est dominé par les volailles et les porcs. Le commerce non agricole intéresse moins les bénéficiaires de crédit que ceux du pôle 2 ou du pôle 4, étant aux mains de nombreux urbains spécialisés ; en revanche le secteur du transport contribue à 3,5% des revenus (conduite, mise en location, réparation). Les ressources naturelles sont également gérées par les bénéficiaires de façon à donner des revenus : le bois essentiellement, mais aussi les sables et graviers et les produits forestiers non ligneux (3,1% au total). Les autres artisanats comme la couture, la vannerie ou le tissage sont marginaux ; par contre, de nombreuses prestations procurent des revenus significatifs : prestations financières (tontiniers), religieuses (pasteurs), sociales (responsables d'organisation), d'intermédiation (démarcheurs), etc.). Enfin, les employés qui développent des activités agricoles sont plus nombreux que dans les autres zones, d'où la contribution des salaires au revenu moyen (3,0%).

4.2.2 Accès à la terre

616 enquêtés sur les 751 ont accès à de la terre. Le tableau 15 permet d'extrapoler les données de l'enquête à la population de bénéficiaires de crédit agricole.

Tableau 15 : Superficies emblavées par la population de bénéficiaires de crédit (hectares)

Variables	PDA 2	PDA 4	PDA 7	Total
Nombre de cultivateurs bénéficiaires	11 226	9 649	4 040	24 915
Enquêtés cultivant (%)	94,44	82,34	75,94	86,4
Nombre de champs / cultivateur	1,81	1,49	2,89	1,86
Superficies disponibles / cultivateur (ha)	13,44	9,51	6,75	10,83
Superficies cultivées / cultivateur (ha)	11,09	7,27	3,63	8,41
Superficies déclarées en jachère / cultivateur (ha)	2,22	2,54	2,53	2,39

La part des enquêtés cultivant des terres diminue du Nord au Sud (respectivement 94,4%, 82,3% et 75,9%) et la taille des exploitations diminuent selon le même gradient. Les superficies moyennes cultivées dans l'échantillon sont de 11,1 ha au Nord, 7,3 ha au centre et 3,6 ha au Sud. Les exploitations du sud sont de surcroît plus morcelées (2,9 champs par cultivateur contre 1,5 au centre et 1,8 au nord). Les disponibilités en jachère ne diffèrent pas d'une zone à une autre mais sont très inégalement réparties entre les producteurs avec une fraction importante de producteurs sans jachère et d'autres détenant de vastes espaces en réserve.

Tableau 16 : Répartition des superficies selon les modes de faire valoir et la localisation des bénéficiaires masculins de l'échantillon (% SAU)

Accès à la terre	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Héritage	73,8	75,6	41,8	70,0
Avance sur héritage	17,4	5,0	2,7	11,0
Achat	0,5	4,3	13,2	3,6
Don définitif et transmissible	3,8	8,8	1,9	5,3
Don pour la durée de vie de l'enquêté(e)	0,6	1,1	0,0	0,7
Prêt gratuit	2,9	3,3	4,6	3,3
Prêt avec contrepartie symbolique	0,4	0,2	0,0	0,3
Location ou bail	0,3	1,5	34,3	5,5
Métayage	0,0	0,0	0,0	0,0
Prise en gage	0,3	0,2	1,5	0,4
Autre	73,8	75,6	41,8	70,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Les modes d'accès à la terre sont contrastés d'un pôle à l'autre (Tableau 16). La part des producteurs descendant de familles de premiers occupants, lesquelles détiennent en général des terres, est élevée au Nord et plus réduite au Sud. Les cultivateurs masculins du Nord et du Centre dépendent surtout de terres héritées (73,8 et 75,6% des superficies) ou à hériter (17,4 et 5,0%), ou encore de dons définitifs et transmissibles, qui sont des droits d'usus définitivement transmis par les autochtones à des alliés (3,8 et 8,8%). Le prêt temporaire est

rare et les locations ou métayages quasi absentes. Au Sud au contraire, moins de 44,5% des terres sont héritées ou en attente de l'être tandis que 34,3% des superficies sont prises en location et 4,6% sont des prêts temporaires. L'accès à la terre par achat est plus fréquent au Sud (13,2% contre 4,3% au centre et 0,5% au Nord).

Les femmes dépendent plus souvent de modes d'accès temporaires et peu sécurisés (prêts et location 26,1% et 8,1%, respectivement) ou de parcelles attribuées jusqu'à leur décès par l'époux et dont hériteront leurs enfants (60,4%). Leurs modes d'accès varient beaucoup d'un pôle à un autre. Ainsi, près de la moitié des femmes du pôle 2 estiment travailler sur des terres familiales, plus des deux tiers des femmes du pôle 4 sur des terres données ou héritées et transmissibles tandis que ces taux tombent à 3,5 et 4% dans le pôle 7. Là, les femmes dépendent de prêt gratuit auprès de l'époux ou d'alliés, de la location et de l'achat (34,5%, 37,7% et 17,5% des superficies). Leurs droits d'accès sont nettement moins sécurisés au Sud qu'au Nord, ce qui peut être mis en relation avec une disponibilité en terre beaucoup plus faible.

4.2.3 Accès à la main d'œuvre

A partir de la composition moyenne des ménages, une capacité de travail théorique toutes tâches confondues est calculée en tenant compte de l'âge des membres du ménage¹². Par ailleurs, le temps de chaque personne de 10 ans et plus a été imparti respectivement à l'éducation, aux tâches domestiques, aux activités sociales et de loisir et à chaque unité de production. Sur cette base, il a pu être calculé qu'une bonne partie de cette capacité de travail va pour les plus jeunes à l'éducation ou aux tâches domestiques. Une fois retirés ces temps alloués aux tâches domestiques, à l'éducation et au loisir, la part du temps réellement affectée aux tâches productives dans les unités de production du ménage est de l'ordre de 50% du potentiel initial (46% de la capacité de travail des femmes et 56% de celles des hommes).

Tableau 17 : Force de travail familiale mobilisable travaillant sur toutes les unités de production des exploitations familiales de l'échantillon (en équivalents adulte)

Pôle	Equivalents adultes sur l'ensemble de l'exploitation familiale		
	Actifs féminins	Actifs masculins	Actifs totaux
Pôle 2	1,31	2,07	3,37
Pôle 4	1,38	1,53	2,91
Pôle 7	1,30	1,20	2,50
Tous les pôles	1,33	1,61	2,94

¹⁰ La capacité de travail est affectée de coefficients de 0,33 eqa pour un enfant de 6 à 10 ans, 0,66 pour un enfant de 11 à 15 ans, 1 pour une personne de 16 à 50 ans, 0,66 de 51 à 65 ans et 0 au-delà.

Le nombre moyen d'actifs mobilisables par exploitation-ménage est supérieur au Nord (3,37 équivalents adulte au Nord, 2,91 au Centre et 2,50 au Sud). C'est une des conséquences de la scolarisation croissante, plus importante au Sud (Tableau 17). Notons que lors de l'enquête de référence déjà citée, la part du temps imparti aux activités productives était inférieure à celui des bénéficiaires de crédit (36,5%), conséquence probable d'un certain sous-emploi que le crédit permet de réduire.

Tableau 18 : Force de travail familiale mobilisée et travaillant sur l'unité de production des bénéficiaires de crédit de l'échantillon (en équivalents adulte)

Pôle	Equivalents adulte pour UP bénéficiaire			% actifs du ménage
	Actifs féminins	Actifs masculins	Actifs totaux	
Pôle 2	0,63	1,57	2,19	65,0
Pôle 4	0,64	1,23	1,87	64,3
Pôle 7	0,47	0,98	1,44	57,8
Tous les pôles	0,58	1,27	1,84	62,8

Le bénéficiaire de crédit ne peut revendiquer qu'une partie des actifs de son ménage sur son unité de production (65% au Nord, 58% au Sud), le reste des actifs œuvrant sur les autres unités de production de l'exploitation familiale et en particulier la leur. En somme, le bénéficiaire de crédit mobilise en moyenne 1,27 actifs masculins et 0,58 actifs féminins, lui ou elle y compris (Tableau 19) et cette mobilisation décroît du Nord au Sud (2,2, 1,9 1,4 actif équivalents adulte, bénéficiaire inclus). Dès lors, beaucoup d'unités de production dépendent de l'emploi de main d'œuvre rémunérée.

Tableau 19 : Part des exploitations employant de la main d'œuvre familiale, des journaliers, des saisonniers, des permanents selon les pôles (% population de bénéficiaires)

Pôle	Effectifs de bénéficiaires	Bénéficiaires faisant appel à un type de main d'œuvre			
		Exploitant et son ménage	Journaliers	Saisonniers	Permanents
Nord	11226	93,11	81,28	17,23	1,96
Centre	9649	88,22	74,83	28,31	5,46
Sud	4040	78,61	84,75	15,24	7,02
Total	24915	88,87	79,35	21,20	4,13

Au total, après pondération, il est possible de proposer un bilan des emplois selon leur nature chez les bénéficiaires de crédit (Tableau 19). La contribution de la main d'œuvre familiale diminue de façon significative du Nord au Sud. La plupart des exploitations embauchent des journaliers payés à la tâche mais 21,2% embauchent souvent en sus des saisonniers (fréquents au Centre) et 4,1% des permanents. Ceux-ci sont plus fréquents au Sud.

Qu'elles emploient ou non de la main d'œuvre familiale, les exploitations bénéficiaires dépendent aussi de main d'œuvre rémunérée.

4.2.4 Nature des cultures emblavées

En termes de superficies cultivées, l'importance relative des spéculations agricoles est un peu différente de celle liée à la contribution au revenu monétaire puisque certaines spéculations sont destinées avant tout à la consommation tandis que d'autres ont un revenu élevé à l'unité de surface (Tableau 20).

Tableau 20 : Choix des cultures selon les pôles (% superficies cultivées par l'échantillon)

Superficies emblavées	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total général
Coton	32,3	14,5	-	21,7
Mais	40,1	40,7	21,9	37,8
Sorgho & mils	2,5	1,4	-	1,8
Riz	2,1	0,4	0,6	1,3
Manioc	0,4	2,6	9,8	2,4
Igname	1,9	1,8	-	1,6
Soja	11,8	15,7	-	11,6
Niébé	0,6	1,1	2,6	1,0
Arachide	2,5	4,7	0,2	3,0
Patate douce	-	-	8,7	1,2
Ananas	-	-	20,1	2,7
Piment	0,0	0,2	9,8	1,4
Tomate	-	0,1	7,6	1,1
Autres maraichers	0,0	0,0	6,6	0,9
Anacarde	4,5	16,5	-	8,1
Palmier a huile	-	-	6,2	0,9
Autres fruitiers	0,8	-	3,8	0,9
Autres cultures	0,5	0,3	2,2	0,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Les cultures pratiquées au Nord sont assez peu diversifiées (maïs et coton) tandis qu'au Centre, coton, soja et anacarde se disputent la deuxième place derrière le coton. Au Sud, les emblavures consistent en ananas, diverses cultures maraichères et diverses cultures pérennes tandis que le maïs n'occupe plus que 20% des superficies cultivées.

Quand les emblavures sont différenciées selon le genre, les femmes se distinguent par une plus grande place accordée aux légumineuses (soja, niébé, arachide) – respectivement 30,4% et 12,8% chez les femmes et les hommes) et au maraichage (7,9% et 3,2%), un peu moins de coton (16,0% et 22,6%) et beaucoup moins de cultures pérennes (3,0% et 13,5%).

4.3. Accès et usages du crédit par les bénéficiaires

Le crédit peut avoir plusieurs origines. Les tontines sont des formes d'épargne rotative mais sont aussi utilisées pour obtenir du crédit d'urgence par exemple. Le requérant demande que son tour de ramassage soit avancé pour faire face à ses obligations. Outre la FECECAM, d'autres institutions de microfinance proposent leurs services en milieu rural et plus encore en milieu urbain. Enfin, certains acheteurs de produits vivriers préfinancent la campagne de certains producteurs et en retour s'assurent d'un approvisionnement à prix souvent inférieurs à celui du marché.

4.3.1 Accès au crédit et à d'autres services financiers

Tableau 21 : Fréquence de l'appartenance à une ou plusieurs tontines selon le genre (% bénéficiaires de l'échantillon)

Nombre de tontines	Femmes	Hommes	Total
Aucune	41,5	50,0	44,5
Une	37,0	34,8	36,2
Plus d'une	21,5	15,2	19,2

La majorité des hommes et plus encore des femmes sont membres de tontines, parfois même de plusieurs tontines (Tableau 21). Les tontines sont plus fréquentes au Sud qu'au Centre et au Nord (1,27 par bénéficiaire contre 0,9 et 0,47).

Paradoxalement, alors que les IMF semblent concentrées au Sud, les ménages de bénéficiaires dont au moins un membre a reçu du crédit d'une autre institution sont plus nombreux au Nord et au Centre qu'au Sud (respectivement 25,6%, 23,7% et 8,3%). C'est peut-être dû à l'orientation urbaine des IMF du sud qui préfèrent financer des activités commerciales et aussi à la prolifération de très petites structures.

Les bénéficiaires des crédits FECECAM qui prennent du crédit dans d'autres institutions ne sont pas très nombreux (Tableau 22). 5,2% reconnaissent avoir fréquenté d'autres IMF en 2017. La plupart n'ont pas pensé à évoquer le crédit sur intrants coton comme une source de crédit additionnelle, bien que presque tous les cultivateurs de coton conventionnel y aient accès.

Tableau 22 : Crédits pris à la FECECAM et dans d'autres institutions financières en 2017 par les anciens et nouveaux bénéficiaires (% bénéficiaires)

	Institution	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Tous pôles
Ancien bénéficiaire	FECECAM	96,5	95,1	93,5	94,9
	Autre IMF	3,5	4,9	5,8	4,9
	Autre institution	0,0	0,0	0,7	0,3
		100,0	100,0	100,0	100,0
Nouveau bénéficiaire	FECECAM	98,0	90,8	91,8	93,4
	Autre IMF	2,0	9,2	8,2	6,6
	Autre institution	0,0	0,0	0,0	0,0
		100,0	100,0	100,0	100,0
Total	FECECAM	96,8	94,1	93,2	94,6
	Autre IMF	3,2	5,9	6,2	5,2
	Autre institution	0,0	0,0	0,6	0,2
		100,0	100,0	100,0	100,0

Les nouveaux bénéficiaires ont encore 6,6% de crédits dans d'autres institutions et les anciens 4,9%. Les bénéficiaires du Sud et du Centre, notamment les nouveaux, font plus souvent appel à d'autres institutions de microfinance que ceux du Nord (où elles n'existent souvent pas), mais la dimension n'est pas très forte et la différence n'est pas très élevée (sous 10% toutes catégories confondues). Le recours au crédit de distributeurs d'intrants, d'acheteurs de produits agricoles et d'usuriers est aussi un peu plus fréquent au Sud qu'ailleurs.

94,2% des bénéficiaires de crédit FECECAM sont des individus et 5,8% des groupements selon la base de données FECECAM. Les groupements sont plus fréquents au Sud (13,5% des bénéficiaires dans le pôle 7 contre 6% et 4% des pôles 4 et 2) et plus souvent féminins que mixtes (83,5 et 16,3%).

4.3.2 Nature des activités financées par des crédits FECECAM

Tableau 23 : Nature des activités financées par le crédit FECECAM (% de la population de bénéficiaires de crédit)

	Activités agricoles	Transformations	Commerce	
PDA 2	96,5	0,1	3,5	100,0
PDA 4	70,1	0,2	29,7	100,0
PDA 7	61,3	4,1	34,6	100,0
les 3 pôles	81,1	0,5	18,4	100,0

Source : Base de données FECECAM

Selon la base de la FECECAM qui enregistre les objectifs des crédits obtenus, une fois les crédits en relation avec l'agriculture filtrés, sur les 49 354 bénéficiaires d'au moins un crédit depuis 2012, 81% ont pris du crédit pour une activité agricole, 18,4% pour une activité

commerciale et seuls 0,5% pour des transformations agroalimentaires. Le poids de l'agriculture diminue nettement au profit du commerce du Nord au Sud (Tableau 23). Le maïs constitue l'objectif principal déclaré du crédit agricole (29,4%) suivi de près du commerce de vivriers (29,4%), du coton (24,1%) et du soja (10,6%),

Tableau 24 : Activités financées par le crédit selon les années (% bénéficiaires de l'échantillon)

Types d'activité	Années					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Cultures saisonnières	39,06	42,62	43,88	45,71	44,44	49,86
Cultures pérennes	15,29	11,86	11,92	8,22	9,07	11,01
Elevages	1,63	4,21	4,95	2,67	3,90	3,85
Commerce de produits agricoles	26,23	26,81	20,87	22,86	27,92	18,75
Commerce de produits non agricoles	3,48	4,61	8,62	8,13	4,18	5,76
Autres activités	10,72	4,05	6,96	4,28	4,64	3,33
Transformations	3,59	5,84	3,40	8,14	5,85	7,44
Total	100,00	100,00	100,60	100,00	100,00	100,00

Dans notre échantillon, 65% des bénéficiaires enquêtés qui ont pris du crédit en 2017 l'ont pris pour l'agriculture ou l'élevage, 25% pour le commerce tous types confondus et 10% pour des activités de transformation. Le financement des cultures pérennes (anacardiens, palmiers) est à noter (extension probable d'objet du crédit).

Les bénéficiaires ont utilisé le crédit essentiellement pour financer le coton, le maïs et des cultures multiples (40,5% des montants des crédits) ; la part des montants allouée aux cultures saisonnières a cru entre 2012 et 2017 (39 à 50%), au détriment des cultures pérennes et du commerce. La part du financement alloué au coton et au maïs a notablement augmenté en 2017 avec la reprise de la production du coton dans le pays. Les activités commerciales d'achat revente de vivriers (18%) sont importantes et les activités de commercialisation de produits non agricoles, substantielles. Les activités de transformation sont rarement financées sur crédit (6,23%) et l'élevage plus rarement encore (3,65%). Viennent en tête ici les diverses transformations du palmier et l'élevage de porcs.

Dans l'échantillon, le crédit individuel domine nettement : seuls 2,7% des enquêtés ont bénéficié ou ont conscience d'avoir bénéficié de CAFER et 0,9% de CFC.

4.3.3 Utilisation des crédits obtenus selon les enquêtés

Les bénéficiaires ont choisi entre une dizaine de types de crédit sur les six dernières années (Tableau 25).

Tableau 25 : Objet du crédit obtenu selon les enquêtés (% bénéficiaires de l'échantillon)

Type de crédit	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
Crédit intrants	16,0	16,0	18,8	18,6	23,1	27,5	21,6
Crédit au semis	27,9	30,9	36,0	27,7	19,9	24,0	26,0
Crédit à la récolte	1,0	2,2	2,9	2,0	3,2	0,9	2,1
Crédit stockage	6,1	4,6	2,1	4,2	3,4	4,0	3,8
Crédit warrantage ¹³	0,0	1,4	0,3	0,0	1,9	0,2	0,8
Crédit matériel agricole	5,3	3,2	2,5	2,8	1,7	2,2	2,5
Crédit transformation agro-alimentaire	2,1	1,0	1,5	3,1	2,2	2,0	2,1
Crédit revente de produits agricoles	7,2	6,6	7,0	9,7	9,3	7,2	8,1
Crédit pour divers commerce	17,6	22,3	17,7	17,3	19,4	15,9	18,3
Crédit autre	16,9	11,6	11,1	14,7	15,9	16,1	14,7
Total général	100	100	100	100	100	100	100

Le crédit de campagne obtenu au semis a été le plus important suivi du crédit sur intrants dont l'importance s'est accrue au fil des années. Certains cultivateurs enchainent avec des crédits finançant la récolte, le stockage ou le warrantage. Il est en effet moins risqué de prendre du crédit pour la récolte une fois que celle-ci est assurée plutôt que de prendre un crédit de campagne. Les crédits commerciaux représentent le quart des dossiers accordés. Ils sont parfois spécifiquement alloués à des activités de collecte de produits agricoles et de revente. C'est le cas pour les noix d'anacarde par exemple. Parfois, ils sont non spécifiques mais ont été conservés dans l'échantillon quand ils concernaient au moins en partie le commerce de produits agricoles. De plus, certains bénéficiaires de crédit agricole peuvent avoir ultérieurement sollicité du crédit non agricole. Les crédits à la transformation agroalimentaire sont peu représentés, en partie car ils sont difficiles à extraire de la base de données de la FECECAM et en partie parce que ces activités n'ont pas fait l'objet de crédits systématiques au même titre que le coton ou le maïs.

4.3.4 Détournement d'objet et partage du crédit

Tableau 26 : Détournement ou extension d'objet du crédit (% bénéficiaires de l'échantillon)

Pôle	N'a pas utilisé le crédit comme prévu
PDA 2	33,2
PDA 4	21,9
PDA 7	14,5
Moyenne générale	23,4

¹³ Le crédit stockage est un crédit qui permet au producteur de ne pas vendre à une période de bas prix, à la récolte ; tandis que le crédit warrantage est un crédit stockage sécurisé par une partie du stock à laquelle le producteur n'a pas accès et qui sert à sécuriser le crédit.

23,4% des crédits de 2017 n'ont pas été utilisés uniquement pour l'activité pour laquelle le crédit a été demandé. La plupart des « détournements d'objet » sont en fait une extension d'utilisation du crédit à des activités agricoles ou commerciales plus diversifiées, quelques cas sont dus à des dépenses de santé, et d'autres enfin sont des détournements stricto sensu. Les détournements d'objet par extension d'objet sont fréquents au Nord (33,2% des bénéficiaires) où le crédit coton par exemple va être utilisé pour financer l'ensemble des activités culturelles. Pour ce qui concerne les détournements d'objet, 4% des bénéficiaires ont partagé le crédit avec d'autres en se transformant en « revendeurs » (prêteurs) d'argent ou promoteurs de groupes de jeunes cultivateurs. En empruntant une somme qui va servir à financer de petits crédits, le bénéficiaire dit bénéficier d'arguments pour que ces petits crédits lui soient remboursés puisque lui-même doit retourner le montant emprunté. Certains ont pris du crédit agricole pour financer la scolarité de leurs enfants mais ont ensuite remboursé à partir de leurs activités agricoles. Le comportement des anciens et des nouveaux bénéficiaires ne diffère pas beaucoup en la matière (23,8% contre 24,8%).

Le partage de crédit au sein du ménage est très rare : 4,1% des hommes et 4,3% des femmes y ont eu recours. L'idée reçue selon laquelle les femmes sont obligées de partager le crédit avec leur conjoint n'est donc pas (ou plus) validée. Les partages se font plutôt entre père et fils, ou entre frères etc. travaillant en partie conjointement et développant en parallèle des activités autonomes.

4.3.5 Accompagnement du crédit

Tableau 27 : Visites d'agent de crédit durant la campagne selon le genre (% bénéficiaires)

Suivi CLCAM	Femmes	Hommes	Total
Pas de visite agent crédit	72,9	83,0	79,7
Visite agent crédit	27,1	17,0	20,3
Total général	100,0	100,0	100,0

20% des bénéficiaires ont déclaré avoir reçu au moins une visite d'un agent de crédit durant cette campagne. Les femmes sont mieux suivies que les hommes, en partie du fait de la présence des animatrices CAFER. Certains bénéficiaires sont même suivis avec une forte intensité. Les nouveaux bénéficiaires sont un peu plus souvent suivis : 22,1% des nouveaux bénéficiaires contre 17% des anciens ont reçu au moins une visite d'un agent de crédit cette année lorsqu'ils ont pris du crédit.

16,9% des bénéficiaires ont un contrat avec un acheteur du produit pour lequel ils ont reçu du crédit. Ce taux passe à 25,1% au Nord (coton) et tombe à 12,4% et 12,9% au Centre et au Sud. Les acheteurs assurent parfois un certain suivi technique des producteurs.

4.3.6 Montants des crédits et leur évolution avec l'ancienneté du bénéficiaire.

La base de données FECECAM permet de suivre l'évolution des effectifs de bénéficiaires par pôle dans la population (Figure 9).

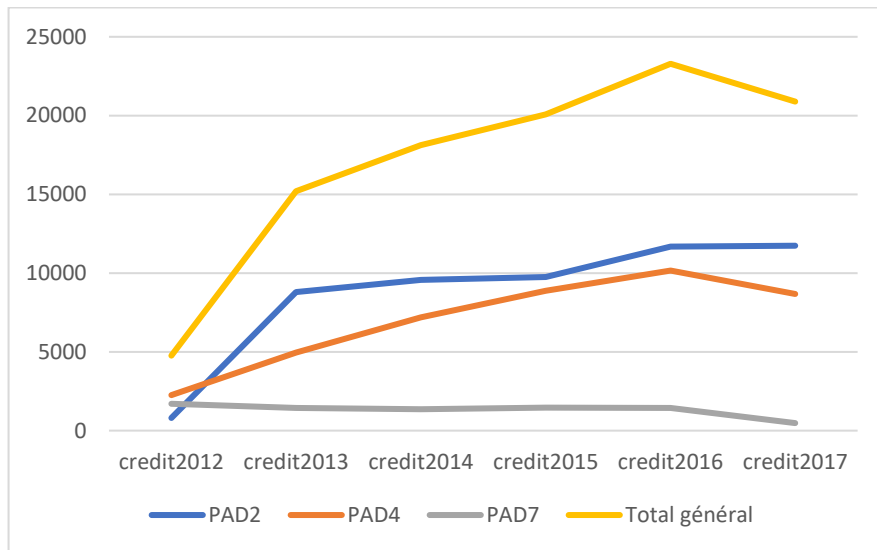


Figure 9: Nombre de bénéficiaires de crédit agricole entre 2012 et 2017 selon les pôles

Source : Base de données FECECAM

Selon la base de données FECECAM, le nombre de bénéficiaires du pôle 7 est faible et n'a cessé de décroître alors que celui des pôles 2 et 4 qui étaient faibles en 2012 ont augmenté. Un petit tassement s'observe en 2017. Ce tassement s'observe aussi dans notre échantillon (Tableau 28)

Tableau 28 : Nombre de crédits pris entre 2012 et 2017 dans l'échantillon

Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Les 6 ans
Ont reçu du crédit	171	274	395	395	557	525	750

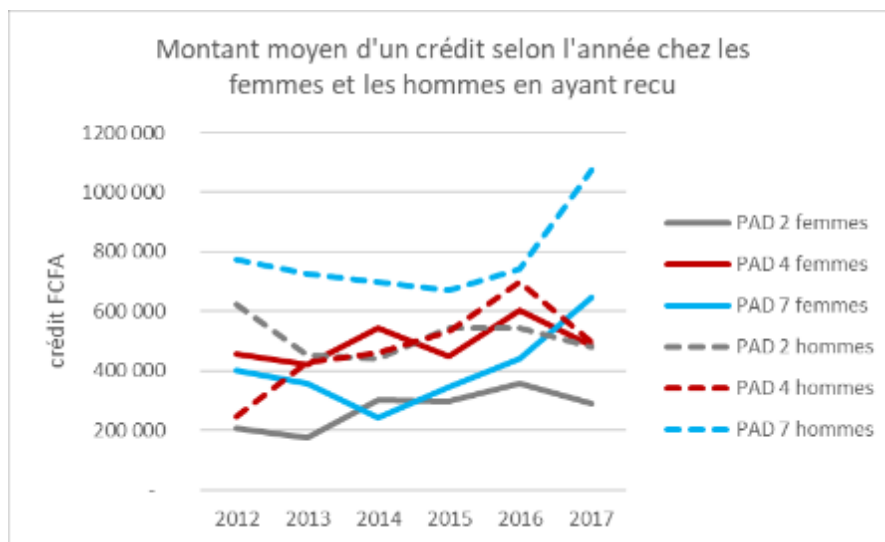
Le nombre de crédits a augmenté jusqu'en 2016 pour stagner ensuite comme dans la population de bénéficiaires.

Tableau 29 : Nombre de crédits pris par les anciens et les nouveaux bénéficiaires de l'échantillon entre 2012 à 2017

Nombre total de crédits	Ancien bénéficiaire	Nouveau bénéficiaire	Total
1	8,0	58,3	23,0
2	12,6	41,7	21,3
3	26,9	0,0	18,9
4	21,1	0,0	14,8
5	20,2	0,0	14,2
6	11,2	0,0	7,9
Total général	100,0	100,0	100,0

La plupart des bénéficiaires ne prennent pas de crédit chaque année, et c'est ce qui explique que 20,6% des anciens bénéficiaires ont pris moins de 3 crédits (Tableau 29). Les deux tiers des anciens bénéficiaires dont le premier crédit remonte à avant 2016 ont pris entre 3 et 5 crédits. Les montants des crédits octroyés ont aussi varié selon les années, les pôles et le genre des bénéficiaires (Figure 10).

En moyenne, un bénéficiaire a emprunté un montant cumulé de 1 533 400 FCFA. L'enveloppe moyenne de ces crédits s'est accrue de 2012 à 2016 pour stagner en 2017 dans les pôles 4 et 2. Les montants des crédits sont supérieurs dans le pôle 7.

**Figure 10** : Montant moyen du crédit selon l'année chez les hommes et les femmes de l'échantillon en ayant reçu

Les femmes reçoivent des crédits d'un montant inférieur aux hommes. La différence est marquée dans les pôles 2 et 7 et faible dans le pôle 4.

4.3.7 Discontinuité dans l'accès au crédit

En moyenne les anciens bénéficiaires ont pris 3,7 fois du crédit depuis 2012, et les nouveaux 1,4. Il y a souvent des discontinuités et des cas de crédit pris une seule fois chez les bénéficiaires (Tableau 30).

Tableau 30 : Nombre de crédits selon l'année d'obtention du premier crédit (% crédits)

Premier crédit	Un seul crédit	2 crédits	3 crédits	4 crédits	5 crédits	Accès continu
Avant 2012	12,0	12,9	17,1	17,1	24,4	16,6
2012	1,4	11,3	15,5	16,9	21,1	33,8
2013	5,7	4,5	14,8	31,8	43,2	43,2
2014	1,7	11,7	33,3	53,3		53,3
2015	8,0	22,7	69,3			69,3
2016	31,1	68,9				68,9
2017	100,0					100,0

La discontinuité dans l'obtention du crédit est fréquente. Chez ceux ayant obtenu leur premier crédit en 2016, seuls 68,9% en ont obtenu aussi en 2017. Chez ceux entrés en 2015, 69,3% ont pris 3 crédits consécutifs ; en 2014, 53,3% ont pris 4 crédits consécutifs ; en 2013, 43,2% ont pris 5 crédits consécutifs ; en 2012, seuls 33,8% ont pris du crédit chaque année entre 2012 et 2017 et ceux qui sont entrés avant 2012, 16,6%. C'est en partie dû à la difficulté de maintenir la taille des activités demandant du crédit d'une année sur l'autre du fait de la variabilité climatique et des aléas de la vie (maladies, décès dans l'exploitation), ce qui a poussé le bénéficiaire à ne pas demander un crédit durant la campagne concernée, et parfois aussi au fait que le bénéficiaire n'avait pas pu rembourser son crédit à temps.

Un certain nombre de bénéficiaires ne renouvellent pas l'expérience de crédit après un premier essai. Chez les anciens bénéficiaires, il y a 12% des entrants avant 2012 qui n'ont jamais redemandé un nouveau crédit. Entre 2012 et 2015, ce pourcentage est plus faible. Ce phénomène est néanmoins moins prononcé que celui de la discontinuité.

Quand les bénéficiaires ne prennent pas de crédit pendant une ou deux années alors que le crédit a été remboursé, les caisses locales perdent parfois leur trace quand les dossiers physiques les concernant sont archivés et que le personnel est affecté. Cette déperdition augmente nettement du Nord au Sud.

4.4. Comparaison des anciens et nouveaux bénéficiaires

Les « nouveaux bénéficiaires » selon notre nomenclature (premiers crédits en 2016 ou 2017) représentent 29,9% de l'échantillon (Tableau 31). Une comparaison systématique est réalisée afin d'analyser dans quelle mesure les nouveaux bénéficiaires peuvent servir de

témoins aux anciens (le « traitement »), ce qui suppose qu'ils se ressemblent suffisamment pour être considérés comme provenant d'une même population.

Tableau 31: Poids relatif des anciens et nouveaux bénéficiaires selon le pôle (% bénéficiaires)

Pôle	Ancien	Nouveau	Total
PDA 2	66,3	33,7	100,0
PDA 4	64,1	35,9	100,0
PDA 7	80,3	19,7	100,0
Total	70,1	29,9	100,0

Il y a des différences marquées d'une caisse à une autre dans leur capacité à trouver de nouveaux bénéficiaires pour le crédit agricole. Ceci s'explique en partie par le poids des activités non agricoles ou para-agricoles dans le revenu des très petites exploitations du pôle 7, activités qui ne reçoivent pas de crédit agricole (transformation agroalimentaire) ou qui reçoivent du crédit commercial (auquel cas le bénéficiaire est sorti de notre extrait de la base de données). Cela a réduit la taille de l'échantillon de nouveaux bénéficiaires du Sud au point de gêner le traitement statistique des données.

4.4.1 Profils des anciens et nouveaux bénéficiaires

Les nouveaux bénéficiaires sont un peu plus jeunes que les anciens bénéficiaires : les nouveaux bénéficiaires ont en moyenne 39,3 ans et les anciens 45,1 ans (diff**). La part des femmes diminue nettement, passant de 34% chez les anciennes à 16% chez les nouvelles bénéficiaires. Le taux de bénéficiaires jamais scolarisés augmente légèrement chez les femmes nouvelles bénéficiaires (68,4% contre 65,7% chez les anciennes) et nettement chez les hommes (58,5% contre 47,5%). Les nouvelles bénéficiaires ont plus souvent migré que les anciennes et chez les hommes, la migration sous régionale est plus fréquente chez les nouveaux bénéficiaires : 10,5% des anciens bénéficiaires et 14,9% des nouveaux. Ceux qui ont appris un métier en dehors de l'agriculture sont aussi moins nombreux chez les nouveaux bénéficiaires (26,6% contre 33,9% des hommes). On note donc une plus grande pénétration du milieu agricole proches des profils moyens des producteurs des pôles avec des nouveaux demandeurs de crédit moins scolarisés bien que plus jeunes et ayant acquis du savoir-faire par la migration et non par l'apprentissage d'un métier non agricole.

Les nouveaux bénéficiaires sont un peu moins souvent membres d'associations que les anciens (62,3% contre 54,7%), ce qui peut être un effet de l'âge. Ils sont moins souvent

appuyés par des organisations de conseil comme le CARDER (0,7 visites en moyenne contre 0,86). D'une manière générale, ils pourraient avoir besoin de plus d'encadrement.

Tableau 32 : Nombre d'unités de production par exploitation familiale de l'échantillon

Bénéficiaires	Nombre d'unités de production
Anciens	2,42
Nouveaux	2,29
Moyenne générale	2,38

Leurs ménages étant plus petits et plus jeunes, on dénombre légèrement moins d'unités de production par exploitation familiale chez les nouveaux bénéficiaires, le nombre de consommateurs est également un peu plus faible (mais les différences ne sont significatives qu'au seuil de 10%).

4.4.2 Accès à la terre des anciens et nouveaux bénéficiaires

Tableau 33 : Superficies disponibles et cultivées par les enquêtés nouveaux et anciens bénéficiaires de crédit de l'échantillon (% enquêtés, nombre de champs et hectares)

Bénéficiaires	Effectifs de cultivateurs	Enquêtés cultivant (%)	Nombre moyen de champs	Superficie disponible (ha)	Superficie cultivée (ha)
Anciens	425	80,1	2,3	12,7	8,9
Nouveaux	200	87,0	2,0	9,2	6,7
Total	625	83,6	2,2	11,2	8,2

Les nouveaux bénéficiaires sont plus fréquemment des cultivateurs (87,0% contre 80,1%) et cultivent des superficies inférieures (6,57 contre 8,9 ha) sur un nombre aussi plus petit de champs (2,0 contre 2,3). Leurs disponibilités en terre et les superficies emblavées les distinguent de façon significative des anciens bénéficiaires aux seuils de 5% et 1% (Tableau 33).

4.4.3 Accès à la main d'œuvre des anciens et nouveaux bénéficiaires

Tableau 34 : Accès à la main d'œuvre familiale masculine et féminine des nouveaux et anciens bénéficiaires de la population (en équivalents adulte)

Bénéficiaires	Travail féminin	Travail masculin	Total
Anciens	0,67	1,39	2,06
Nouveaux	0,58	1,30	1,88
Total	0,64	1,36	2,00

Les anciens bénéficiaires peuvent mobiliser plus de travail familial, en particulier masculin (2,06 équivalents adultes temps plein contre 1,88) mais la différence n'est pas significative.

Tableau 35 : Bénéficiaires de crédit mobilisant des aides familiaux, des journaliers, des saisonniers ou des permanents selon l'ancienneté de leur accès au crédit (% bénéficiaires)

Exploitations	Anciens bénéficiaires	Nouveaux bénéficiaires	Total
Aides familiaux	84,4	84,8	84,5
Journaliers	78,6	80,4	79,1
Saisonniers	22,9	14,7	20,5
Permanents	6,3	4,0	5,6

Bien que mobilisant en moyenne plus d'aides familiaux, les parts des bénéficiaires qui ne mobilisent pas de main d'œuvre familiale (un peu plus de 15%) et celles de ceux qui mobilisent des journaliers sont similaires chez les anciens et les nouveaux bénéficiaires (Tableau 35). Cependant, les anciens bénéficiaires ont plus souvent recours à la main d'œuvre saisonnière ou permanente.

Tableau 36: Nombres moyens de journaliers, de saisonniers et des permanents selon l'ancienneté de l'accès au crédit du bénéficiaire (employés en équivalent temps plein)

	Anciens bénéficiaires	Nouveaux bénéficiaires	Total
Nombre de journaliers (eqa)	0,45	0,30	0,40
Nombre de saisonniers (eqa)	0,07	0,05	0,06
Nombre de permanents (eqa)	0,07	0,03	0,06
Total main d'œuvre rémunérée (eqa)	0,60	0,38	0,53
Total main d'œuvre familiale et rémunérée	2,66	2,26	2,53

Au total un ancien bénéficiaire mobilise en moyenne 0,6 employés rémunérés en équivalent temps plein et un nouveau bénéficiaire 0,38 (Tableau 36).

4.4.4 Assolements des anciens et nouveaux bénéficiaires

Tableau 37 : Assolements des anciens et nouveaux bénéficiaires (% SAU)

	Anciens	Nouveaux	Total
Céréales sèches	36,7	38,9	37,8
Riz	1,3	1,2	1,8
Coton	20,2	24,5	21,7
Maraichage	4,2	3,4	4,0
Tubercules	5,6	4,6	5,2
Fruitiers et pérennes	12,8	10,6	12,6
Légumineuses	16,2	13,6	15,6
Divers et non spécifié	3	3,4	3,1
Total	100,0	100,0	100,0

Les nouveaux bénéficiaires cultivent plus souvent du coton et un peu moins souvent les autres spéculations. Le coton sert souvent de porte d'entrée pour accéder au crédit puisque l'institution financière peut facilement le recouvrer au moment du paiement en bloc du produit.

4.4.5 Eloignement du point de service

Tableau 38 : Distance de la caisse d'affiliation et coût du déplacement des anciens et nouveaux bénéficiaires de l'échantillon (temps en minutes et cout du transport FCFA)

Distance de la caisse		Temps pour atteindre caisse (mn)	Cout du transport
Femmes	Anciens bénéficiaires	23,9	481,5
	Nouveaux bénéficiaires	32,2	762,5
	Total général	26,5	569,8
Hommes	Anciens bénéficiaires	27,6	608,2
	Nouveau bénéficiaires	45,7	786,4
	Total général	34,4	674,2

Les nouveaux bénéficiaires sont plus éloignés de leur point de service que les anciens (Tableau 38) : le cout moyen du transport pour y accéder est de 589 FCFA pour les anciens et 763 FCFA pour les nouveaux (différence significative au seuil de 10%).

Les bénéficiaires hommes sont plus nombreux que les femmes à être éloignés de leur caisse (34,4 et 26,5 minutes en moyenne respectivement) et les nouveaux bénéficiaires doivent en moyenne parcourir de plus grandes distances. Les bénéficiaires du PDA4 sont ceux qui doivent parcourir le plus de distances et dépensent en moyenne 834 FCFA pour rejoindre leur point de service, contre 745 FCFA pour ceux du PDA2 et 516 FCFA pour ceux du PDA7 (43, 20 et 31 minutes).

La majorité des bénéficiaires s'adressent au point de crédit auquel ils sont rattachés. Parfois ils ont sollicité du crédit avant que ce point de crédit ne soit créé et ont été rattachés à la caisse mère. Si cette caisse est plus proche du nouveau point de service, ils peuvent avoir décidé d'y rester affiliés. Néanmoins, le phénomène est marginal.

4.4.6 Accompagnement du crédit

Tableau 39 : Nombre moyen de visites d'appui-conseil par an chez les anciens et nouveaux bénéficiaires de crédit

Bénéficiaires	Femmes	Hommes	Total
Anciens	0,42	1,13	0,89
Nouveaux	0,23	0,85	0,67
Total	0,36	1,02	0,81

Les anciens bénéficiaires de crédit, femmes comme hommes, reçoivent plus de visites d'appui-conseil des institutions comme le CARDER. Ils sont membres de plus d'associations, mais cette différence concerne surtout les associations à but social et peu les associations à but professionnels ou celles d'entraide par le travail.

4.4.7 Nature et objectifs des crédits reçus par les anciens et nouveaux bénéficiaires

Tableau 40 : Objectifs des crédits demandés par les anciens et nouveaux bénéficiaires en 2017 (% bénéficiaires de l'échantillon)

Bénéficiaires	Crédit agricole	Crédit transformation	Crédit commercial	Tous crédits
Anciens	87,2	1,7	11,1	100,0
Nouveaux	92,7	0,6	6,7	100,0
Tous	89,5	1,3	9,3	100,0

Les anciens bénéficiaires prennent légèrement plus fréquemment des crédits destinés au commerce et à la transformation alors que les nouveaux prennent essentiellement du crédit pour l'agriculture.

Tableau 41 : Spéculations financées par les crédits agricoles des anciens et nouveaux bénéficiaires en 2017 (% bénéficiaires de l'échantillon)

Bénéficiaires	Crédit coton	Crédit maïs	Autres vivriers	Maraichage
Anciens	28,4	43,6	20,6	7,3
Nouveaux	23,2	50,3	18,7	7,7
Tous	26,3	46,4	19,8	7,5

Parmi les crédits agricoles, le crédit est surtout demandé pour le maïs, suivi du coton. Le coton est parfois utilisé comme garantie du crédit mais cela ne se produit que dans un cas sur quatre et plutôt moins souvent chez les nouveaux bénéficiaires que chez les anciens.

Le crédit obtenu via un groupe constitue aussi une forme de garantie. Aussi une hypothèse était-elle que le crédit de groupe concerne plus souvent les nouveaux bénéficiaires (Tableau 42).

Tableau 42 : Nature individuelle ou collective du crédit reçu par les hommes et les femmes selon l'ancienneté de leur accès au crédit (% bénéficiaires de l'échantillon)

Nature du crédit	Via un groupe	Femmes		Via un groupe	Hommes	
		Individuel	Les deux		Individuel	Les deux
Anciens	19,1	80,9	100,0	12,1	87,9	100,0
Nouveaux	32,9	67,1	100,0	14,7	85,3	100,0
Total	23,7	76,3	100,0	13,0	87,0	100,0

Chez les hommes, la part des bénéficiaires recevant du crédit via un groupe est semblable que ceux-ci soient de nouveaux ou des anciens bénéficiaires (14,7 et 12,1%). Les femmes nouvelles bénéficiaires ont par contre plus fréquemment accès à ce crédit via un groupe que les anciennes (32,9 et 19,1%).

Tableau 43 : Montant du crédit obtenu en 2017 via un groupe ou en individuel par les anciens et les nouveaux bénéficiaires (FCFA)

Montant 2017	Via un groupe	Individuel	Total
Anciens	189 600,0	492 803,1	448 951,4
Nouveaux	158 370,4	297 968,1	269 414,0
Total	176 000,0	427 233,7	385 585,3

Les montants reçus via un groupe sont plus faibles que ceux reçus par des individuels et diffèrent assez peu selon l'ancienneté (189 600 et 158 370 FCFA). En revanche, les crédits individuels sont plus élevés chez les anciens bénéficiaires (492 803 FCFA par bénéficiaire en moyenne contre 297 968 FCFA chez les nouveaux).

Les montants octroyés aux nouveaux bénéficiaires sont inférieurs à ceux des anciens bénéficiaires et, dans les pôles 2 et 4, inférieurs aux montants octroyés en 2012 et 2013 à ces derniers (Figure 11).

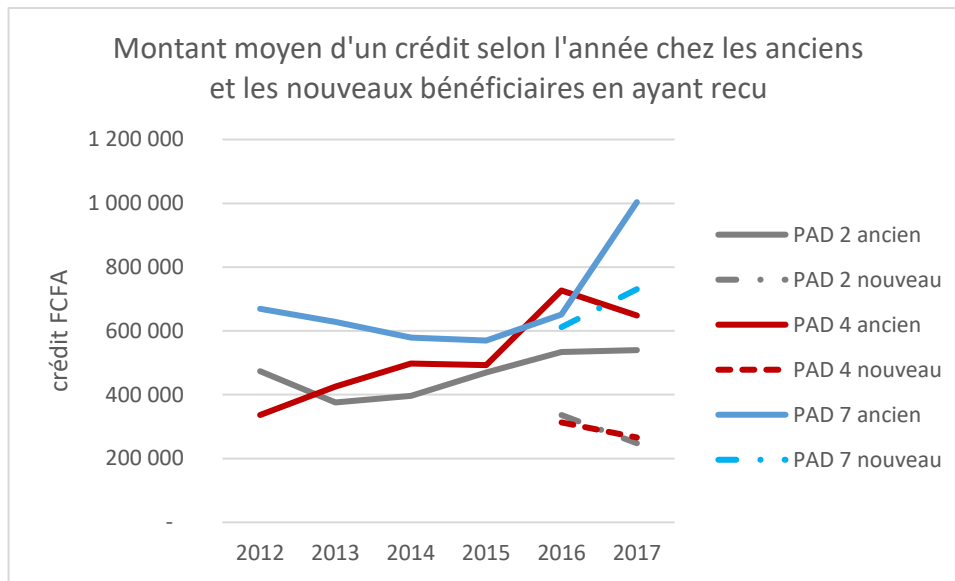


Figure 11 : Montant moyen d'un crédit obtenu par les anciens et les nouveaux bénéficiaires selon l'année

Les montants moyens octroyés aux anciens bénéficiaires augmentent d'année en année, la tendance à la hausse étant plus marquée dans le pôle 4.

Tableau 44 : Bénéficiaires détournant ou étendant l'objet de leur crédit (% bénéficiaires)

Détournement d'objet	%
Anciens	19,4
Nouveaux	20,2
Total général	19,7

Les nouveaux bénéficiaires ne pratiquent pas plus fréquemment l'extension ou le détournement d'objet de leur crédit que les anciens.

4.4.8 Conclusions

Il n'est pas probable que les anciens et nouveaux bénéficiaires soient issus de populations initiales différentes. Certes, ils présentent des caractéristiques distinctes en ce qui concerne leur niveau d'éducation, leur âge et leur double-activité ainsi que leur éloignement des points de service, ce qui s'explique par une plus forte pénétration du réseau FECECAM dans la population « normale » de producteurs. En conséquence, les montants de crédit alloués sont plus faibles, comme les anciens bénéficiaires il y a 6 ans ou précédemment. Néanmoins aucune variable ne ressort qui permette de remettre en cause l'appartenance à une même population et donc l'usage de méthodes d'appariement basées sur des scores de propension se justifie. L'appariement permettra d'éliminer les petites différences en

constituant des paires similaires pour ce qui est des niveaux de scolarisation, tailles d'exploitation, actifs familiaux et éloignement des caisses. Ces variables seront en effet utilisées pour calculer les scores de propension et appairer les membres des deux groupes (cf. chap. 5).

4.5. Satisfaction des bénéficiaires vis-à-vis des modalités du crédit

4.5.1 Sources de crédit mobilisées par les bénéficiaires et pouvant être comparées aux prestations de la FECECAM

La question ici a été posée à propos des crédits destinés à des activités productives et non des autres types de crédit tels que les crédits à l'éducation, à la consommation, les crédits d'urgence, etc.

Tableau 45 : Sources de crédit productif/agricole sollicitées par les bénéficiaires enquêtés selon les pôles (% réponses)

Institution	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Tous pôles
CLCAM	91,8	87,0	84,4	87,7
PADME	3,2	3,9	1,8	3,0
PAPME	0,4	0,0	0,0	0,1
CREP	0,0	0,0	0,4	0,1
Sian'Son	1,4	0,7	0,0	0,7
CAVECA	0,0	1,1	3,5	1,5
Vital Finance	0,4	0,0	0,7	0,4
FINADEV	0,0	0,0	0,4	0,1
BETHESDA	1,1	1,4	1,1	1,2
ALIDE	0,0	0,0	3,9	1,3
ASMAB	0,0	0,0	0,7	0,2
ASF	0,0	0,7	0,0	0,2
Acheteurs de produits agricoles	0,4	0,0	0,0	0,1
Fournisseurs d'intrants	0,4	0,0	0,0	0,1
Parents/Amis	0,4	0,4	0,0	0,2
Tontine /Avance sur tontine	0,0	0,7	0,0	0,2
Usuriers	0,0	0,0	1,4	0,5
Autre IMF	0,7	4,2	1,8	2,2
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

La CLCAM domine mais la tendance à se tourner aussi vers d'autres institutions augment quand on passe du Nord vers le Sud. Les organisations les plus citées sont PADME, ALIDE et CAVECA. Les producteurs de coton ne citent pas souvent les distributeurs d'intrant ou les acheteurs du coton graine comme fournisseur de crédit (intrants). Les producteurs du Sud font parfois appel aux usuriers, et ceux du Nord et du Centre, aux alliés et

tontiniers. Les enquêtés ont rarement fait cas des prêts des parents probablement parce que ceux-ci sont importants pour les cas d'urgence familiale et moins pour le financement d'activités agricoles.

4.5.2 Evaluation des prestations de la FECECAM par les bénéficiaires

La satisfaction vis-à-vis du crédit a été évaluée par rapport au calendrier de remboursement, au montant accordé, au taux d'intérêt, aux frais de dossier, aux exigences en matière de caution ou avaliseur, aux garanties et au délai entre demande et réception (Tableau 46). Les critères sont notés de 0 à 10.

Tableau 46 : Notes moyennes de satisfaction vis-à-vis des attributs du crédit CLCAM attribués par les bénéficiaires de l'échantillon (0 à 10)

Attributs	Crédit CLCAM				
	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Tous Pôles	Toutes IMF
Echéancier	8,2	8,5	7,2	8,0	7,9
Montant	7,8	7,5	6,8	7,4	7,4
Intérêt	6,5	6,4	6,2	6,4	6,5
Frais de dossiers	6,3	6,5	6,2	6,3	6,4
Cautions	6,9	7,0	6,8	6,9	6,9
Garanties	6,9	6,9	6,9	6,9	7,0
Rapidité de déblocage	6,7	7,1	6,4	6,8	6,8

Les bénéficiaires sont en moyenne assez satisfaits des échéanciers des crédits proposés et des montants octroyés et passablement satisfaits des frais de dossiers et des taux d'intérêt. Les délais de déblocage sont acceptables. Les bénéficiaires des pôles 2 et 4 attribuent des notes supérieures à ceux du pôle 7.

La CLCAM est la source largement dominante de crédit, néanmoins quelques bénéficiaires prennent ou ont obtenu du crédit d'autres sources, ce qui permet également de comparer, à titre indicatif vu le faible nombre de répondants, les notes de satisfaction attribuées aux différentes institutions pour chaque attribut du crédit. LA CLCAM tranche peu vis-à-vis de ses concurrents :

- En matière d'échéancier, les alliés et les acheteurs de produits agricoles font preuve de plus de flexibilité ; parmi les IMF, seule Bethesda est mieux notée (8,6).
- Pour les montants, les alliés et les acheteurs de produits agricoles sont mieux notés et parmi les IMFs, PAPME, CREP, Vital Finance, BETHESDA et CAVECA.
- Pour les taux d'intérêt, les acheteurs de produits agricoles sont mieux notés (!?) mais aussi PAPME, PADME, Sian'Son, CREP, CAVECA, ALIDE, ASFs et BETHESDA.

- Les frais de dossiers seraient plus intéressants chez PADME, PAPME, CREP, BETHESDA, ASFs et CAVECA.
- Tontiniers, acheteurs de produits, alliés et usuriers ne réclament pas de cautions.
- Quant aux délais de déblocage, ils seraient plus courts chez PADME et PAPME, CREP et BETHESDA et chez les acheteurs de produits agricoles et les usuriers.

4.6. Conclusions

Près de 48 000 bénéficiaires individuels et les membres de 3000 groupements ayant bénéficié d'au moins un crédit agricole depuis 2012 sont décrits dans cette enquête au travers d'un échantillon de 750 bénéficiaires de crédit. Leur implication en agriculture domine au Nord et diminue en descendant vers le Sud où les activités para-agricoles sont plus développées. Tailles d'exploitation et tailles de ménage évoluent selon les mêmes gradients. Les bénéficiaires ont en moyenne 19 ans d'expérience dans le secteur d'activités pour lequel ils sollicitent du crédit. Le nombre moyen d'années de scolarisation est faible à nul, seuls les bénéficiaires du sud sont nombreux à avoir terminé le cycle primaire. Les bénéficiaires ont été formés à leurs activités en famille et lors de migrations de travail de longue durée, agricoles pour les hommes et urbaines pour les femmes. De plus, chez les anciens bénéficiaires ayant obtenu leur premier crédit avant 2016, l'apprentissage d'un métier artisanal a été fréquent. Beaucoup ne l'exercent plus. Les bénéficiaires représentent la diversité socio-ethnique des trois pôles de développement.

D'autres personnes vivant dans le ménage / exploitation familiale d'un bénéficiaire développent des activités productives pour leur propre compte. 28% d'entre elles prennent du crédit auprès d'institutions financières. En revanche, le partage de crédit des bénéficiaires de crédit FECECAM avec ces membres actifs est rare.

La structure des revenus des unités de production du Nord et du Centre est assez similaire avec une place importante accordée à l'agriculture, en particulier au maïs, au coton et au soja ; les deux premières spéculations sont les principales bénéficiaires de crédit. Parfois la culture annuelle financée a permis l'installation d'une plantation. Les unités de production du Sud sont beaucoup plus diversifiées avec bon nombre de cultures spéciales (ananas ; patate douce et piment ; tomates-oignons ; etc.) et de transformations diversifiées destinées aux marchés urbains. Les montants de crédit tournent autour de 500 000 FCFA par an chez les bénéficiaires du Nord et du Centre et sont nettement plus élevés au Sud. La plupart des unités n'obtiennent pas de crédit chaque année, mais de façon discontinue. Le détournement d'objet

du crédit est fréquent surtout au Nord mais est en réalité souvent une extension d'objet. Le dossier de demande du crédit simplifie le projet réel du demandeur ou celui-ci s'ajuste au contexte variable en agriculture et finance plusieurs activités au-delà de celle mentionnée dans le dossier.

Les bénéficiaires de crédit FECECAM ne sollicitent pas fréquemment d'autres institutions financières (5% de poly-appartenance avec un léger gradient Nord Sud). La première concurrente de la FECECAM est le PADME. Les notes moyennes de satisfaction varient entre 8,0 sur 10 pour l'échéancier et 6,3 pour les frais de dossier et pour les intérêts. Les concurrents n'obtiennent pas de meilleures notes.

Les nouveaux bénéficiaires sont bien évidemment plus jeunes que les anciens mais se distinguent surtout par un taux de scolarisation et d'apprentissage plus bas, une orientation plus agricole, des superficies et accès à la main d'œuvre salariée plus faibles, et un plus grand éloignement vis-à-vis des points de service FECECAM. Tout ceci suggère un taux de pénétration supérieur du milieu rural. Néanmoins, rien n'indique que les anciens et nouveaux bénéficiaires proviennent de populations différentes.



Les jeunes bénéficient rarement du crédit agricole et travaillent le plus souvent pour le chef de ménage tout en développant progressivement quelques activités autonomes

5. Effets du crédit

Les effets du crédit sont abordés en prenant en compte l'évaluation subjective qu'en font les bénéficiaires d'une part et les différences entre niveaux de variables d'impact attribuables au crédit (après appariement) d'autre part.

5.1. Perception de l'impact global du crédit sur les conditions de vie

Les bénéficiaires ont évalué les effets du crédit sur leur conditions de vie en les notant sur une échelle de Lickert (Tableau 47).

Tableau 47 : Evaluation par les bénéficiaires de l'impact global du crédit sur leurs conditions de vie (% bénéficiaires)

Echelle	PDA2	PDA4	PDA7	Total
Très négatif	0,0	0,4	0,0	0,1
Négatif	1,9	2,4	1,3	1,9
Aucun effet	6,6	12,7	16,8	11,9
Positif	72,0	67,8	75,6	71,8
Très positif	19,5	16,7	6,3	14,3
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

La grande majorité des bénéficiaires évalue positivement les effets du crédit et les perceptions négatives sont rares : 71,8% des bénéficiaires ont fait une évaluation positive et 14,3% très positives. Les perceptions tendent à être plus positives au Nord qu'au Sud : 19,5% des bénéficiaires évaluent les effets comme très positifs dans le pôle 2, 16,7% dans le pôle 4 et 6,3% dans le pôle 7.

5.2. Effets du crédit sur les revenus

5.2.1 Effets observés du crédit sur le revenu agricole

Le revenu des activités agricoles a été calculé en prenant en compte les valeurs des ventes et des produits autoconsommés, utilisés comme semence ou matière première sur l'exploitation ou donnés et en retranchant les charges variables (intrants, prestations, main d'œuvre rémunérée). Les revenus des anciens et nouveaux bénéficiaires sont alors comparés (Tableau 48).

Tableau 48 : Revenus agricoles des anciens et nouveaux bénéficiaires enquêtés selon les pôles (FCFA)

	Anciens (1)	Nouveaux (2)	Ecart relatif ¹⁴ (%)	Différence ¹⁵
Pôle 2	1 774 972,3	1 296 269,1	36,9	0,007 sig
Pôle 4	1 702 913,4	857 387,2	98,6	0,017 sig
Pôle 7	2 407 867,2	2 379 922,8	1,2	0,97 ns
Total	1 965 239,9	1 320 162,8	48,9	0,014 sig

Le revenu tiré de l'agriculture de ceux qui la pratiquent est donc supérieur chez les anciens bénéficiaires. Ces écarts relatifs¹² sont particulièrement importants (+99%) et significatifs dans le pôle 4 et le pôle 2 (+37%). Cet effet est d'autant plus plausible qu'il est corroboré par l'évaluation des bénéficiaires.

Les anciens bénéficiaires cultivent en moyenne 8,9 ha contre 6,5 ha pour les nouveaux (différence de +36,9% très significative) (Tableau 49) et ils utilisent plus d'intrants (différence de +51,5% significative) (Tableau 50) et de main d'œuvre (différence de + 71,9% très significative) (Tableau 51), ce qui résulte en un revenu agricole significativement supérieur. Ces facteurs explicatifs diffèrent cependant selon les pôles.

Tableau 49 : Superficies cultivées des anciens et nouveaux bénéficiaires selon les pôles (ha)

	Anciens	Nouveaux	Ecart relatif (%)	Différence
Pôle 2	12,4	8,0	55,0	0,005 hs
Pôle 4	10,2	6,0	70,0	0,002 hs
Pôle 7	4,	4,4	-9,1	0,656 ns
Total	8,9	6,5	36,9	0,004 hs

Les anciens bénéficiaires de crédit cultivent nettement plus que les nouveaux au Nord et au Centre où la terre est plus disponible (Tableau 50). L'enquête montre ainsi que le crédit y contribue à l'extension des superficies cultivées en permettant de financer des intrants et de la main d'œuvre. Au Sud où la terre est rare et chère, cet effet ne s'exprime pas. Nous montrerons plus loin dans l'analyse des biens durables des exploitants que certains des anciens bénéficiaires ont aussi investi dans l'achat de terre.

¹⁴ Ecart relatif : $(1-2)/2$ ou (1) = Anciens et (2) = Nouveaux

¹⁵ Les différences sont significatives au seuil de 5% (sig) ; ou 1% (hs) ou non significative (ns). Ces abréviations sont utilisées dans tous les tableaux de comparaison de moyennes.

Tableau 50 : Intrants et prestations agricoles utilisés par les anciens et nouveaux bénéficiaires selon les pôles (FCFA)

Pôle	Anciens	Nouveaux	Ecart relatif (%)	Différence
Pôle 2	645 609	446 936	44,5	0,032 sig
Pôle 4	313 858	240 478	30,5	0,187 ns
Pôle 7	587 060	347 843	68,8	0,389 ns
Total	529 794	349 682	51,5	0,024 sig

Les dépenses d'intrants et de prestations mécanisées sont effectivement supérieures chez les anciens bénéficiaires de tous les pôles (+52%) même si la différence n'est statistiquement significative que dans le pôle 2 (Tableau 50). Dans les autres pôles, la différence serait probablement significative avec un échantillon plus grand, la direction des différences est toujours en faveur des anciens bénéficiaires. Les bénéficiaires du pôle 4 utilisent moins d'intrants que ceux du pôle 2, ce qui peut être attribué à la plus faible importance du coton dans ce pôle. Ils utilisent des herbicides et des quantités réduites d'engrais minéraux.

L'accroissement du revenu agricole peut aussi avoir été obtenu en utilisant plus de travail rémunéré (Tableau 51).

Tableau 51 : Main d'œuvre rémunérée utilisée par les anciens et nouveaux bénéficiaires selon les pôles (FCFA)

Pôle	Anciens	Nouveaux	Ecart relatif (%)	Différence
Pôle 2	114 514,8	103 341,9	10,8	0,032 sig
Pôle 4	230 310,2	91 920,1	150,6	0,003 hs
Pôle 7	385 886,3	326 488,6	18,2	0,649 ns
Total	238 179,1	138 580,8	71,9	0,008 hs

Les anciens bénéficiaires du pôle 4 utilisent le crédit pour employer beaucoup plus de main d'œuvre rémunérée que les nouveaux (+151%, effet hautement significatif). A défaut d'intrants, la croissance de la production y passe par plus de travail. Les exploitations cultivant de l'igname sont connues pour employer des saisonniers quand elles le peuvent. Les anciens bénéficiaires du pôle 2 utilisent seulement un peu plus de main d'œuvre que les nouveaux (+11%), mais l'effet est suffisant pour être statistiquement significatif. L'effet dans le pôle 7 est une augmentation de +18% mais qui n'est pas statistiquement significative.

Au total, les anciens bénéficiaires dépensent en moyenne pour intrants et main d'œuvre 767 973 FCFA chez les anciens contre 488 263 FCFA chez les nouveaux

bénéficiaires. On peut donc de façon plausible s'attendre à un effet spécifique sur les revenus agricoles des bénéficiaires qui soit attribuable au crédit (après appariement).

5.2.2 Perceptions des bénéficiaires concernant les effets du crédit sur leurs revenus

Les bénéficiaires ont aussi noté les effets du crédit sur leurs revenus monétaires sur une échelle de 1 à 5. Les notations sont similaires à celles de l'impact global (Tableau 52).

Tableau 52 : Evaluation par les bénéficiaires de l'impact du crédit sur leurs revenus (% réponses)

Echelle	PDA2	PDA4	PDA7	Total
Très négatif	0,4	0,0	0,4	0,3
Négatif	2,0	0,4	0,8	1,1
Aucun effet	7,8	15,2	12,7	11,8
Positif	66,4	66,3	80,9	71,0
Très positif	23,4	18,1	5,1	15,8
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Les perceptions sont très largement positives à très positives, avec un gradient croissant sud-nord de perceptions très positives.

5.2.3 Effets sur les revenus agricoles attribuables au crédit

Les effets qui suivent sont ceux calculés après appariement. En comparant des paires d'anciens et de nouveaux bénéficiaires, il est justifié d'attribuer la différence entre ancien et son nouveau bénéficiaire apparié au « traitement », à savoir au fait d'avoir eu accès au crédit avant 2016 (ATET). Si tous les nouveaux bénéficiaires avaient pu avoir accès au traitement avant 2016, le revenu moyen de l'ensemble de l'échantillon se serait aussi modifié d'une valeur qui est l'ATE (Tableau 53).

Tableau 53 : Effets du crédit obtenu avant 2016 sur les revenus agricoles des anciens bénéficiaires et sur les revenus de l'ensemble des bénéficiaires de crédit selon le genre et la localisation des bénéficiaires

	Valeur de ATET	Différence	Valeur de ATE	Différence
Tous bénéficiaires	131 300	0,000 hs	56 600	0,011 sig
- dont femmes	-341 000	0,000 hs	-315 200	0,000 hs
- dont hommes	753 400	0,000 hs	745 500	0,000 hs
PDA 2	124 400	0,000 hs	268 900	0,000 hs
PDA 4	412 700	0,000 hs	501 300	0,000 hs
PDA 7	- 2 605 700	0,000 hs	- 2 894 800	0,000 hs

Nous pouvons attribuer au crédit obtenu avant 2016 par les anciens bénéficiaires une augmentation de leur revenu agricole annuel d'une valeur de 131 300 F. Cet effet devient substantiel si les hommes seuls sont considérés (+753 000 FCFA attribuable au crédit chez les anciens bénéficiaires). Si tout le monde avait eu accès au crédit plus tôt, chacun aurait amélioré en moyenne son revenu agricole de 56 600 F, et au moins quatre fois plus si le PDA 7 est exclu.

Chez les femmes en revanche, l'effet est négatif. Quand les femmes améliorent leur situation avec le crédit, elles se désengagent de l'agriculture, réduisent les superficies cultivées et s'engagent dans le commerce et les transformations qui nécessitent un capital initial (cf. plus bas).

Les effets varient aussi d'un pôle à l'autre. Ils sont élevés dans le pôle 4 qui durant une bonne partie de la période considérée ne produisait plus beaucoup de coton et n'avait donc pas accès au crédit sur intrants (et difficilement aux intrants). Le crédit a permis d'améliorer le revenu agricole des anciens bénéficiaires de ce pôle de 412 700 FCFA et si tous avaient pu bénéficier du crédit précoce, le revenu agricole moyen se serait amélioré de 501 300 FCFA. Les effets sont modérés mais significatifs dans le pôle 2 : les anciens bénéficiaires peuvent imputer à ce crédit (qui vient en sus de leur crédit intrants coton) une amélioration de 124 400 FCFA et si tous avaient pu en bénéficier, leur revenu agricole aujourd'hui serait supérieur de 268 900 F. Les effets du crédit dans le pôle 7 au Sud sont négatifs pour le seul revenu agricole. L'année 2017 a été très mauvaise pour certains producteurs, comme les producteurs de tomates par exemple, qui ont des revenus très négatifs. Certains gros investisseurs ont subi des pertes qui se chiffrent en millions. Or ils sont inégalement répartis entre anciens et nouveaux bénéficiaires. Notons que l'ampleur de ces pertes pèse sur l'effet du crédit de toute la population des trois pôles.

5.2.4 Effets sur les superficies cultivées attribuables au crédit

Tableau 54 : Effets du crédit obtenu avant 2016 sur les superficies cultivées des anciens bénéficiaires et de l'ensemble des bénéficiaires de crédit (ha)

	Valeur de ATET	Différence	Valeur de ATE	Différence
Tous bénéficiaires	1,59	0,000 hs	1,39	0,000 hs
- dont femmes	-6,93	0,000 hs	-4,68	0,000 hs
- dont hommes	3,26	0,000 hs	1,97	0,000 hs
PDA 2	-2,11	0,000 hs	-0,76	0,000 hs
PDA 4	2,74	0,000 hs	1,65	0,000 hs
PDA 7	0,76	0,000 hs	0,18	0,320 ns

Le crédit obtenu avant 2016 a permis aux anciens bénéficiaires d'accroître les superficies emblavées de 1,6 ha (Tableau 54). Cet effet est différencié selon le genre, et les hommes anciens bénéficiaires ont ainsi accru leurs superficies cultivées de 3,3 ha tandis que les femmes réduisent leurs superficies et tendent à se désengager de l'agriculture. Ces effets se différencient selon les pôles. L'effet est très sensible dans le pôle 4 où la terre est plus souvent disponible (+2,74 ha) et modéré dans le pôle 7 (+0,76ha), où il s'agit en partie de cultures spéciales à haute intensité. Dans le pôle 2, où la pression sur la terre devient élevée, le crédit a permis de réduire les superficies cultivées, sur lesquelles plus d'intrants ont été appliquées (intensification).

Si tous les bénéficiaires avaient obtenu du crédit avant 2016, ils auraient cultivé en moyenne 1,4 ha de plus cette année, là encore avec une différenciation des effets selon le sexe et la localisation.

5.2.5 Effets observés du crédit sur le changement technologique et la productivité des facteurs en agriculture

Le crédit permet-il de mieux utiliser les facteurs de production, terre et capital, en incitant à un changement technologique et en permettant une amélioration des performances des bénéficiaires ? C'est la question à laquelle le Tableau 55 veut apporter des réponses.

Tableau 55 : Résultats économiques des anciens et nouveaux bénéficiaires de l'échantillon ramenés à l'unité de surface (FCFA/ha)

	Anciens	Nouveaux	Ecart relatif (%)	Différence
Produit brut/ha	752 937	411 579	82,9	0,053 ns
Charges d'intrants/ha	162 292	79 647	103,8	0,11 ns
Charges de main d'œuvre/ha	86 179	46 585	85,0	0,206 ns
Marge nette/ha	490 222	281067	74,4	0,067 ns

Les anciens bénéficiaires ont une productivité monétaire et un revenu (marge nette) à l'hectare de 83% et 74% supérieurs aux nouveaux (significatives au seuil de 10%), du fait d'une plus grande utilisation d'intrants et de main d'œuvre (+104 et +83%). Cela représente une intensification appréciable de l'utilisation des terres.

Tableau 56 : Résultats économiques des anciens et nouveaux bénéficiaires de l'échantillon ramenés à l'unité de dépense et à l'équivalent adulte (FCFA/FCFA et FCFA/eqa)

	Anciens	Nouveaux	Ecart relatif %	Différence
PB par unité de charges d'intrants et main d'œuvre	7,46	8,02	-7,0	0,818 ns
Marge nette/ travailleur (eqa)	1 495 078	1 002 789	49,1	0,097 ns

L'efficacité des dépenses en intrants et de la main d'œuvre n'est pas améliorée chez les anciens bénéficiaires : un franc de dépenses en intrants et main d'œuvre permet d'obtenir un produit d'une valeur de 7,5 à 8 francs qui ne varie pas entre nouveaux et anciens bénéficiaires (Tableau 56). En revanche, la marge nette ramenée à l'actif familial (en équivalent adulte) est supérieure chez les anciens bénéficiaires (différence significative au seuil de 10%) : les anciens bénéficiaires tirent de leur activité agricole un revenu du travail supérieur de 49% à celui des nouveaux bénéficiaires mais l'effet n'est significatif qu'à 10%.

Pour évaluer la plausibilité de l'attribution de ces effets au crédit, la perception des bénéficiaires de l'effet du crédit sur le changement technologique est analysée (Tableau 57).

Tableau 57 : Evaluation par les bénéficiaires de l'effet du crédit sur les changements technologiques (% bénéficiaires de l'échantillon)

Pôle	Anciens bénéficiaires	Nouveaux bénéficiaires	Les deux
PDA 2	37	30	35
PDA 4	15	14	15
PDA 7	25	11	23
Tous	27	21	25

Des effets du crédit sur l'adoption de technologies performantes sont perçus par 25% des bénéficiaires et plus sensibles au Nord où 35% des bénéficiaires les évoquent. La plupart citent l'utilisation d'intrants – et sans sous-dosage -, certains, l'utilisation de tracteur pour le labour et l'utilisation de la culture attelée, l'utilisation d'un dispositif d'irrigation ou d'arrosage, d'un triporteur, etc. D'autres enfin évoquent la capacité à respecter le calendrier agricole, l'adoption de techniques d'intensification de la production de riz (SRI).

Les cultivateurs du pôle 4 mettent leur crédit dans la main d'œuvre plutôt que dans des intrants et équipements, puisqu'ils n'y ont pas accès pour leurs spéculations. Cela rejaillit sur leurs perceptions puisque 15% seulement estiment que le crédit affecte le changement technologique, sans différence entre anciens et nouveaux.

Au Sud, les anciens bénéficiaires sont plus nombreux à voir un effet du crédit sur leurs technologies (25%). Ils utilisent en effet des équipements d'arrosage et d'irrigation et des intrants pour leurs cultures spéciales.

Au total, ces évaluations subjectives ont leur pendant dans les performances mesurées. Les anciens bénéficiaires produisent plus et utilisent pour cela plus d'intrants et de main d'œuvre, ce qui résulte en une différence de revenu agricole significatif au seuil de 5% surtout dans les pôles 2 et 4. Mais le rapport d'efficacité entre produits et charges variables ne s'améliore pas chez les anciens bénéficiaires, donc malgré une perception subjective d'un effet du crédit sur les technologies, cet effet n'améliore pas suffisamment l'efficacité des dépenses. Le crédit aurait certainement eu des effets sur l'efficacité d'un plus grand nombre de producteurs s'il avait été accompagné par des services de recherche agricole, d'appui-conseil et de vulgarisation et intégré dans des opérations de promotion de chaînes de valeur.

5.2.6 Effet du crédit sur les autres activités génératrices de revenu

Le crédit affecte aussi le revenu des autres activités des bénéficiaires : élevage (Tableau 58), commerce et transformation (Tableau 59) ou autres activités de prestations, artisanats, revenus de la migration (Tableau 60).

Tableau 58 : Revenu de l'élevage des anciens et nouveaux bénéficiaires (FCFA)

	Anciens	Nouveaux	Ecart relatif (%)
Effectifs d'éleveurs (%)	13,4	14,8	-9,5
Revenu moyen de l'élevage	408 288	139 073	193,6

L'élevage est souvent conduit comme une activité d'épargne sur pied¹⁶. Il n'est pas rare de rencontrer des élevages qui ont déstocké plus qu'ils n'ont produit dans une année pour faire face à des obligations et dont, au final, le revenu de l'activité est négatif. La pratique de l'élevage comme activité génératrice de revenu n'est pas plus fréquente chez les anciens que chez les nouveaux bénéficiaires (13,4 et 14,8%) mais le revenu des anciens bénéficiaires est nettement plus élevé que celui des nouveaux (+194%). Les anciens bénéficiaires détiennent aussi plus d'animaux (cf. plus bas) mais n'ont pas accès à plus d'innovations en élevage que

¹⁶ Il est probable que presque tous les bénéficiaires aient quelques têtes de volailles. Ces micro élevages n'ont pas été enregistrés dans le cadre de cette enquête.

les nouveaux bénéficiaires. Le crédit est rarement utilisé directement pour financer des activités d'élevage mais les revenus additionnels agricoles qu'il génère permettent d'améliorer cette forme d'épargne productive et d'en faire une activité générant un revenu .

Tableau 59 : Revenu du commerce ou des transformations des anciens et nouveaux bénéficiaires (FCFA)

	Anciens	Nouveaux	Ecart %
% bénéficiaires	33,7	25,8	+30,6
Revenu moyen	8 464 690	2 835 751	+198,5

30,9% des bénéficiaires conduisent des activités de commerce ou de transformation agro-alimentaire. Les anciens bénéficiaires sont plus nombreux à en embrasser (+31%) et les anciens bénéficiaires dégagent un bénéfice important et très supérieur à celui des nouveaux bénéficiaires (+199%). Il est assez probable que les bénéficiaires accroissent ou initient ce type d'activité grâce au crédit. Les femmes en particulier mais aussi les bénéficiaires du pôle 7 tendent à réduire ou abandonner l'agriculture au profit de ces activités quand elles ou ils disposent des capitaux requis.

Tableau 60 : Revenus d'autres activités des anciens et nouveaux bénéficiaires (FCFA)

Autres revenus	Anciens	Nouveaux	Ecart (%)
Revenu moyen	234 080	57 481	307,2

Les autres revenus sont issus de salaires, pensions, transferts de migrants, locations de terre et maisons, prestations mécanisées pour autrui dont ont été déduites les dépenses non imputables à un type d'activité comme certaines charges fixes, y compris les intérêts sur emprunt qui ont été comptabilisés ici. Le solde est significativement plus élevé chez les anciens bénéficiaires que chez les nouveaux (+307%).

5.3. Effet du crédit sur le revenu global des bénéficiaires

5.3.1 Effets observés du crédit sur le revenu global des bénéficiaires

Au total, bien que les revenus soient très variables d'un bénéficiaire à un autre, le revenu moyen des anciens bénéficiaires est plus élevé (+127%) que celui des nouveaux avec une différence significative au seuil de 1% (Tableau 61).

Tableau 61 : Revenus totaux des anciens et nouveaux bénéficiaires enquêtés selon les pôles (FCFA)

Pôle	Anciens	Nouveaux	Ecart (%)	Différence
Pôle 2	2 339 898	1 743 434	34,2	0,343 ns
Pôle 4	6 275 712	1 613 966	288,8	0,014 s
Pôle 7	4 404 965	2 657 906	65,7	0,348 ns
Total	4 168 847	1 836 470	127,0	0,006 hs

Bien que les revenus soient toujours supérieurs chez les anciens bénéficiaires dans chaque PDA, les différences ne sont pas significatives dans tous les PDA, et elles peuvent être l'effet ou être influencés par les effets cumulatives des petites différences dans les facteurs de production des anciens vis-à-vis les nouveaux bénéficiaires. Ces différences pouvant être trompeuses, l'analyse est reprise après appariement.

5.3.2 Effets sur le revenu global des bénéficiaires attribuables au crédit

Tableau 62 : Effets du crédit obtenu avant 2016 sur les revenus totaux des anciens bénéficiaires et de l'ensemble des bénéficiaires de crédit (FCFA)

	Valeur de ATET	Différence	Valeur de ATE	Différence
Tous bénéficiaires	2 036 700	0,000 hs	1 520 500	0,011 sig
- dont femmes	2 843 100	0,000 hs	2 171 400	0,000 hs
- dont hommes	1 917 300	0,000 hs	1 627 200	0,000 hs
PDA 2	750 200	0,000 hs	1 108 400	0,000 hs
PDA 4	2 857 700	0,000 hs	3 116 000	0,000 hs
PDA 7	-1 998 500	0,000 hs	-1 115 000	0,000 hs

Les effets sur le revenu attribuables au crédit obtenu avant 2016 sur les anciens bénéficiaires sont de l'ordre de deux millions et si tous les bénéficiaires avaient pu bénéficier précocement d'un crédit, leur revenu se serait amélioré de 1,5 millions (Tableau 62). Ces effets sont bien supérieurs à ceux enregistrés sur les revenus agricoles (Tableau 53), ce qui semble corroborer l'hypothèse d'un développement concomitant d'activités non agricoles. Les effets chez les femmes sont positifs et même supérieurs à ceux des hommes (alors que les effets sur le revenu agricole sont négatifs). Elles ont donc bien réduit leurs activités agricoles au profit d'activités non agricoles lucratives.

Les effets sur le revenu agricole ont des effets multiplicateurs sur le revenu total, qui est particulièrement amélioré dans le pôle 4. Là, l'effet sur le revenu des anciens bénéficiaires est estimé à 2,86 millions (ATET) et si tous les bénéficiaires avaient pu prendre du crédit plus

tôt, leur revenu actuel serait amélioré de 3,12 millions. Les effets dans le pôle 2 sont aussi positifs mais plus modérés. Dans le pôle 7, les effets sont négatifs, les effets agricoles négatifs (qui seraient en partie conjoncturels) ne sont donc pas compensés par ceux d'activités non agricoles. L'échantillon de ce pôle souffre aussi d'un faible effectif de nouveaux bénéficiaires, ce qui réduit la validité de la procédure d'appariement.

Tableau 63 : Revenu agricoles et revenus totaux dans la population des anciens et nouveaux bénéficiaires (FCFA)

	Anciens	Nouveaux	Ecart (%)	Différence
Nombre de cultivateurs	16 788	8 115		
Revenu agricole moyen	1 658 794	1 217 965	36,9	
Revenu total moyen	3 938 360	1 780 649	98,6	0,0059 hs

Sur l'ensemble de la population (après pondération de l'échantillon), le revenu agricole est de 1,66 millions pour les anciens et 1,22 millions pour les nouveaux bénéficiaires, soit une amélioration de 37% (significatif à 5%) (Tableau 63). L'effet du crédit sur le revenu des bénéficiaires est plus que le double quand le revenu total intégrant les activités non agricoles est pris en considération.

5.4. Effet du crédit sur l'accumulation de biens durables

Les effets sur l'accumulation de biens durables domestiques ou productifs sont moins souvent perçus que ceux sur le revenu. Une hypothèse forte est que les bénéficiaires de crédit accumulent des biens durables tant domestiques que productifs grâce aux améliorations de revenu que ce crédit a permis. Cet effet est atteint après des délais plus longs que l'effet sur les revenus, mais cet effet est plus stable car les améliorations sont moins fortement soumises aux variations conjoncturelles (mauvaises récoltes, chocs familiaux, etc.) même si les biens durables peuvent être en partie déstockés pour lisser les effets sur les revenus de ces chocs et stress.

5.4.1 Effets observés du crédit sur l'accumulation de biens durables

Les biens durables des anciens et des nouveaux bénéficiaires sont comparés dans le Tableau 64.

Tableau 64 : Biens durables détenus par les anciens et nouveaux bénéficiaires dans l'échantillon selon leur nature (FCFA)

Nature des biens durables	Anciens bénéficiaires	Nouveaux bénéficiaires	Ecart (%)	Différence
Valeur des terres	2 491 596	689 051	261,6	0,146 ns
Valeur des équipements d'irrigation	46 554	6 547	611,1	0,274 ns
Valeur des bâtiments productifs	28 068	25 584	9,7	0,903 ns
Valeurs des plantations	568 798	225 376	152,4	0,333 ns
Valeur des équipements agricoles	72 168	29 708	142,9	0,459 ns
Valeur des équipements de transformation	15 274	22 518	-32,2	0,521 ns
Valeur des équipements de transport	183 413	102 818	78,4	0,172 ns
Valeur des animaux	218 229	139 631	56,3	0,209 ns
Valeurs des autres biens durables	155 064	11 080	1299,5	0,235 ns
Total capitaux productifs	2 567 098	788 433	225,6	0,038 sig
Total capitaux domestiques	2 468 970	913 174	170,4	0,000 hs
Capitaux tous types	5 036 068	1 701 607	196,0	0,001 hs

Les anciens bénéficiaires ont deux fois plus de biens durables que les nouveaux, en particulier sous forme de terre et de plantations. Les différences entre détentions de biens tant productifs que domestiques, +225 et +170% sont significatives aux seuils de 5% et 1%. Les bénéficiaires améliorent leur habitat. En matière d'investissements productifs, les investissements fonciers et dans les plantations et, dans une moindre mesure, dans les animaux, différencient les anciens de nouveaux bénéficiaires mais ces différences ne sont pas significatives statistiquement.

Les bénéficiaires ont été interrogés sur les investissements qu'ils ont réalisés grâce au crédit sur les années passées (Tableau 65).

Tableau 65 : Evaluation par les bénéficiaires des investissements productifs attribuables au crédit selon la nature de ces investissements (% bénéficiaires de l'échantillon)

Nature des investissements	PDA2	PDA4	PDA7	Total
Terre agricole	10,3	6,8	13,0	10,0
Irrigation	0,4	0,0	10,9	3,6
Bâtiments	3,4	2,4	1,3	2,4
Plantations	4,2	3,6	2,9	3,6
Equipement productif	3,8	1,2	1,7	2,3
Equipement de transport	27,2	12,0	8,8	16,2
Animaux	33,3	6,0	2,9	14,5

Dans le PDA2, des bénéficiaires assez nombreux ont investi dans le transport (27,2%), les animaux (33,3%) et dans une moindre mesure la mise en valeur de nouvelles terres (10,3%). Les bénéficiaires du Sud ont investi dans la terre et son aménagement pour l'irrigation (13% et 10,9%). Les bénéficiaires du Centre ont moins investi dans des biens productifs et plutôt dans les équipements de transport, ainsi que dans des biens domestiques (voir ci-dessous).

Les anciens bénéficiaires citent plus d'investissements réalisés grâce au crédit que les nouveaux (Tableau 66). Le nombre moyen d'investissements domestiques attribués au crédit est supérieur à celui des investissements productifs. 19,3% des bénéficiaires ont investi dans leur habitat sans variation d'un pôle à l'autre. L'amélioration de l'habitat demeure l'investissement le plus cité.

Tableau 66 : Anciens et nouveaux bénéficiaires ayant investi dans des investissements qu'ils attribuent au crédit selon la nature de ces investissements (% bénéficiaires)

Autres revenus	Anciens	Nouveaux	Différence
Nombre d'investissements productifs attribués au crédit	0,75	0,63	0,020 sig
Nombre d'investissements domestiques attribués au crédit	1,02	0,62	0,000 hs
% bénéficiaires ayant investi dans la terre	10,2	5,0	
% ayant investi dans l'irrigation	1,1	0,5	
% ayant investi dans des bâtiments productifs	2,5	2,6	
% ayant investi dans des plantations	3,7	4,7	
% ayant investi dans des équipements productifs	2,5	2,4	
% ayant investi dans des équipements de transport	18,8	15,5	
% ayant investi dans des élevages	18,9	15,8	
% ayant investi dans l'habitat	23,6	12,9	

Si les nouveaux bénéficiaires enregistrent un effet du crédit sur l'accumulation de capitaux, celui-ci est moins fréquent et porte sur des capitaux moins coûteux. Ainsi 23,6% des anciens bénéficiaires déclarent avoir investi dans leur habitat grâce au crédit contre 12,9% des nouveaux. Les anciens sont aussi plus nombreux à avoir investi dans la terre et l'irrigation tandis les nouveaux bénéficiaires investissent plutôt dans l'élevage et les moyens de transport.

5.4.2 Perceptions des effets du crédit sur l'accumulation de biens durables

Des investissements ont été réalisés et sont attribués au crédit par les bénéficiaires. Cette accumulation pourrait être partiellement attribuée à l'ancienneté dans le cycle

domestique mais les bénéficiaires reconnaissent l'effet du crédit sur cette accumulation (Tableau 67) et corroborent les résultats de l'analyse après appariement ci-après.

Tableau 67 : Evaluation des anciens et nouveaux bénéficiaires de l'effet du crédit sur l'accumulation de biens durables (% bénéficiaires de la population)

Type de bénéficiaires	Anciens bénéficiaires	Nouveaux bénéficiaires
Perçoivent un impact	56,6	40,4
Ne perçoivent pas d'impact	43,4	50,6
Total	100	100

Ainsi 56,6% des anciens bénéficiaires et 40,4% des nouveaux estiment percevoir un impact du crédit sur leur accumulation de biens durables. Cela laisse supposer que dès la première année d'obtention du crédit, les nouveaux bénéficiaires parviennent à s'approprier quelques biens durables, ou tout au moins qu'ils anticipent de le faire. Les effets sont perçus plus fréquemment par les hommes que par les femmes : 54,8% des hommes de la population de bénéficiaires contre 46,6% des femmes estiment avoir accumulé des biens durables (dans l'échantillon, 54,6% des femmes et 58,4% des hommes anciens bénéficiaires contre 37,5% des femmes et 46,7% des hommes nouveaux bénéficiaires). La capacité des femmes à accumuler est plus faible et semble aussi s'installer plus lentement que chez les hommes.

5.4.3 Effets attribuables au crédit avant 2016 sur l'accumulation de biens durables

En appariant, on peut encore une fois réduire les effets attribuables à des différences de position dans le cycle domestique, au genre, aux dotations initiales, etc. pour ne conserver que l'effet du crédit sur l'accumulation (Tableau 68).

Tableau 68 : Effets du crédit obtenu avant 2016 sur les capitaux des anciens bénéficiaires et de l'ensemble des bénéficiaires de crédit (FCFA)

	Valeur de ATET	Différence	Valeur de ATE	Différence
Tous bénéficiaires	720 800	0,000 hs	934 500	0,000 sig
- dont femmes ¹⁷	-55 970	0,000 hs	-72 700	0,555 ns
- dont hommes	856 400	0,000 hs	957 000	0,000 hs
PDA 2	660 200	0,000 hs	585 300	0,000 hs
PDA 4	2 808 200	0,000 hs	1 758 200	0,000 hs
PDA 7	202 900	0,453 ns	0,282 400	0,223 ns

Au total, nous pouvons attribuer au crédit précoce une amélioration de l'accumulation de capitaux des anciens bénéficiaires de 720 080 FCFA et, si tous les bénéficiaires de crédit

¹⁷ Ce résultat est affecté par un cas exceptionnel d'une exploitation hors norme.

avaient pu avoir du crédit plus tôt, ils détiendraient actuellement nettement plus de capitaux (+934 500 FCFA). L'effet est plus marqué chez les hommes. Les anciens bénéficiaires masculins ont amélioré leur détention de biens durables de 856 400 FCFA et si tous les bénéficiaires masculins avaient pu avoir du crédit plus tôt, ils auraient amélioré leurs capitaux de 957 000 FCFA. En revanche, les femmes n'accumulent pas de biens durables de façon statistiquement significative. Les difficultés structurelles d'accumulation de biens durables chez les femmes (qui n'héritent pas de terre, peuvent difficilement planter et ainsi disposer d'une épargne sur pied, ne construisent en général pas de maison) s'expriment ici. Les anciennes bénéficiaires n'ont pas systématiquement accumulé, voire ont légèrement déstocké. Une explication plausible est qu'elles mettent leurs avoirs dans du capital commercial et des matières premières à transformer, lesquels n'ont pas été comptabilisés, et dans la consommation familiale. Le nombre de femmes de l'échantillon est aussi réduit.

L'effet revenu plus élevé dans le pôle 4 que dans le pôle 2 se traduit par un effet également nettement plus élevé sur l'accumulation de biens durables. Les anciens bénéficiaires du pôle 4 peuvent attribuer au crédit une augmentation de leurs biens durables de 2,8 millions de FCFA contre un effet de 600 200 FCFA pour les anciens bénéficiaires du pôle 2. Dans le pôle 7, le crédit est sans effet significatif sur l'accumulation.

5.5 Effet du crédit sur l'emploi

L'effet du crédit agricole sur l'emploi est d'une grande importance, moins pour les exploitations elles-mêmes (ou la rémunération de la main-d'œuvre familiale et le revenu total sont plus pertinents et peuvent être atteint par des mesures très variées, comme cela a été démontré au chapitre 5.2) mais sur le plan macro-économique. Dans les conditions de sous-emploi qui prévalent dans la plupart des économies pauvres, une croissance des revenus des bénéficiaires avec création d'emploi est préférable à une croissance sans création d'emploi. De plus, l'équilibre entre travail familial et travail rémunéré donne des indications sur la pénurie de la main d'œuvre, sur les goulots d'étranglement de la croissance et les besoins en nouvelles technologies et sur la distribution des gains au sein des exploitations/ménages et avec le monde extérieur.

5.5.1 Effets observés du crédit sur la mobilisation des aides familiaux et de la main d'œuvre rémunérée

Tableau 69 : Bénéficiaires mobilisant des aides familiaux, des journaliers, des saisonniers et des permanents rémunérés selon l'ancienneté du crédit et le pôle (% bénéficiaires de l'échantillon)

Bénéficiaires	Main d'œuvre	PDA 2	PDA 4	PDA 7	Tous
Anciens	Aides familiaux	91,8	88,2	74,5	84,4
	Journaliers	77,2	73,9	83,9	78,6
	Saisonniers	18,7	29,8	20,8	22,9
	Permanents	1,8	6,8	9,9	6,3
Nouveaux	Aides familiaux	95,4	86,7	61,7	84,8
	Journaliers	85,1	75,6	80,9	80,4
	Saisonniers	8,0	20,0	17,0	14,7
	Permanents	2,3	1,1	12,8	4,0
Ecart (%)	Aides familiaux	1,0	1,2	2,0	1,2
	Journaliers	1,1	1,3	1,3	1,2
	Saisonniers	29,2	7,5	7,2	10,6
	Permanents	34,0	562,0	6,0	39,4

La main d'œuvre mobilisée diffère d'une zone à une autre : les producteurs du Sud utilisent moins d'aides familiaux et plus de salariés, y compris permanents et saisonniers. Les anciens bénéficiaires ont plus souvent recours aux saisonniers et permanents que les nouveaux (+11% et +39%). Dans le pôle 2, ils embauchent plus de saisonniers (+ 29%) que les nouveaux, et dans le pôle 4, on voit apparaître une embauche de permanents. Le tableau 51 avait mis en évidence plus haut une différence particulièrement importante des dépenses de main d'œuvre entre anciens et nouveaux bénéficiaires du pôle 4, attribuable à des changements dans leur système d'exploitation basé sur la main d'œuvre, et faible bien que significative (10%) dans le pôle 2. Dans le pôle 7, bien que les producteurs emploient beaucoup de main d'œuvre, l'effet du crédit ne permet pas de différencier anciens et nouveaux bénéficiaires ; nous avons déjà vu que certains producteurs de ce pôle ont des difficultés d'accumulation de biens durables et d'investissement.

Les résultats des analyses des variables d'emploi vont dans le même sens que les perceptions des bénéficiaires (Tableau 70).

5.5.2 Perceptions des bénéficiaires concernant les effets du crédit sur l'emploi

Tableau 70 : Evaluation par les bénéficiaires de l'effet du crédit sur l'emploi familial et rémunéré (% bénéficiaires de l'échantillon)

Effet sur l'emploi	PDA2	PDA4	PDA7	Total
Très négatif	0,4	0,4	0,0	0,3
Négatif	0,4	0,0	0,4	0,3
Aucun effet	30,6	45,8	50,0	41,9
Positif	55,8	44,2	47,5	49,3
Très positif	12,8	9,6	2,1	8,3
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Selon les enquêtés, le crédit contribue à la création d'emploi chez près des deux tiers des bénéficiaires. L'effet est un peu plus perçu au Nord qu'au Centre et surtout au Sud mais il est partout majoritairement positif.

Tableau 71 : Evaluation par les anciens et nouveaux bénéficiaires de l'effet du crédit sur l'emploi de main d'œuvre (% bénéficiaires de l'échantillon)

Effet main d'œuvre	Anciens bénéficiaires	Nouveaux bénéficiaires	Total
Très négatif	0,0	0,8	0,3
Négatif	0,2	0,4	0,3
Aucun effet	40,3	44,9	41,9
Positif	50,6	46,8	49,3
Très positif	8,9	7,2	8,3
Total général	100,0	100,0	100,0

L'effet du crédit sur la main d'œuvre est plus souvent perçu comme positif à très positif chez les anciens bénéficiaires.

Tableau 72 : Nombre d'emplois créés en moyenne par bénéficiaire ancien ou nouveau selon le statut du travailleur

Type d'emploi	Anciens	Nouveaux	Total
Aides familiaux	0,29	0,32	0,30
Journaliers	0,38	0,44	0,40
Saisonnier	0,16	0,07	0,13
Permanent	0,01	0,02	0,01
Toutes catégories	0,84	0,84	0,84

Les deux catégories de bénéficiaires créent de l'emploi grâce au crédit, plus souvent des emplois rémunérés que familiaux. Notons toutefois qu'il ne s'agit en général pas d'emploi à plein temps. Les anciens bénéficiaires utilisent plus de saisonniers et moins de journaliers que les nouveaux bénéficiaires.

5.5.3 Effets sur l'emploi attribuables au crédit obtenu avant 2016

Après appariement, les effets attribuables au crédit précoce (avant 2016) ont pu être dégagés (Tableau 73).

Tableau 73 : Effet du crédit obtenu avant 2016 sur la création d'emploi par les anciens bénéficiaires et par l'ensemble des bénéficiaires selon leur genre et selon le type d'emploi créé (% bénéficiaires)

	Valeur de ATET	Différence	Valeur de ATE	Différence
Création d'emplois salariés	5,9	0,000 hs	4,5	0,000 sig
.par les hommes	8,2	0,000 hs	3,0	0,000 hs
.par les femmes	7,2	0,000 hs	4,2	0,000 hs
Création d'emploi familial	3,2	0,000 hs	-2,6	0,555 ns
.par les hommes	11,2	0,000 hs	3,1	0,000 hs
.par les femmes	-4,0	0,000 hs	-6,4	0,223 ns
Nombre de saisonniers	3,1	0,8640 ns	-47,4	0,000 hs

Les effets de création d'emploi attribuable au crédit précoce obtenu avant 2016 sont modérés. La différence dans les parts d'exploitations ayant créé des emplois rémunérés attribuables à ce crédit est de 8,2% des hommes et de 7,2% des femmes. Les anciens bénéficiaires ont aussi employé plus fréquemment des actifs familiaux (+11,2% bénéficiaires), et les femmes, moins (-4,0%), ce qui peut s'expliquer par leur désengagement de l'agriculture et par leur capacité à employer des salariés.

Globalement, si tous les bénéficiaires avaient pu bénéficier de crédit avant 2016, 4,5% des exploitations auraient employé plus de main d'œuvre rémunérée et 2,6% auraient réduit le recours à la main d'œuvre familiale. Bien que la plupart des producteurs perçoivent que le crédit a un effet positif sur l'emploi, cela ne se traduit que par une augmentation modérée dans les faits.

Tableau 74 : Effet du crédit obtenu avant 2016 sur la création d'emploi par les anciens bénéficiaires et par l'ensemble des bénéficiaires selon le pôle (% bénéficiaires)

	Valeur de ATET	Différence	Valeur de ATE	Différence
Création d'emplois salariés	5,9	0,000 hs	4,5	0,000 hs
.PDA 2	-8,8	0,000 hs	-9,7	0,000 hs
.PDA 4	1,8	0,020 sig	4,5	0,000 hs
.PDA 7	3,5	0,000 hs	2,5	0,000 hs
Création d'emploi familial	3,2	0,000 hs	-2,6	0,555 ns
.PDA 2	-10,6	0,000 hs	-7,1	0,000 hs
.PDA 4	0,0	0,982 ns	5,9	0,000 hs
.PDA 7	-7,2	0,000 hs	-3,5	0,025 hs

Les effets de création d'emploi varient selon les pôles (Tableau 74). Les producteurs du pôle 2 ont plutôt réduit leur embauche de salariés et leur emploi d'actifs familiaux, une possible conséquence d'une plus grande utilisation d'équipements mécanisés (de travail du sol, de transport) et des herbicides. Des tendances intermédiaires s'observent dans le pôle 7 où les producteurs emploient un peu plus de main d'œuvre rémunérée et moins d'aides familiaux quand ils ont bénéficié du crédit avant 2016 (mécanisation de l'irrigation, du transport, réorientation vers des activités non agricoles). Seuls les producteurs du pôle 4 emploient plus de salariés et d'aides familiaux.

Si toute la population avait bénéficié de crédit avant 2016, 4,5% auraient employé plus de salariés, et 2,6% auraient réduit la mobilisation de main d'œuvre familiale. Les effets sur la part des exploitations embauchant des saisonniers seraient globalement négatifs. La part des exploitations réduisant leur embauche de main d'œuvre rémunérée serait de 10% dans le PDA2, tandis que la tendance serait à la hausse légère dans les autres pôles.

La faiblesse de ces effets du crédit sur l'emploi est à mettre en relation avec la rareté croissante de la main d'œuvre en milieu rural. Beaucoup d'enfants qui, il y a dix ans encore, auraient été des aides familiaux sont aujourd'hui scolarisés. La main d'œuvre rémunérée autrefois constituée de ces jeunes cherchant à gagner un revenu propre en plus des travaux effectués pour leur chef d'exploitation est de moins en moins disponible : 55% des nouveaux et 45% des anciens bénéficiaires ont estimé qu'il leur avait été difficile d'embaucher de la main d'œuvre rémunérée durant la campagne passée. 38% des bénéficiaires estiment que le crédit influence le marché de la main d'œuvre et en renforce la pénurie relative en facilitant l'embauche. 18% des bénéficiaires souffrent de pénurie de main d'œuvre.

Tableau 75 : Créations d'emplois attribuables au crédit obtenu avant 2016 chez les anciens bénéficiaires et chez tous les bénéficiaires s'ils avaient accédé au crédit avant 2016 (nombre d'emplois équivalent temps plein)

Effets du crédit sur l'emploi	Anciens bénéficiaires		Tous bénéficiaires	
	Emplois actuels	Emplois créés attribuables au fait d'avoir pris du crédit avant 2016	Effectifs actuels	Emplois créés si tous avaient pris du crédit avant 2016
Emplois familiaux	34 594	1 073	49 841	- 1 330
Emplois salariés	10 028	559	13 102	564
Total	44 622	1 631	62 943	- 766

Au total (Tableau 75), les 16 806 anciens bénéficiaires de ces 3 pôles peuvent imputer au crédit avant 2016 la création de 1 631 emplois en équivalents à plein temps (1073 aides familiaux et 559 rémunérés). Il semble que dans un premier temps, le crédit réduit la demande en travail familial dans un jeu à sommes nulles mais qu'ensuite l'expansion des activités permet à nouveau une création d'emploi.

5.5.4 Conclusions

Les effets du crédit sur la création d'emploi ne sont pas uniformes. L'accès au crédit permet en partie de substituer de la main d'œuvre salariée à de la main d'œuvre familiale, de développer des activités qui demandent moins de travail et d'utiliser des équipements en lieu et place du travail manuel. Il semble que le marché de travail n'est pas marqué par un surplus mais par une pénurie d'ouvriers. Peut-être cela reflète-t-il un décalage entre les aspirations des jeunes mieux scolarisés et l'offre en activités salariées basée sur du travail pénible et mal rémunéré. Si des recherches additionnelles devait confirmer cette pénurie relative, cela aurait des conséquences fortes sur les stratégies de développement agricoles et rurales.

5.6 Effet du crédit sur la sécurité alimentaire des ménages

5.6.1 Indicateurs de la faim et de l'insécurité alimentaire

Ne pas pouvoir maintenir une consommation alimentaire constante durant toute l'année et donc connaître une période de soudure saisonnière est une situation fréquente (Tableau 76).

Tableau 76 : Evaluation de la situation alimentaire de la campagne écoulée selon le pôle (% cuisines)

Situation alimentaire	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Pas de pénurie	33,9	46,2	59,0	47,3
Normale, chaque année il y a une période de soudure	38,6	37,4	32,9	36,1
Anormale, l'année passée a été une année anormale	27,5	16,5	8,1	16,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Plus de la moitié des cuisines estiment avoir connu une période de soudure durant la campagne passée. Leur fréquence augmente du Sud au Nord. Elles sont 27,5% au Nord à avoir vécu des situations de pénuries qu'elles jugent « anormales » et 38,6% une soudure « normale » contre 8,1% et 32,9% au Sud.

Tableau 77 : Evaluation finale de la situation alimentaire des cuisines des bénéficiaires

Situation alimentaire	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Satisfaisante en quantité et qualité	38,2	26,2	46,0	36,9
Satisfaisante en quantité mais pas en qualité	39,5	43,1	30,3	37,4
Peu satisfaisante en quantité et qualité	20,2	24,2	21,9	22,2
Insatisfaisante en quantité et qualité	1,3	6,5	1,5	3,1
Famine	0,4	0,0	0,0	0,1
Autre	0,4	0,0	0,4	0,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Néanmoins (Tableau 77), il s'agit rarement de famine ou de pénurie grave mais plutôt de situations insatisfaisantes en quantité comme en qualité (22,2%) ou en qualité seulement (37,4%).

Tableau 78 : Capacité à assurer l'autoconsommation (semaines d'abondance et de pénurie)

	Durée de la période d'abondance (semaines)	Durée de la période de pénurie (semaines)
Pôle 2	25,0	11,8
Pôle 4	22,7	8,7
Pôle 7	8,0	5,7
Total	18,0	8,5

Peu de bénéficiaires sont capables de couvrir les besoins de consommation alimentaire de leurs cuisines toute l'année. La durée de la période d'abondance après les récoltes s'étend en moyenne sur 25 semaines au Nord, 22,7 semaines au Centre et 8 semaines seulement au Sud. Les exploitations du Nord et du Centre visent souvent l'autosuffisance, mais avec une saison des pluies, n'y parviennent pas. Une partie des exploitations du Sud ne produit pas du tout pour l'autoconsommation et se trouve dans un cycle d'alimentation quasi indépendant de la production. La dépendance vis-à-vis du marché pour approvisionner la ou les cuisines du ménage est donc plus grande au Sud. Les autres exploitations du Sud étalent leur production d'autoconsommation sur deux saisons des pluies par an. Malgré une période de disponibilité plus longue au Nord qu'au Sud, les périodes de pénurie y sont aussi plus longues. Cette situation est parfois due à l'inaccessibilité des marchés. Ainsi 24,8% des cuisines au Nord, 21,9% au Centre et 16,5% au Sud ont des difficultés d'accès au marché à certaines périodes de l'année. Cela se produit en saison pluvieuse ou en période de crue des rivières. Parfois aussi les marchés sont accessibles mais les exploitations manquent de capacités à y acheter des vivres.

Cela se répercute sur l'indice composite de la sécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire a été mesurée selon l'échelle FIES, l'un des deux indicateurs choisis par les Nations Unies pour mesurer l'Objectif de Développement Durable 2.1 « Éliminer la faim ». Une série de 8 questions progressives a été posée allant du sentiment d'inquiétude d'en arriver à manquer de nourriture jusqu'à la réalité de la pénurie qui se matérialise quand la personne reste au moins une journée sans manger par manque de ressources. Plus la personne est inquiète ou confrontée à l'insécurité alimentaire, plus le score est élevé. Nous avons vérifié si dans notre enquête, ce score est corrélé avec la perception subjective de la situation alimentaire du ménage et ce score paraît effectivement bien étalonné (Tableau 79). Ceux qui évaluent leur situation alimentaire comme étant insatisfaisante ont obtenu un score FIES de 5,38 alors que ceux pour qui elle est satisfaisante ont un score de 0,63.

Tableau 79 : Score FIES moyen des enquêtés selon leur évaluation subjective de l'alimentation

Evaluation subjective	Score moyen FIES
Satisfaisante en quantité et qualité	0,63
Satisfaisante en quantité mais pas en qualité	1,99
Peu satisfaisante en quantité et qualité	4,11
Insatisfaisante en quantité et qualité	5,38
Famine	-
Moyenne des enquêtés	2,03

D'une manière générale les bénéficiaires de crédit se sentent assez peu menacés par l'insécurité alimentaire. Le score moyen est de 2,03 sur 8, 8 étant le score d'insécurité maximale. Le score moyen des bénéficiaires de crédit monte du Nord (1,64) au Centre (2,00) et au Sud 3,23) : la menace de l'insécurité alimentaire est plus faiblement perçue au Nord où la majorité des bénéficiaires sont des cultivateurs de vivriers. Au Sud, les situations sont tranchées avec plus de 50% de cuisines dans l'abondance et plus de 20% dans une pénurie marquée (Figure 11).

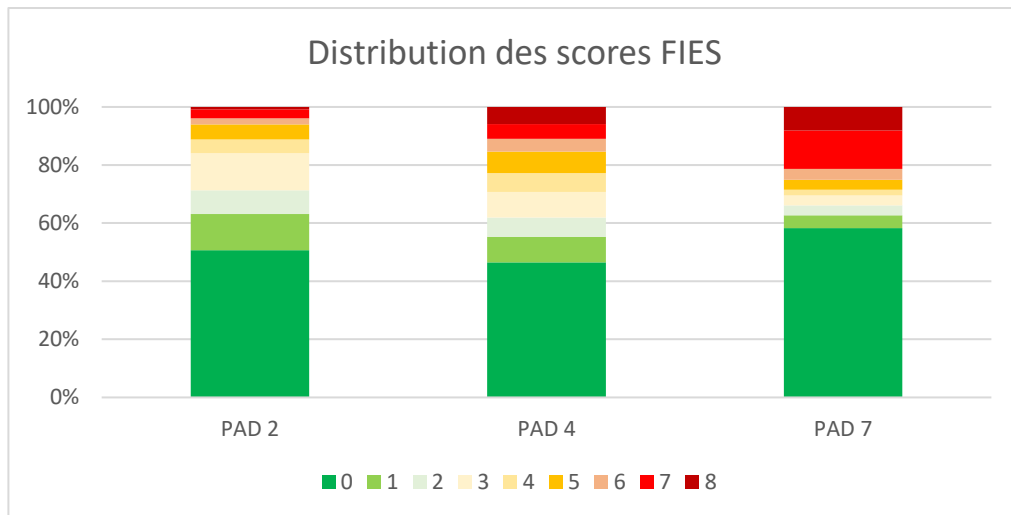


Figure 11 : Distribution des scores FIES d'insécurité alimentaire dans les cuisines selon le pôle

Une partie des cuisines touchées par l'insécurité alimentaire au Sud sont localisées dans les plaines inondables des fleuves et sont victimes des crues. Celles-ci rendent les voies impraticables et détruisent parfois des récoltes. Les autres cuisines « dans le rouge » ont connu des crises familiales (maladies, décès), des mauvaises récoltes ou d'autres causes de déficit de liquidités et/ou de vivres.

5.5.2 Effets observés du crédit sur la sécurité alimentaire

Tableau 80 : Score FIES de sécurité alimentaire chez les anciens et les nouveaux bénéficiaires selon le genre (score moyen dans l'échantillon)

	Anciens	Nouveaux	Ecart (%)
Femmes de l'échantillon	1,58	1,94	- 18,56
Hommes de l'échantillon	2,08	3,07	- 32,25
Total de l'échantillon	1,91	2,74	- 30,29

Les anciens bénéficiaires ont un score plus bas que les nouveaux bénéficiaires dans l'échantillon avec un écart moyen de -30,3%. L'effet est très sensible en PDA 2 où le score passe de 2,65 chez les nouveaux bénéficiaires à 1,07 chez les anciens. Les producteurs femmes ont un score FIES plus bas que les hommes, soit qu'elles contribuent à l'alimentation de leur cuisine et donc réduisent notablement le risque de déficit alimentaire, soit qu'elles appartiennent à des ménages dans lesquels la situation alimentaire est plus sécurisée. L'effet relatif du crédit est alors plus marqué chez les hommes (-32,3% chez les hommes contre - 8,6% chez les femmes).

5.6.3. Perceptions de l'impact du crédit sur la sécurité alimentaire

L'hypothèse d'une amélioration est corroborée par le fait que la plupart des bénéficiaires estiment que le crédit a un effet positif sur leur sécurité alimentaire et ce d'autant plus qu'ils sont au Nord plutôt qu'au Sud.

Presqu'aucun bénéficiaire n'a avancé d'effet négatif du crédit sur la situation alimentaire de son ménage et dans 71% des cas, ils estiment que l'effet a été positif (Tableau 81).

Tableau 81 : Evaluation par les bénéficiaires de l'effet du crédit sur la sécurité alimentaire de leurs ménages selon les pôles (% bénéficiaires)

Effet sur la sécurité alimentaire	PDA2	PDA4	PDA7	Total
Très négatif	0,4	0,0	0,0	0,1
Négatif	0,8	0,0	0,4	0,4
Aucun effet	22,6	28,7	35,1	28,6
Positif	62,1	56,6	60,7	59,8
Très positif	14,2	14,7	3,8	11,1
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Les nouveaux bénéficiaires perçoivent un peu moins fréquemment un effet positif sur leur sécurité alimentaire que les anciens.

Ces perceptions vont dans le même sens que les estimations d'effets attribuables au crédit estimés par appariement (Tableau 82).

5.6.4 Effets sur la sécurité alimentaire attribuables au crédit

Tableau 82 : Effet du crédit obtenu avant 2016 sur les scores FIES des anciens bénéficiaires et de l'ensemble des bénéficiaires de crédit (notes de 0 à 8)

	Valeur de ATET	Significativité	Valeur de ATE	Significativité
PDA 2	-0,4685	0,000 hs	-0,5227	0,000 hs
PDA 4	-0,1041	0,019 sig	-0,1887	0,000 hs
PDA 7	0,0433	0,808 ns	-0,0439	0,777 ns

L'effet du crédit sur la sécurité alimentaire des bénéficiaires mesuré par la méthode d'appariement montre que l'effet réducteur d'anxiété est modéré mais significatif. Il augmente du Sud au Nord. Dans le PDA2, les anciens bénéficiaires ont réduit leur score de 0,45 points grâce au crédit et si tous les bénéficiaires avaient eu accès au crédit avant 2016, ils auraient réduit leur score d'anxiété de 0,52 points.

5.7. Effets du crédit sur la nutrition

5.7.1 Indicateurs de la qualité de l'alimentation

La qualité de l'alimentation est évaluée d'un point de vue nutritionnel en utilisant le score de diversité alimentaire. Les aliments sont répartis en groupes en fonction de leur composition et de leur contribution à la qualité de l'alimentation (apports d'énergie, de protéines végétales ou animales, de fibres et vitamines, etc.). Un score est calculé conformément aux directives de l'OMS et du PAM en faisant la somme pondérée des divers groupes d'aliments présents dans une ration journalière puis en faisant la moyenne sur 7 jours. Ce score permet de qualifier l'alimentation sur une échelle allant de « pauvre » à « diversifiée ».

Tableau 83 : Distribution des scores SCA chez les bénéficiaires de crédit (% bénéficiaires) et score moyen de chaque classe (0-100)

Classe de diversité de l'alimentation	Ménages des bénéficiaires (%)	SCA moyen
Pauvre (<21)	0,8	16,3
Limite (21-35)	13,2	28,6
Moyennement acceptable (35-45)	22,2	40,5
Acceptable (45-75)	62,0	55,5
Diversifiée (>75)	1,8	82,5
Total général	100,0	48,8

63,8% des ménages bénéficiaires jouissent d'une alimentation de qualité acceptable, quand la qualité est appréciée sous l'angle de la diversité de la diète. 14% ont au contraire une alimentation limite à pauvre (Tableau 83). La situation alimentaire des bénéficiaires de crédit est plus favorable que celle de l'ensemble de la population. Selon une étude conduite en 2012 dans 10 Communes de Bénin (Floquet, 2013), seulement 43,2% des ménages agricoles avaient un score supérieur à 45 contre 63,8% ici.

5.7.2 Effets observés du crédit sur la qualité de l'alimentation

Tableau 84 : Score SCA de diversité alimentaire chez les anciens et les nouveaux bénéficiaires selon le pôle (note moyenne dans la population)

Pôle	Anciens	Nouveaux	Ecart (%)	Différence
PDA 2	48,54	46,58	4,2	0,331 ns
PDA 4	49,79	46,79	6,4	0,058 ns
PDA 7	50,45	46,84	7,7	0,068 ns
Total (population)	49,66	46,72	6,3	0,005 hs

Les anciens bénéficiaires ont en moyenne un score de diversité (SCA) de 6,3% supérieur aux nouveaux, une amélioration modérée mais significative (Tableau 82). La différence est plus claire dans les PDA 4 et 7 qu'au Nord.

5.7.3 Perceptions de l'effet du crédit sur la qualité de l'alimentation

Tableau 85 : Evaluation par les bénéficiaires de l'effet du crédit sur la qualité de l'alimentation de leurs ménages selon le pôle (% bénéficiaires)

Effet sur la qualité de l'alimentation	PDA2	PDA4	PDA7	Total
Très négatif	0,0	0,4	0,0	0,1
Négatif	0,8	0,0	0,4	0,4
Aucun effet	21,5	35,5	36,4	30,9
Positif	60,9	49,8	59,4	56,7
Très positif	16,9	14,3	3,8	11,9
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Plus de 70% des bénéficiaires estiment que l'impact du crédit sur la qualité de l'alimentation est positif voire très positif, cet effet étant plus fréquemment perçu au Nord et au Centre (Tableau 83). Il faut préciser que les critères de qualité des bénéficiaires diffèrent de ceux des nutritionnistes sur lesquels se fonde le score SCA. La qualité subjective peut être liée à la consommation d'aliments prisés localement (par exemple l'igname dans certains groupes culturels) et non à la diversité de la diète et à son apport en fer, vitamines et autres éléments indispensables à une bonne nutrition.

Tableau 86 : Evaluation par les anciens et nouveaux bénéficiaires de l'effet du crédit sur la qualité de l'alimentation de leurs ménages (% réponses)

Effet sur la qualité de l'alimentation	Anciens bénéficiaires	Nouveaux bénéficiaires	Total
Très négatif	0,0	0,4	0,1
Négatif	0,4	0,4	0,4
Aucun effet	28,3	35,4	30,8
Positif	59,1	52,5	56,8
Très positif	12,2	11,4	11,9
Total général	100,0	100,0	100,0

L'effet perçu est plus important chez les anciens bénéficiaires : 35,4% des nouveaux bénéficiaires estiment qu'il n'y a aucun effet du crédit sur la qualité de l'alimentation contre 28,3% des anciens bénéficiaires.

5.7.4 Effets sur la qualité de l'alimentation attribuables au crédit

Tableau 87 : Effet du crédit obtenu avant 2016 sur le score SCA des anciens bénéficiaires et de l'ensemble des bénéficiaires de crédit (note)

	Valeur de ATET	Différence	Valeur de ATE	Différence
Tous bénéficiaires	1,333	0,000 hs	1,554	0,000 sig
- dont femmes	3,412	0,000 hs	1,840	0,000 hs
- dont hommes	1,543	0,009 hs	1,895	0,000 hs
PDA 2	-2,046	0,000 hs	-0,608	0,005 hs
PDA 4	-0,777	0,019 sig	-0,984	0,000 hs
PDA 7	3,355	0,000 hs	2,862	0,000 hs

L'effet du crédit sur la qualité de l'alimentation mesurée par son score de diversité est confirmé par l'estimation de l'effet attribuable au crédit après appariement (Tableau 85). En effet, l'effet du crédit sur la qualité de l'alimentation est faible mais significatif. Les anciens bénéficiaires peuvent attribuer une amélioration du SCA de leur cuisine de 1,33 au crédit. Une généralisation du crédit aurait permis d'améliorer le score de consommation de 1,55 points. L'amélioration de la qualité de l'alimentation attribuable au crédit est un peu plus élevée chez les femmes anciennes bénéficiaires que chez les hommes (3,41 points contre 1,54 points) et chez les bénéficiaires du Sud où se trouvent des ménages à situations alimentaires très contrastées.

5.8 Crédit et cohésion sociale

Ce domaine a été abordé dans l'enquête par une question permettant de noter l'effet perçu de 1 à 5 et une question ouverte.

Tableau 88 : Evaluation par les bénéficiaires de l'effet du crédit sur la cohésion sociale selon le pôle (% bénéficiaires)

Effets sur la cohésion sociale	PDA 2	PDA 4	PDA 7	Total général
Très négatif	0,0	0,0	0,4	0,1
Négatif	1,1	0,8	0,8	0,9
Aucun effet	29,5	53,8	56,5	46,2
Positif	52,9	35,1	38,1	42,2
Très positif	16,5	10,4	4,2	10,5
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

De l'avis des bénéficiaires, le crédit aurait plutôt des effets positifs et très peu d'effets négatifs sur la cohésion sociale. Les avis sont plus positifs au Nord qu'au Centre et au Sud (Tableau 88).

Tableau 89: Effet du crédit sur la cohésion sociale selon les anciens et les nouveaux bénéficiaires de la population (% bénéficiaires)

Effets sur la cohésion sociale	Anciens bénéficiaires	Nouveaux bénéficiaires	Total
Très négatif	0	0	0
Négatif	1,26	0	0,94
Aucun effet	42,56	46	43,63
Positif	43,26	41,37	42,64
Très positif	12,93	12,47	12,78
Total général	100,0	100,0	100,0

Les avis varient peu entre anciens et nouveaux bénéficiaires (Tableau 89).

Les effets positifs sont liés à la création d'emploi et à la redistribution de revenus. Les bénéficiaires n'entrevoient pas d'effet négatif lié par exemple à l'accaparement de terres par une minorité de bénéficiaires.

5.9 Autonomie des femmes et effets du crédit sur l'autonomisation des femmes et leur bien être

5.9.1 Dimensions de l'autonomie des femmes

L'autonomie des femmes a été évaluée par un indicateur multidimensionnel. Cet indicateur multidimensionnel « Women's Empowerment in Agriculture Index (WEAI) » ou « Indice d'autonomisation des femmes en agriculture » est adapté de l'indicateur développé par IFPRI. Les réponses aux questions posées sont notées sur une échelle allant de 1 à 5.

Ces questions portent sur la participation des femmes aux décisions quand leur mari prend des décisions concernant d'une part toute l'exploitation, d'autre part l'utilisation des revenus de l'exploitation (1 et 2); l'autonomie des femmes dans la prise de décision concernant leurs activités génératrices de revenu et dans la décision de prendre du crédit (3 et 4); la détention d'actifs (biens durables) productifs ou domestiques et les droits d'achat, vente et transferts de ces biens durables (5 et 6); le droit de participer à des groupements et associations et la capacité à prendre la parole en public (7 et 8) et enfin le temps libre dont disposent les femmes ainsi que les effets du crédit sur la pénibilité de leurs activités (9 et 10). Les 236 femmes bénéficiaires de crédit ont participé à ce volet de l'enquête.

Par ailleurs la gestion du crédit a fait l'objet de questions spécifiques qui viennent compléter la question 4.

Les premières dimensions concernent les relations entre chef d'exploitation-ménage et femme quand des décisions sont à prendre qui concernent l'exploitation ou le ménage.

Tableau 90 : Votre mari vous consulte-t-il quand il prend des décisions concernant les activités de production sur l'exploitation ? (% femmes bénéficiaires)

Consultation sur décisions de l'exploitation	Pôle2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Non, il me commande seulement des travaux à faire	6,2	7,4	6,5	6,8
Non, mais il m'informe	16,9	14,9	8,1	13,6
Il décide d'abord et ensuite prend mon avis	10,8	9,6	1,6	7,7
Nous discutons et décidons ensemble	56,9	60,6	61,3	59,7
Oui, parfois c'est même moi qui donne les idées ou prends les initiatives	9,2	7,4	22,6	12,2
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Il y a une tendance à prendre des décisions conjointement mais les femmes prennent rarement des initiatives dans la conduite de l'exploitation (mais plus souvent au Sud qu'au Nord).

Tableau 91 : Votre mari vous consulte-t-il quand il prend des décisions concernant l'utilisation des revenus ? (% femmes bénéficiaires)

Utilisation des revenus du ménage	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Non, il me commande seulement des travaux et des achats à faire	4,9	1,1	6,0	3,4
Non, mais il m'informe	27,9	40,0	32,0	34,5
Il décide d'abord et ensuite prend mon avis	21,3	11,6	8,0	13,6
Nous discutons et décidons ensemble	42,6	44,2	44,0	43,7
Oui, c'est même moi qui donne les idées ou prends des initiatives	3,3	3,2	10,0	4,9
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Dans près de la moitié des ménages, les maris se contentent d'informer leurs femmes sur l'utilisation des revenus et dans près de l'autre moitié, les décisions sont prises conjointement. Là encore, les femmes du pôle 7 sont plus nombreuses à prendre des initiatives en ce qui concerne l'utilisation des revenus du ménage.

Les dimensions suivantes concernent l'autonomie de décision des femmes concernant leurs activités productives propres.

Tableau 92 : Devez-vous consulter votre mari avant de développer des activités génératrices de revenu ? (% femmes bénéficiaires)

Étiquettes de lignes	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Je n'ai pas de décision à prendre, il décide et je fais l'activité	14,3	13,0	14,6	13,8
Je développe des activités uniquement avec mon mari	12,7	8,7	9,8	10,2
Je peux décider mais je dois nécessairement lui demander l'autorisation	63,5	59,8	48,8	58,7
Je ne dois pas lui demander la permission mais je dois nécessairement l'informer	6,3	9,8	9,8	8,7
Je peux ne pas lui demander la permission et ne pas l'informer	3,2	8,7	17,1	8,7
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Il est rare que la bénéficiaire de crédit décide sans discussion et autorisation du mari des activités qu'elle va mettre en œuvre. Dans la plupart des cas, la femme estime décider de l'activité qu'elle va développer mais va alors solliciter l'autorisation de son mari : 63,5% des femmes du pôle 2 et 48,8% du pôle 7 sont dans cette situation. Dans 24% des cas, c'est même le mari qui décide pour elle des activités à conduire. Ce sont les femmes chefs de ménage qui n'ont pas de permission à demander.

Tableau 93 : Devez-vous consulter votre mari avant de demander du crédit ? (% femmes bénéficiaires)

Décision de prendre du crédit	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Je ne prends pas de décision, mon mari décide pour moi	9,4	2,1	1,7	4,1
Je prends du crédit sous la couverture de mon mari	6,3	14,4	13,3	11,8
Je dois demander l'autorisation à mon mari	62,5	52,6	46,7	53,8
Je peux ne pas lui demander la permission mais je dois nécessairement l'informer avant	15,6	22,7	18,3	19,5
Je peux ne pas lui demander la permission et ne l'informer qu'après	6,3	8,2	20,0	10,9
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

La majorité des femmes doivent demander l'autorisation du mari avant de prendre du crédit et elles sont plus nombreuses au Nord qu'au Sud dans cette situation. 38% des femmes du Sud estiment qu'il leur suffit d'informer le mari avant ou après le dépôt de la demande.

Tableau 94 : Autonomie des femmes dans l'obtention et la conduite du crédit (% femmes bénéficiaires)

	Mari caution/ avaliseur	Cauton du mari obligatoire	Biens du mari comme garantie	Autonomie choix d'objectif	Autonomie de gestion
Pôle 2	30,4	15,9	23,2	89,9	91,3
Pôle 4	41,4	5,1	25,3	93,9	90,9
Pôle 7	44,1	11,8	13,2	92,6	97,1
Total	39,3	10,2	21,4	92,4	92,8

Alors qu'elles dépendent du mari pour demander et obtenir le crédit, les femmes sont dans leur grande majorité (93%) ensuite autonomes dans le choix de l'objet et dans la gestion du crédit. Mais elles dépendent de leur mari pour 49,5% d'entre elles en matière de caution et dans 21% des cas, les biens du mari ont servi de garanties.

Pour ce qui est de l'accès aux ressources, les questions portent sur la détention de biens durables et les droits que les femmes ont concernant leurs usages et transferts.

Tableau 95 : Détention d'actifs par les femmes selon les pôles (% femmes bénéficiaires)

Détention de biens durables	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Moins de 50.000 FCFA	9,2	8,1	1,5	6,6
Entre 50.000F et 250.000 FCFA	30,8	39,4	30,8	34,5
Entre 250.000 FCFA et 1 million de FCFA	26,2	31,3	32,3	30,1
Entre 1 million et 2,5 millions de FCFA	27,7	10,1	13,8	16,2
Plus de 2,5 millions de FCFA	6,2	11,1	21,5	12,7
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Les capacités d'accumulation des femmes sont réduites : 41% des femmes estiment détenir des biens durables d'une valeur inférieure à 250 000 FCFA et 71% inférieure à un million. Ces estimations sont corroborées par les inventaires de biens durables estimés durant cette enquête (Tableaux 95 et 96).

Tableau 96 : Valeurs aux quartiles des biens durables des bénéficiaires femmes et hommes (FCFA)

	Quartile	1	2 (médiane)	3	4 (maximum)
Femmes	Total biens durables	5 000	200 000	1 200 000	250 150 000
	Biens productifs (%)	1,1%	64,0%	50,2%	46,4%
Hommes	Total biens durables	202 500	999 000	3 524 500	124 670 000
	Biens productifs %	35,3%	54,7%	51,2%	50,4%

25% des femmes détiennent en revanche entre 200 000 et 1,2 millions FCFA et 25% plus de 1,2 millions FCFA. Chez les hommes, 25% des hommes détiennent moins de 202 500 FCFA de biens durables et 50% moins d'un million (médiane à 999 000 FCFA). Les capacités d'accumulation diminuent du Sud au Nord.

Les droits d'usage et de transfert des femmes sur leurs biens durables sont analysés dans le Tableau 97.

Tableau 97 : Droits des femmes d'acheter, de vendre ou de transférer leurs biens durables productifs ou domestiques (% femmes bénéficiaires)

Achat de biens durables	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Non, mon mari m'achète tout ce dont j'ai besoin	1,5	9,6	4,7	5,8
Je peux acheter mais sous la couverture de mon mari	37,3	23,4	6,3	22,7
Je peux l'acheter mais je dois demander l'autorisation à mon mari	37,3	25,5	23,4	28,4
Je peux acheter des biens durables mais je dois informer mon mari avant	14,9	33,0	35,9	28,4
Je peux acheter des biens durables et informer mon mari après	9,0	8,5	29,7	14,7
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Les femmes sont encore assez dépendantes de l'autorisation du mari pour acquérir de tels biens, et ceci plus au Nord qu'au Sud où 30% peuvent se contenter d'en informer le mari après achat. Néanmoins cette dépendance n'est pas le seul facteur qui limite la capacité d'accumulation des femmes en biens durables.

Les indicateurs suivants concernent la participation des femmes à la vie publique (Tableaux 98 et 99).

Tableau 98 : Droits des femmes à participer à des groupements, associations, groupes d'entraide, chorale, etc. (% femmes bénéficiaires)

Vie publique	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Non, je n'y suis pas autorisée (par mon mari, par la religion, par la coutume)	7,6	8,3	0,0	5,9
Seulement si mon mari y participe aussi	3,0	2,1	5,0	3,2
Oui, mais je dois demander la permission à mon mari avant	40,9	51,0	26,7	41,4
Oui, mais je dois informer mon mari avant	42,4	29,2	36,7	35,1
Oui, et je peux ne pas lui demander la permission et ne l'informer qu'après	6,1	9,4	31,7	14,4
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 99 : Prise de parole des femmes lors de réunions ou assemblées (% femmes bénéficiaires)

Prise de parole	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Jamais, je n'y suis pas autorisée	4,8	5,5	1,6	4,2
Rarement dans des assemblées de femmes	46,8	26,4	17,5	29,6
Fréquemment dans des assemblées de femmes	29,0	45,1	38,1	38,4
Rarement dans des assemblées mixtes	11,3	16,5	19,0	15,7
Fréquemment dans des assemblées mixtes	8,1	6,6	23,8	12,0
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Les femmes peuvent participer à des associations et groupements à condition de demander la permission avant ou tout au moins d'informer leur mari. Seules 5,9% des femmes estiment ne pas y être autorisées. Certaines femmes du Nord et du Centre peuvent parfois prendre la parole, mais dans des assemblées féminines, tandis que celles du Sud sont plus nombreuses à pouvoir s'exprimer dans des assemblées mixtes (24%).

L'autonomie est aussi le droit d'avoir du temps pour soi et de ne pas être écrasé par des tâches pénibles dans la vie quotidienne, d'où la dernière série de questions.

Tableau 100 : Temps quotidien pour des activités sociales et des loisirs du choix des femmes bénéficiaires (% femmes bénéficiaires)

Temps libre journalier	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Moins d'une demi-heure	20,0	15,2	16,7	17,0
Une demi-heure à une heure	9,2	17,4	28,8	18,4
1h à 2h de temps	26,2	40,2	43,9	37,2
2h à 4h de temps	29,2	22,8	7,6	20,2
Plus de 4h de temps	15,4	4,3	3,0	7,2
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 101 : Changements dans la pénibilité des activités consécutifs au crédit selon le pôle (% femmes bénéficiaires)

Effets du crédit sur la pénibilité des tâches	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Beaucoup plus pénible	0,0	0,0	0,0	0,0
Plus pénible qu'avant	1,6	0,0	1,7	0,9
Aussi pénible qu'avant	0,0	3,1	0,0	1,4
Moins pénible qu'avant	70,3	67,7	61,0	66,7
Beaucoup moins pénible qu'avant	28,1	29,2	37,3	31,1
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Plus d'un tiers des femmes a moins d'une heure de temps libre par jour et deux tiers moins de 2 heures. Il était à craindre que le crédit n'entraîne un surcroît d'activités aggravant

la pénibilité des tâches féminines. Cependant, il n'en est rien selon les réponses des femmes enquêtées, et dans presque tous les cas, le travail serait même moins à beaucoup moins pénible. On a vu plus haut qu'une partie des bénéficiaires de crédit se reconvertit de l'agriculture vers d'autres activités non agricoles et que des bénéficiaires embauchent de la main d'œuvre.

Une dernière question a été ajoutée à la série tirée de l'indicateur multidimensionnel WEIA concernant un éventuel transfert de responsabilité dans la prise en charge des dépenses du ménage, dès lors que les femmes tirent des revenus du crédit.

Tableau 102 : Effet du crédit sur la prise en charge de dépenses auparavant du ressort du mari (% femmes bénéficiaires)

Prise en charge de dépenses grâce au crédit	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total général
Non, rien n'a changé	9,2	9,5	16,9	11,6
Juste mes dépenses personnelles	12,3	15,8	7,7	12,4
Certaines dépenses du ménage	61,5	55,8	47,7	55,1
On partage toutes les charges	10,8	9,5	15,4	11,6
Il m'a laissé toutes les charges du ménage	6,2	9,5	12,3	9,3
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

Avec leurs revenus améliorés, les femmes tendent à prendre en charge certaines dépenses du ménage (Tableau 102). Seules 11,6% déclarent que rien n'a changé dans le mode de répartition des charges entre homme et femme dans le ménage et 12,4% qu'elles n'utilisent leurs revenus que pour leurs dépenses personnelles. 76% utilisent donc une partie au moins de leur revenu pour les dépenses du ménage. Dans la plupart des cas, les femmes prennent en charge certaines dépenses du ménage et rarement la moitié, mais dans 9,3% des cas, elles estiment que les maris se sont déchargés sur elles et qu'elles doivent prendre en charge toutes les dépenses du ménage, ce cas étant deux fois plus fréquent au Sud qu'au Nord.

Toutes les réponses sont résumées dans le score WEIA. Toutes les dimensions ne sont pas améliorées de la même façon par l'obtention du crédit (Tableau 101).

5.9.2 Effets observés du crédit sur l'autonomisation des femmes

Tableau 103 : Note moyenne attribuée à chaque question par les anciennes et nouvelles bénéficiaires

	Anciennes bénéficiaires	Nouvelles bénéficiaires	Ecart (%)
1. Consultation par le mari sur des décisions concernant les activités de production sur l'exploitation	2,95	2,78	5,7
2.Consultation par le mari sur des décisions concernant l'utilisation des revenus	3,12	3,21	-3,1
3. Autorisation du mari avant de développer des activités génératrices de revenu	3,60	3,53	1,9
4. Autorisation du mari avant de demander du crédit	3,27	3,06	6,3
5. Valeur totale des biens	3,10	2,51	19,2
6.Droit d'achat, vente ou transfert des biens durables productifs ou domestiques	3,41	2,75	19,3
7.Participation à des groupements, associations, groupes d'entraide, chorale, etc.	3,58	3,27	8,8
8. Prise de parole en public	3,10	2,80	9,8
9.Temps pour des activités sociales et de loisirs	2,84	2,77	2,4
10. Pénibilité de vos activités	4,32	4,18	3,3
Score moyen WEIA	3,34	3,11	7,1

Les anciennes bénéficiaires ont surtout amélioré leur détention de biens durables et les droits qu'elles exercent dessus (+19,2%) ainsi que leur participation à la vie sociale (mais cet effet peut aussi être dû à l'âge).

Tableau 104 : Score WEIA d'autonomie chez les anciennes et les nouvelles bénéficiaires selon la localisation (note moyenne)

	Anciennes	Nouvelles	Ecart (%)	Différence
PDA 2	3,33	2,99	11,4	0,014 sig
PDA 4	3,22	3,15	2,2	0,47 ns
PDA 7	3,51	3,24	8,3	0,15 ns
Total général	3,34	3,11	7,1	0,002 sig

L'indice d'autonomie des femmes est significativement supérieur chez les anciennes bénéficiaires comparées aux nouvelles (Tableau 104), même si cette amélioration reste modérée (+7,4%). La différence est plus sensible au Nord où les femmes, qui tendent à avoir un indice plus bas que dans les autres pôles, gagnent 0,34 points en moyenne après quelques années de crédit (+11,4%). Ces différences sont compatibles avec les perceptions des bénéficiaires.

5.9.3 Perception des effets du crédit par les bénéficiaires sur leur autonomie

Au total, le crédit a un impact sur leur statut perçu comme globalement positif par les femmes bénéficiaires (Tableau 105).

Tableau 105 : Perception par les femmes bénéficiaires de l'impact du crédit sur leur statut (% femmes bénéficiaires)

	Pôle 2	Pôle 4	Pôle 7	Total
Négatif	1,5	0,0	0,0	0,4
Sans effet	8,8	23,5	19,1	17,9
Positif	60,3	52,0	70,6	59,8
Très positif	29,4	24,5	10,3	21,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

La grande majorité estime que le crédit a amélioré leur statut dans le ménage : mari, coépouse et belle-famille les respectent plus. Elles ont acquis davantage d'autonomie financière, n'attendent plus d'aide du mari pour bien s'occuper d'elles-mêmes et des enfants et parfois, mari et femme s'entraident. Certaines ont ainsi pu surmonter le veuvage ou l'abandon du mari et jouent le rôle de chef de ménage grâce au crédit. Dans quelques cas, des femmes font remarquer qu'il ne faut toutefois pas « dépasser » le mari (en termes de prospérité et de statut social).

5.9.4 Effets sur l'autonomisation des femmes attribuables au crédit

La différence globale modérée entre scores WEAI des nouvelles et des anciennes bénéficiaires (+7,1%) est confirmée par l'effet attribuable au crédit après appariement qui est significatif mais faible (Tableau 106).

Tableau 106 : Effet du crédit obtenu avant 2016 sur le score d'autonomisation des anciennes bénéficiaires et de l'ensemble des femmes bénéficiaires de crédit (note de 0 à 10)

	Valeur de ATET	Significativité	Valeur de ATE	Significativité
Tous bénéficiaires femmes	0,176	0,000 hs	0,132	0,000 hs

L'effet attribuable au crédit obtenu avant 2016 (ou crédit précoce) sur l'indice global d'autonomisation des femmes dont la valeur moyenne est de 3,28 sur une échelle de 10 est faible mais significatif. Les anciennes bénéficiaires peuvent attribuer au crédit obtenu avant 2016 un gain de 0,18 points et, si toutes les femmes avaient eu accès au crédit précoce, leur indice se serait amélioré de 0,13. La taille de l'échantillon ne permet plus de décomposer par PDA.

En conclusion, le crédit a amélioré la situation économique des bénéficiaires féminines et la perception qu'elles ont de leur situation dans le ménage. Mais cela ne leur permet pas de transgresser des normes sociales ni de compenser des modes d'accès aux ressources productives et les modes d'accumulation encore très inégalitaires.

5.9.5 Perception comparée des femmes et des hommes concernant les effets du crédit sur leur bien-être et ses dimensions

Tableau 107 : Evaluation par les hommes et femmes anciens et nouveaux bénéficiaires de l'impact global du crédit sur leurs conditions de vie (% bénéficiaires)

Impact global sur les conditions de vie	Femmes			Hommes		
	Anciens	Nouveaux	Total	Anciens	Nouveaux	Total
Très négatif	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2
Négatif	3,1	0,0	2,1	2,5	0,6	1,8
Aucun effet	6,2	15,4	9,2	12,5	14,6	13,2
Positif	65,8	74,4	68,6	72,3	74,7	73,1
Très positif	24,8	10,3	20,1	12,5	10,1	11,6
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Au total, les femmes évaluent positivement à très positivement l'impact global du crédit sur leur bien-être, et cette évaluation s'améliore entre nouvelles et anciennes bénéficiaires (Tableau 105). On note très peu d'évaluations négatives – bien que nous ayons maintenu dans notre échantillon des anciens bénéficiaires « mécontents » qui n'ont plus repris de crédit après 2016, ce qui constitue une amélioration par rapport aux enquêtes où seuls les bénéficiaires actuels sont interrogés. Les évaluations sont similaires entre hommes et femmes pour les nouveaux et nouvelles bénéficiaires, mais les anciennes bénéficiaires tendent à plus souvent évaluer positivement l'effet du crédit que les anciens bénéficiaires.

5.10 Conclusions

Le crédit permet à ses bénéficiaires d'améliorer leur revenu agricole dans les pôles 2 et 4. Dans le pôle 7, les résultats sont très divers, une part des bénéficiaires de crédit agricole ayant essuyé des pertes importantes à la suite de baisses des cours des produits maraichers. Mais en général, la faible accumulation des biens durable et la réduction des nombres des clients agricoles dans la zone montrent que le crédit agricole dans le pôle 7 rencontre des difficultés. Les anciens bénéficiaires peuvent attribuer au crédit obtenu avant 2016 une augmentation de leur revenu agricole annuel d'une valeur 131 300 F. Cette augmentation est permise par une augmentation des superficies cultivées et des dépenses en main d'œuvre dans le pôle du Centre, un accroissement des dépenses d'intrants et de prestations agricoles dans

tous les pôles. Ceci est cohérent avec les disponibilités foncières respectives de ces pôles. Dans le pôle 7, la pression foncière incite à intensifier plutôt qu'à élargir les superficies, tandis que dans le pôle 4, le manque de technologies d'intensification attractives en situation de disponibilité foncière et de possibilités de mobiliser de la main d'œuvre poussent à accroître les superficies cultivées. Dans le pôle 2 par contre, les intrants sont accessibles et utilisés grâce au crédit. Globalement, il semble que les paysans utilisent le crédit agricole dans le sens d'une utilisation optimale de combinaisons des facteurs de production à leur disponibilité, ce qui contribue dans la plupart des cas à une utilisation plus intensive des terres. Néanmoins, la part des producteurs qui estiment avoir introduit des changements technologiques grâce au crédit est modérée. Or c'est ce changement qui permettrait une plus grande efficacité des dépenses. Cela ne peut surprendre puisque la majorité des bénéficiaires ne bénéficient d'aucun appui conseil.

Une part significative des bénéficiaires utilisent les revenus additionnels du crédit agricole pour démarrer ou étendre des activités non agricoles ou d'élevage. Les femmes et une partie des bénéficiaires du pôle 7 abandonnent même parfois l'agriculture au profit d'activités para ou extras agricoles. Au total, les effets (cumulatifs) relatifs du crédit agricole sur le revenu global de l'unité de production sont supérieurs à ceux des activités agricoles. L'amélioration du revenu agricole joue un rôle multiplicateur en finançant le développement d'autres activités souvent plus lucratives (si réalisables dans la localité). L'amélioration du revenu global attribuable au crédit agricole chez les anciens bénéficiaires est de 2 millions. Ce phénomène est particulièrement marqué dans le pôle 4 mieux raccordé aux marchés et à activités plus diversifiées que le pôle 2, et chez les femmes.

Ces améliorations de revenu ont permis d'accumuler des biens durables tant domestiques que productifs. Une accumulation de biens d'une valeur de 720 000 FCFA peut être attribuée au fait d'avoir acquis du crédit avant 2016. Des investissements dans des terres, des animaux, des plantations et des moyens de transport ainsi que dans des maisons sont réalisés par les hommes. Les femmes détiennent peu de biens durables et ne semblent pas en capacité d'en accumuler. Là aussi, l'effet d'accumulation est élevé dans le pôle 4. Notons que l'accumulation est relativement faible par rapport aux bénéfices nets élevés— ce qui montre d'une côté l'existence de besoins urgents de consommation des ménages, et de l'autre, une faible tradition d'épargne, également déplorée par beaucoup des élus du réseau FECECAM, surtout au Nord.

Le crédit agricole n'exerce pas d'effet négatif sur l'emploi mais dans certains cas, serait sans effet. Les effets de création d'emplois attribuables au crédit sont modérés. Une hypothèse est que dans une première phase, certains bénéficiaires emploient moins d'aides familiaux et plus de journaliers, les femmes se désengagent de l'agriculture qui demande beaucoup de travail pénible ; dans une seconde phase, l'expansion des activités amène certains bénéficiaires à embaucher des saisonniers et des permanents. Ainsi les 16 800 bénéficiaires emploient-ils 44 600 personnes en équivalents plein temps et 1630 emplois peuvent être attribués au crédit obtenu avant 2016. Il faut aussi mettre cela en relation avec les contraintes vécues par les bénéficiaires dans leur recherche de main d'œuvre, qui n'est pas toujours localement disponible. Encore une fois, l'influence des facteurs locaux (négociations internes des membres des exploitations/ménages, marché de main d'œuvre, technologies disponibles, et leurs interactions) est très sensible.

Même dans les zones et exploitations de production d'excédents vivriers, les ménages vivent fréquemment des périodes de rupture de stocks vivriers qui créent une pénurie alimentaire relative. Cela influence la perception de l'insécurité alimentaire avec des situations assez contrastées entre une moitié des bénéficiaires qui ne sont pas du tout inquiets d'une quelconque détérioration de leur sécurité alimentaire et respectivement 4%, 11% et 21% qui la vivent déjà au quotidien du Sud au Nord. Une réduction modérée du score d'insécurité alimentaire peut être attribuée au crédit dans les pôles du Nord et dans une moins mesure du Centre. De même les deux tiers des bénéficiaires jouissent d'une alimentation suffisamment diversifiée pour une bonne qualité nutritionnelle. Une amélioration modérée et un peu instable de ce score peut être attribuée au crédit. Les bénéficiaires dans leur majorité estiment que le crédit leur permet d'améliorer leur diète de façon quantitative et qualitative, mais cette amélioration ne suit pas nécessairement les standards des nutritionnistes.

Les avancées en matière d'autonomie des femmes attribuables au crédit sont effectives mais modérées. La capacité des femmes à accumuler des biens durables est, on l'a vu plus haut réduite, et une poignée de bénéficiaires dans un milieu ne peut bouleverser les normes sociales. Néanmoins au sein de l'exploitation-ménage, la position sociale des bénéficiaires est améliorée et est fortement vécue comme telle. Cette perception s'améliore au fur et à mesure des années d'accès au crédit.



Les femmes bénéficiaires de crédit accroissent leur activité de transformation – ici la transformation du soja en fromage est devenue une activité continue sur toute l'année et la mouture a été mécanisée

6. Conclusions générales et recommandations

L'analyse des profils des bénéficiaires de crédit de la FECECAM révèle un taux de pénétration croissant dans le milieu agricole : les bénéficiaires ayant obtenu du crédit avant 2016 étaient plus souvent des doubles-actifs scolarisés (artisans, salariés, etc.) et qui habitaient à proximité des caisses. Les nouveaux bénéficiaires résident plus loin en des localités moins accessibles des points de service et sont plus souvent des agriculteurs analphabètes. Par contre, le poids des femmes diminue, ce qui s'explique si les nouveaux crédits sont surtout affectés aux cotonculteurs, mais ne se justifie pas quand sont considérés les effets du crédit, très intéressants chez les femmes.

Si on excepte les cas où le crédit agricole a été affecté à des bénéficiaires ne conduisant aucune activité agricole ou para-agricole (cas assez fréquents dans le PDA7 et qui ont été remplacés dans l'échantillon), les bénéficiaires n'ont pas très souvent détourné les crédits de leur objet. On constate plutôt des extensions d'objet à d'autres activités agricoles et, assez rarement, des redistributions de crédit à des jeunes agriculteurs qui n'auraient peut-être pas pu en bénéficier. Le partage de crédit au sein de l'exploitation familiale est très rare.

Globalement, les effets du crédit agricole sont positifs voire très positifs et s'étendent bien au-delà de l'expansion de l'activité financée.

Les activités agricoles financées (maïs et coton assez souvent) profitent du crédit qui permet une augmentation de l'utilisation d'intrants, de main d'œuvre rémunérée et parfois de prestations mécanisées. Cela permet désormais aux producteurs des pôles 2 et 7 d'utiliser leurs terres de façon plus intensive, ce qui est du reste un impératif puisque la course aux terres forestières à défricher touche à sa fin dans le pôle 2 et s'est terminée depuis plusieurs décennies dans le pôle 7. La disponibilité des paquets technologiques agricoles (semences, engrais, rotations, intégration agriculture-élevage) facilite cette intensification ; herbicides et mécanisation y contribuent à un moindre degré car ils facilitent aussi une expansion des superficies au détriment de l'amélioration de leur productivité. Dans le pôle 4, où des paquets technologiques, les intrants et matériels sont moins disponibles mais où la terre et encore abondante, on observe d'avantage une expansion de la surface agricole avec le crédit. Le revenu de la main d'œuvre familiale est également amélioré grâce au crédit agricole. Les bénéficiaires estiment mieux respecter les itinéraires techniques optimaux (meilleur respect des doses d'intrants et calendriers des travaux). En revanche, l'efficacité des dépenses ne

s'améliore pas, ce qui reflète un faible changement de technologies. Ce constat ne peut étonner puisque la grande majorité des bénéficiaires de crédit agricole n'est pas (ou plus) accompagnée par des services d'appui-conseil. Cet abandon est patent dans le pôle du Sud.

Le crédit agricole a pour effet à terme de développer des activités non agricoles de diversification, souvent commerciales, surtout là où l'agriculture est moins facile à épandre et/ou profitable. Chez les femmes, cette diversification s'accompagne même parfois d'une sortie de l'agriculture et d'un recentrage sur le commerce ou les transformations. La faible représentation des activités de transformation dans l'échantillon (par manque d'une identification précise dans la base de données des bénéficiaires de la FECECAM à cet égard) n'a pas permis de bien étudier ce phénomène. Les effets du crédit agricole sur le développement d'activités para-agricoles en amont et en aval sont pourtant très intéressants des points de vue des individus comme du développement rural et mériteraient une attention particulière. Certaines activités mériteraient d'être encouragées qui permettent une plus grande valorisation locale des produits agricoles (transformations agro-alimentaires, stockage et commerce) ou la fourniture de prestations indispensables à l'agriculture (mécanisation, intrants de qualité, appui-conseil). De telles activités peuvent encourager la contractualisation de certaines activités agricoles et sécuriser le crédit. Si une valeur-seuil (souvent fixée à 40%) doit être retenue pour s'assurer d'un accès des femmes au crédit agricole, il faut élargir la définition de crédit agricole au crédit pour tout le secteur agricole, en englobant les activités en amont et en aval. De plus, il serait souhaitable de promouvoir activement des activités agricoles à haute valeur nutritionnelle dès lors que leurs marchés sont assez fiables : cela permettrait une promotion simultanée de la diversification et d'une bonne nutrition.

L'entrée des femmes via un crédit de groupe bien accompagné (type CAFER) est à recommander. Il faut rappeler que les coûts de transaction liés à l'accès à un point de service et aux démarches d'accès au crédit sont réduits pour les bénéficiaires puisqu'une animatrice vient régulièrement s'assurer que les bénéficiaires vont rembourser leur crédit. Plus généralement des solutions spécifiques seront à développer pour réduire les difficultés liées à la faible mobilité des femmes et faciliter les transferts d'argent mobile entre bénéficiaires et point de service. Pour pouvoir être mis en œuvre à grande échelle, un tel crédit doit être flanqué d'une subvention prenant en charge les animatrices qui accompagnent les groupements de femmes. Même sans animatrice, l'accès au crédit à travers un groupe permet de baisser les coûts de transactions des femmes membres. Ce modèle qui a fait ses preuves

avec les femmes pourrait aussi être testé avec des groupes d'usagers masculins jusque-là peu enclins à prendre du crédit.

Le crédit a des impacts positifs dans les différentes dimensions du bien-être : revenu monétaire, accumulation de biens durables tant productifs que domestiques, sécurité alimentaire, qualité de l'alimentation et autonomie des femmes, même si les effets sont plus sensibles dans les deux premières dimensions. Les effets sont souvent moins nets dans le PDA7 du fait d'une extrême diversité des systèmes d'exploitation rencontrés chez les bénéficiaires, d'une forte hétérogénéité des bénéficiaires (allant de la micro-exploitation de survie à l'entreprise d'agribusiness), et d'une conjoncture néfaste à une fraction de ces producteurs qui enregistrent en 2016-2017 des pertes substantielles. Les effets sur l'accumulation de biens durables sur les femmes restent modérés. Cette faible accumulation de biens durables chez les femmes du fait de leurs contraintes structurelles (peu de terres où planter, faible accumulation sous forme de troupeaux, plantations, maisons, moyens de transport, équipement et part importante du capital sous forme monétaire ou de stocks) reflète une certaine fragilité de leurs entreprises (un capital monétaire pouvant facilement être laminé par une variation de prix non anticipée ou des dépenses familiales). Les effets sur l'autonomie des femmes sont significatifs mais également modérés puisque les femmes ne peuvent se soustraire aux normes sociales de leur milieu de vie. Une augmentation du taux de pénétration permettrait d'obtenir des effets plus sensibles du crédit sur l'autonomie. La sécurisation foncière permettra d'améliorer les capacités d'investissement des bénéficiaires, en particulier des femmes. Une augmentation de l'épargne serait un autre moyen d'accumulation et de création de résilience.

Le crédit permet d'embaucher de la main d'œuvre rémunérée, parfois dans un premier temps en réduisant en parallèle l'implication des aides familiaux. Le crédit a probablement des effets sur les relations au sein du ménage agricole qui mériteraient d'être explorées. Chez les anciens bénéficiaires, le crédit a finalement des effets globaux de création d'emplois et de transformation des emplois précaires (journaliers) en emplois plus stables (saisonniers, plus rarement permanents). Cependant, les effets ne sont pas très forts, et l'utilisation des technologies économisant de la main d'œuvre (surtout dans le pôle 7) agit contre une croissance des nombres d'emploi plus substantielle. Néanmoins, la tendance à la raréfaction de la main d'œuvre disponible dans les milieux ruraux doit être prise en compte, de même que l'arrivée sur le marché du travail d'une génération de jeunes diplômés en quête d'emploi qui pourraient être encouragés à développer des activités agricoles novatrices, et des activités en

aval, en amont et en appui à l'agriculture. La raréfaction de la main d'œuvre suppose des financements innovants pour de la petite mécanisation en agriculture ; mais celle-ci pour réussir doit bénéficier de programmes prenant en compte les dimensions de formation des usagers, des maintenanciers et des vendeurs. La catégorie des jeunes diplômés sans emploi n'apparaît pas du tout dans la clientèle FECECAM qui préfère des adultes expérimentés déjà engagés dans l'activité à financer. Ceci est explicable du point de vue d'une caisse à caractère mutuel, mais laisse peu de place à l'innovation technique et sociale et le développement de la clientèle future.

Il s'avère au regard de tout ce qui précède que le crédit agricole de la FECECAM est bien rémunérateur tant pour les clients que pour les caisses et qu'il crée en plus de nombreux bénéfices non-économiques. Nous suggérons de surcroît quelques améliorations permettant d'augmenter ces bénéfices et d'inclure davantage de clients pas encore bien desservis.

Pour appuyer des innovations et la productivité des ressources disponibles, nous recommandons qu'une petite partie de la ligne de la KfW soit dédié à des capitaux-risques pour de petites start-ups ayant un potentiel multiplicateur sur les économies locales. Il faut noter que très probablement ces unités auront aussi besoin d'autres services. Il semble que jusqu'à maintenant il y a peu d'expériences d'appui à de telles entités nouvelles au niveau de la FECECAM (et peu aussi au niveau national). Même la dimension du phénomène n'est pas encore bien appréhendée et nous recommandons des études d'accompagnement dans ce sens. Par ailleurs un financement ciblant les unités de transformation et de commerce de produits agricoles, surtout quand elles sont intégrées dans les programmes de mise en relation avec de gros acheteurs intéressés à les contractualiser, pourrait créer des emplois attractifs pour les jeunes diplômés, ce qui permettrait de les maintenir sinon au village, au moins dans leurs communes.

Nous recommandons, pour le cas particulier des jeunes, mais aussi plus généralement pour l'ouverture plus systématique de nouvelles filières au crédit agricole, d'entrer dans des partenariats locaux avec des entreprises privées et des projets de développement agricole et rural. Un point serait une meilleure utilisation des informations pour l'appréciation des risques du crédit agricole non-standard (voir Sedegnan et al., 2017). Un autre point serait de chercher à établir des garanties souples par l'intermédiaire d'un accompagnement technique et de débouchés fiables dans telles partenariats. Une sécurisation encore plus forte des crédits agricoles serait la domiciliation des paiements des acheteurs aux paysans à travers un compte CLCAM.

Pour ces innovations, il faut prévoir une meilleure expertise technique spécialisée au sein du réseau FECECAM, un meilleur échange d'idées et d'expériences des unités, un meilleur échange avec des acteurs du monde agricole et de recherche, et une plus grande liberté d'entrer en partenariat. La FECECAM, forte de ses expériences antérieures parfois douloureuses exerce un contrôle serré sur ses caisses locales pour sécuriser l'épargne et le crédit. Dans le même temps, un tel contrôle semble s'accompagner d'un certain frein à l'innovation en matière de nouvelles activités, niveaux clients et nouvelles formes de crédit. Il serait nécessaire d'accroître les compétences locales non financières au sein des caisses pour plus d'initiatives innovantes et plus de pénétration, sans pour autant réduire le nécessaire contrôle du respect des procédures par la FECECAM.

La FECECAM et d'autres structures de crédit agricoles qui opèrent dans des conditions et avec des contraintes similaires et qui sont aussi limitées par des ressources propres réduites, des règles de prudence de gestion des IMF et la nécessité de la réduction des coûts d'opération et des risques, pourraient être appuyées par des structures externes : des fonds de garantie, des assurances sur le crédit, la production et les revenus, des règles de transparence et des structures de coopération comme des bureaux des risques. Des études ont déjà montré que la micro-assurance renforce les effets de la microfinance en réduisant les producteurs des risques inhérents à leurs activités entrepreneuriales. L'assurance agricole se met en place en Afrique de l'Ouest sur quelques cultures avec des projets pilote (au Bénin sur le maïs) et la protection des producteurs contre les conséquences d'aléas climatiques est aussi une protection des institutions de microfinance (Muller et al., 2013). De plus, Les structures de crédit devraient bénéficier d'informations techniques, économiques, climatiques, etc. et de la formation de leurs cadres, ainsi que d'un appui au fonctionnement de plateformes d'échange. Ces domaines vont bien au-delà des études d'impact, et beaucoup de ces instruments doivent être accompagnés par des études scientifiques. Nous recommandons plus généralement de renforcer les liens entre recherche, système financier et système agricole.

Plus généralement, cette étude apporte une contribution sur les impacts multidimensionnels du crédit en milieu rural. Des études antérieures ont produit des résultats parfois contradictoires en matière d'effets et d'impacts du crédit, créant un sentiment d'incertitude quant à son efficacité (Marr, 2012). La revue sur les impacts du crédit en Afrique au sud du Sahara conclut par exemple que les crédits produisent des effets parfois positifs et parfois négatifs (van Rooyen et al., 2012). La présente étude rassure sur les effets du crédit mais met en évidence des facteurs du contexte institutionnel qui influence fortement

son efficacité. Elle permet aussi de mieux comprendre les transformations internes provoquées par le crédit au sein des ménages et rend plus fiable la théorie du changement qui en découle. Notons que les effets du crédit sur l'environnement et les ressources naturelles n'ont pas été abordés ici ; ils mériteraient une étude spécifique.

Bibliographie

- Agbola FW, Acupan A and Mahmood A (2017) Does microfinance reduce poverty? New evidence from Northeastern Mindanao, the Philippines. *Journal of Rural Studies* 50: 159–171.
- Austin PC (2011) An introduction to propensity score methods for reducing the effects of confounding in observational studies. *Multivariate behavioral research* 46(3): 399–424.
- Dong N and Maynard R (2013) PowerUp!: A tool for calculating minimum detectable effect sizes and minimum required sample sizes for experimental and quasi-experimental design studies. *Journal of Research on Educational Effectiveness* 6(1): 24–67.
- Floquet A (2010) *Situation de référence du revenu des exploitations familiales des producteurs de coton (EFPC)*. Etude réalisée par le CEBEDES pour le compte de la SNV en collaboration avec l'ANPC-Bénin. Cotonou, Bénin.
- Floquet A (2013) *Rapport de l'enquête au niveau des ménages sur la situation et les pratiques nutritionnelles dans les 10 communes d'intervention du PNC*. Etude de référence. Cotonou, Bénin: Projet de Nutrition Communautaire.
- Garrido MM, Kelley AS, Paris J, et al. (2014) Methods for Constructing and Assessing Propensity Scores. *Health Services Research* 49(5): 1701–1720. DOI: 10.1111/1475-6773.12182.
- INSAE and ICF International (2013) *Enquête Démographique et de Santé (EDS-IV) 2011-2012*. Enquête démographie et de santé EDS IV, Rapport d'enquête. Calverton, Maryland, USA: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Exonomique et Macro International Inc. Available at: <http://www.measuredhs.com/pubs/pdf/PR24/PR24.pdf>.
- Marr A (2012) Effectiveness of rural microfinance: what we know and what we need to know. *Journal of Agrarian Change* 12(4): 555–563.
- Muller B, Sall M, Leblois A, et al. (2013) L'assurance agricole indiciaire en Afrique de l'Ouest: principes, premières réalisations et perspectives. *Agronomie Africaine* 6: 95–111.
- PAM (2012) *Suivi de la sécurité alimentaire, Guide technique 2, Compendium des indicateurs pour le suivi de la sécurité alimentaire*. VAM 2, Manuel. Rome, Italie: Programme Alimentaire Mondial. Available at: URL http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp_243772.pdf (accessed 4 February 2013).
- Rogers PJ (2008) Using Programme Theory to Evaluate Complicated and Complex Aspects of Interventions. *Evaluation* 14(1): 29–48. DOI: 10.1177/1356389007084674.
- Sedegnan OAC, Ahoyo Adjovi NR and Adegbola PI (2017) *Crédit agricole au Bénin : Expériences et besoins en informations des institutions de financement*.

- Thoemmes FJ and Kim ES (2011) A systematic review of propensity score methods in the social sciences. *Multivariate Behavioral Research* 46(1): 90–118.
- Khandker S, B. Koolwal G and Samad H (2010) *Handbook on impact evaluation: quantitative methods and practices*. Washington D.C.: The World Bank.
- van Rooyen C, Stewart R and de Wet T (2012) The Impact of Microfinance in Sub-Saharan Africa: A Systematic Review of the Evidence. *World Development* 40(11): 2249–2262. DOI: 10.1016/j.worlddev.2012.03.012.
- White H (2009) Theory-based impact evaluation: principles and practice. *Journal of Development Effectiveness* 1(3): 271–284. DOI: 10.1080/19439340903114628.



Le crédit finance les commerçants chargés de l'évacuation des récoltes collectées sur les marchés primaires mais rarement en lien avec une mise en relation contractualisée entre producteurs et acheteurs

Annexes

Annexe I : Pondération de l'échantillon

Avant de pondérer l'échantillon sur la base de la population totale des bénéficiaires anciens et nouveaux de crédits agricoles de nos 3 pôles, cette population a été corrigée pour tenir compte du nombre de bénéficiaires identifiés par la FECECAM comme ayant pris du crédit agricole mais qui lors de l'enquête se révélaient ne jamais en avoir pris (pour des activités agricoles. Ainsi si pour enquêter N_{ij} bénéficiaires dans un guichet, il a fallu sélectionner N'_{ij} et éliminer $N'_{ij}-N_{ij}$, le taux de correction de la population agricole a été N_{ij}/N'_{ij} . Notre population de bénéficiaires s'est ainsi réduite, surtout dans le pôle 7.

Tableau I1: Réajustement des effectifs de bénéficiaires de crédit agricole FECECAM dans les points de service échantillonnés

PDA2		Pop agri initiale avant correction		Correctif %	Totale	Pop agricole utile (après correction)	
		FECECAM anciens bénéficiaires	FECECAM nouveaux bénéficiaires			FECECAM anciens bénéficiaires	FECECAM nouveaux bénéficiaires
Caisse mère Banikoara	2007	1400	607	0,74	1491	1040	451
Agence Ina	975	770	205	0,68	667	527	140
Agence Bouanri	817	597	220	0,76	625	457	168
Agence Bagou	946	675	271	0,90	851	608	244
Agence Kalale	1869	1271	598	0,72	1350	918	432
Agence Dunkassa	831	441	390	0,76	630	334	295
Caisse mère Kandi	2454	1502	952	0,90	2200	1347	854
Agence Kouande	2144	1362	782	0,75	1608	1022	587
Caisse mère Mekrou	1500	1100	400	0,69	1038	762	277
Agence Sinende	1218	819	399	0,69	846	569	277
	14761	9937	4824		11306	7581	3725
<i>POP TOT PDA2</i>	<i>30564</i>				<i>23410</i>		
Caisse mère Bante	2144	1566	578	0,81	1742	1272	470
Agence Bassila	949	571	378	0,96	914	550	364
Agence Djidja	873	626	247	0,90	783	561	221
Caisse mère Djougou	1635	944	691	0,87	1417	818	599
Agence Aklamkpa	1202	610	592	0,84	1008	512	497
Agence Biro	1062	654	408	0,68	718	442	276
Agence Semere	418	270	148	0,87	362	234	128
Caisse mère Parakou	1264	437	827	0,51	648	224	424
Agence Doume	1239	913	326	0,93	1151	848	303
Agence Tchaourou	1759	958	801	0,62	1089	593	496
	12545	7549	4996		9832	6055	3777
<i>POP TOT PDA4</i>	<i>36270</i>				<i>28426</i>		
Agence Akassato	320	209	111	0,54	174	114	60
Caisse mère Vallee	1162	1050	112	0,79	916	827	88

	Pop agri initiale avant correction			Correctif	Pop agricole utile (après correction)		
Caisse mère Allada	739	552	187	0,76	565	422	143
Caisse mère Come	1284	931	353	0,57	730	529	201
Agence Dangdo	1252	1015	237	0,68	857	694	162
Agence Ilacondji	113	81	32	0,64	72	52	21
Agence Kpomasse	307	290	17	0,67	205	193	11
Agence Pahou	415	378	37	0,61	253	230	23
Agence Agblangandan	277	77	200	0,26	73	20	53
Agence Tori	597	581	16	0,60	361	351	10
	6466	5164	1302		4205	3434	771
<i>POP TOT PDA7</i>	<i>10885</i>				<i>7079</i>		
<i>POP TOT 3PDA</i>	<i>77719</i>				<i>58915</i>		

La probabilité de tirage d'un individu dans la population a alors été calculée en fonction de son PDA, de son guichet dans le PDA et de son statut de bénéficiaire (ancien ou nouveau). La probabilité observée dans l'échantillon a aussi été calculée pour ces 60 divers sous-groupes groupes. Le poids correcteur est le rapport de la probabilité attendue (ou probabilité dans la population) divisée par la probabilité observée dans l'échantillon.

Tableau I2: Poids réajustant l'importance d'un bénéficiaire enquêté dans la population totale

Points de service	Anciens bénéficiaires	Nouveaux bénéficiaires
Caisse mère Banikoara	0,695	0,818
Agence Ina	0,393	0,198
Agence Bouanri	0,322	0,267
Agence Bagou	0,428	0,344
Agence Kalale	0,896	0,422
Agence Dunkassa	0,326	0,313
Caisse mère Kandi	1,006	1,204
Agence Kouande	0,721	1,489
Caisse mère Mekrou	0,460	0,586
Agence Sinende	0,451	0,391
Caisse mère Bante	1,010	0,596
Agence Bassila	0,499	0,385
Agence Djidja	0,375	0,402
Caisse mère Djougou	0,611	0,845
Agence Aklamkpa	0,342	0,901
Agence Biro	0,401	0,389
Agence Semere	0,229	0,125
Caisse mère Parakou	0,190	1,346
Agence Doume	0,673	0,384
Agence Tchaourou	0,396	0,700
Agence Akassato	0,069	0,191
Caisse mère Vallee	0,420	1,120
Caisse mère Allada	0,223	0,908
Caisse mère Come	0,336	0,509
Agence Dangdo	0,630	0,172
Agence Ilacondji	0,031	0,065
Agence Kpomasse	0,123	0,024
Agence Pahou	0,146	0,057
Agence Agblangandan	0,029	0,000
Agence Tori	0,248	0,015

Source : base_echantillonnage3.xls

Annexe II : Valeur nutritionnelle de la diète

Elle est évaluée sur la base du score de diversité alimentaire en usage dans les grandes organisations internationales. Les aliments de la diète des 7 jours précédant l'enquête ont été classés dans 17 catégories et reclassés en 8 classes¹⁸ (tubercules et céréales ; légumineuses ; protéines animales sauf lait ; produits laitiers ; huiles et corps gras ; légumes ; fruits ; sucre et boissons sucrées). Le nombre de jours durant lesquels un aliment est consommé détermine son poids dans la ration X_i .

Tableau III : Justifications des coefficients de pondération du PAM

Groupes d'aliments	Coefficient de pondération	
Maïs, mil, sorgho, riz, pain/beignets, pâtes alimentaires	2	Riche en énergie, contenu en protéines faible et de plus mauvaise qualité que dans les légumes. Micronutriments (liés aux phytates dans les grains)
Manioc, igname, autres tubercules		
Arachides, autres légumineuses (niébé, voandzou, soja, etc.) et graines de courge	3	Riche en énergie, contenu en protéines élevé mais de moins bonne qualité que dans la viande. Micronutriments (gênés par les phytates), assez peu de matières grasses sauf arachide
Légumes (dont légumes-feuilles)	1	Pauvre en énergie, peu de protéines, pas de matières grasses, micronutriments
Fruits	1	Pauvre en énergie, peu de protéines, pas de matières grasses, micronutriments
Protéines animales (viandes, poissons, œufs)	4	Protéines de grande qualité, nutriments facilement absorbables, (pas de phytates). Riche en énergie et matières grasses, permet une forte amélioration du régime alimentaire.
Lait et produits laitiers	4	Protéines de grande qualité, nutriments, vitamines A, énergie. Si le lait est consommé en très faible quantité, il doit être traité comme un condiment.
Sucres et sucreries	0,5	Calories. Généralement consommé en petite quantité.
Huiles et corps gras	0,5	Riches en énergie mais ne contiennent pas d'autres micronutriments. Généralement consommés en petite quantité.
Condiments et épices	0	Les condiments sont des aliments qui par définition sont consommés en très petites quantités et n'ont pas d'impact important sur le régime.

Source : adapté (PAM, 2012), p.23 et de Bongi et al., (2009)

¹⁸ Les condiments et les alcools et excitants enregistrés n'entrent pas dans les 8 classes mais les bières de sorgho ont été enregistrées au titre des sources de céréales.

Le score de consommation alimentaire est calculé en affectant des coefficients de pondération a_i à ces divers groupes d'aliments. Ce coefficient de pondération reflète la densité en nutriments de l'aliment. Ainsi les arachides contiennent des protéines et des lipides et se voient attribuer un coefficient supérieur aux céréales. Les huiles et corps gras

Le score est calculé en suivant les étapes suivantes :

- Etape 1: Additionner les fréquences de consommation des aliments appartenant au même groupe et recoder la valeur de chaque groupe au-dessus de 7 à 7 avant de multiplier la fréquence par ses poids
- Etape 2: Multiplier la valeur obtenue pour chaque groupe par son poids. On obtient des nouveaux scores pour chaque groupe alimentaire.
- Etape 3: Additionner les scores, on obtient alors le score de la consommation alimentaire.

$$\text{Score SCA} = \sum a_i X_i$$

Tableau II2: Coefficients de pondération des divers groupes d'aliments dans le calcul du score de consommation alimentaire des ménages (SCA)

Groupe d'aliments	Coefficient de pondération
Maïs, mil, sorgho, riz, pain/beignets, pâtes alimentaires	2
Manioc, igname, autres tubercules	2
Arachides/Légumineuses (niébé, voandzou, soja, etc.) et graines de courge	3
Légumes (dont légumes-feuilles)	1
Fruits	1
Protéines animales (viandes, poissons, œufs)	4
Lait et produits laitiers	4
Sucres et sucreries	0,5
Huiles et corps gras	0,5
Condiments et épices	0

L'étude AGVSAN propose des seuils d'évaluation de ces scores, dérivés des recommandations du PAM, et que nous avons utilisés dans l'interprétation des résultats :

Tableau II3: Seuils d'évaluation des scores de consommation alimentaire

Niveau SCA		Qualité de la diète de la cuisine	Niveau de sécurité alimentaire
Si	SCA		
<= 21		Consommation alimentaire pauvre	Insécurité alimentaire
21<SCA<=35		Consommation alimentaire limite	
35<SCA<=45		Consommation alimentaire moyennement acceptable	Risque d'insécurité alimentaire
	SCA >45	Consommation alimentaire acceptable	Sécurité alimentaire

Source : AGVSAN (2009)

Remarquons d'emblée que ces seuils se révèleront insuffisamment discriminants. Notons aussi que la simplification de la notation à une dichotomie « présence /absence » a quelques limites puisque la consommation de quelques cuillérées de sauce légume suffit déjà à enregistrer le repas comme contenant des légumes-feuilles. Inversement, certains condiments apportent probablement des micronutriments et éléments essentiels mais sont déclassés comme nuls (par exemple la « moutarde » de néré). Mais des mesures plus précises ne sont pas faisables dans le cadre de telles enquêtes. La qualité de la cuisson ne peut pas non plus être abordée dans un tel travail. Pour cela des études de cas additionnelles doublées d'analyses seraient requises.



Le crédit facilite l'achat des intrants, en particulier les herbicides et insecticides - sans conseil technique approprié aux producteurs, il peut aussi encourager des pratiques néfastes

ISBN 978-99919-78-30-7
Dépôt Légal N° 10649 du 3 Septembre 2018
Bibliothèque Nationale du Bénin,
3^{ème} Trimestre,
Imprimé en Octobre 2018

Imprimerie AMP Gouako-Kotoklomè - Tél. : (+229) 62 68 75 51 (Rép. du Bénin)